

En Pologne

Le syndicat indépendant  
est légalement reconnu

LIRE PAGE 42

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

2,50 F

Algérie, 1,30 F; Arabie, 2,30 F; Belgique, 2,20 F;  
Allemagne, 1,40 F; Autriche, 1,40 F; Brésil, 2,20 F;  
Canada, 1,40 F; Chili, 1,40 F; Espagne, 1,40 F;  
France, 2,50 F; Grèce, 1,40 F; Inde, 1,40 F;  
Irlande, 1,40 F; Israël, 1,40 F; Italie, 1,40 F;  
Japon, 1,40 F; Liban, 1,40 F; Luxembourg, 1,40 F;  
Maroc, 1,40 F; Mexique, 1,40 F; Pays-Bas, 1,40 F;  
Pologne, 1,40 F; Portugal, 1,40 F; Royaume-Uni, 1,40 F;  
Suisse, 1,40 F; Tchécoslovaquie, 1,40 F; Tunisie, 1,40 F;  
URSS, 1,40 F; Yougoslavie, 1,40 F.

Par les abonnements page 26  
RUE DES  
5427 PARIS CEDEX 10  
C.C.P. 4207-25 PARIS  
Tél. Paris 26 63072  
Tél. : 246-72-23

## U.R.S.S.

### Le départ de M. Kossyguine renforce M. Brejnev

#### Relève...

Cette fois, c'est vrai. Un dirigeant soviétique du plus haut rang demande à être déchargé de ses fonctions en raison de son état de santé, et personne ne met en doute cette explication. Depuis un an, M. Kossyguine n'était plus guère en mesure de quitter de la lourde tâche qui incombe à un chef de gouvernement. L'étonnant n'est pas qu'il s'en aille; c'est qu'il n'ait pas obtenu plus tôt le droit de prendre sa retraite. Pourquoi ces membres du bureau politique ont-ils hésité si longtemps avant d'adopter l'argument des raisons physiologiques? Sans doute parce qu'ils craignaient de déstabiliser l'équilibre délicat au sommet, et surtout parce qu'ils redoutaient d'avoir, en changeant de premier ministre, à préparer la succession de toute l'équipe, blanche sous le bâton, qui gouverne l'U.R.S.S.

On y est allé prudemment : un homme de soixante-quinze ans, apparemment en bonne forme, il est vrai, remplacé à la tête de l'administration d'un monde de soixante-seize ans. M. Tikhonov ne peut raisonnablement prétendre à de vastes plans de carrière. Il n'écrit pas un livre, ne porte pas un appareil. Son mérite singulier aura été d'avoir su gagner la confiance de M. Brejnev.

M. Kossyguine avait, dès 1964, une autre stature. Il était avec Mikoyan le plus ancien des hiérarques et, surtout, il s'identifiait aux gestionnaires qui, sans mettre en cause les fondements du régime, préparaient des réformes économiques audacieuses. L'autorité de chef du gouvernement faisait contrepoids aux idéologues, plus soucieux d'imposer leur esthétisme que de faire marcher les entreprises. Ses relations avec M. Brejnev furent souvent malaisées. Devant les réticences de l'appareil du parti, le chef du gouvernement fut contraint, à la fin des années 60, d'adopter les projets sur lesquels il comptait pour redonner souffle à l'économie.

Les deux hommes s'efforcèrent pourtant de ne jamais penser à paroxysme les conflits qui parent les opposer. Ils s'accoutumèrent de leurs tensions et redoutaient une rupture. Ils se heurtèrent sans être véritablement rivaux : même lorsque M. Brejnev se mit à traiter lui-même des affaires de l'État, qu'il prit en main les négociations diplomatiques les plus importantes, M. Kossyguine affecta de ne pas prendre ombrage de cette intrusion dans ce qui avait été son domaine réservé dans les années 60.

MM. Brejnev et Kossyguine ont incarné deux forces bien inégales, mais tout de même complémentaires : le parti, qui régit, et une couche de techniciens en général, qui voudraient bien faire leur métier sans être constamment harcelés, mortifiés par les gardiens de la vraie foi. M. Tikhonov n'a pas, « a priori », les mêmes atouts que son prédécesseur pour capter et défendre les aspirations de ces cadres et de ces fonctionnaires. A-t-il même envie de le faire?

L'équipe en place au lendemain de la chute de Khrouchchev est presque désignée. Trois hommes seulement ont siégé à la direction suprême en octobre 1964. MM. Brejnev, Goussiev et Kirilenko, appartenant encore au bureau politique. Les autres sont partis au fil des ans, non sans mal parfois, mais sans crise spectaculaire. La relève des générations n'a pourtant pas été assurée. Le départ de M. Kossyguine ne fait qu'illustrer ce phénomène : après les purges sanglantes de Staline et le tohu-bohu de Khrouchchev, les cadres supérieurs du régime n'ont trouvé que dans la germination la sécurité à laquelle ils prétendaient. Ils génaient le pays avec des fortunes diverses, en prenant soin surtout de ne pas le bouleverser.

## ÉTATS-UNIS

### L'espoir d'une libération des otages domine la fin de la campagne électorale

L'espoir de voir libérer les otages avant l'échéance électorale du 4 novembre domine de plus en plus le débat entre MM. Carter et Reagan.

En attendant la réunion du Parlement iranien, qui doit en principe fixer dimanche 26 octobre les conditions de libération des cinquante-deux otages, les dirigeants américains multiplient les déclarations favorables à l'Iran. Prenant la parole jeudi 23 octobre devant le Conseil de sécurité des Nations unies, M. Donald Michener, le représentant des États-Unis, a affirmé une fois de plus son opposition à toute tentative de « démantèlement » de l'Iran.

Washington. — Les États-Unis vivent, de nouveau, à l'heure de l'émotion. Depuis plusieurs jours, la moindre rumeur en provenance de la capitale iranienne agite aussitôt les milieux politiques et mobilise les grands moyens d'information. On s'est tellement fait à l'idée qu'une libération des otages assurerait la réélection de M. Carter que la tension monte de jour en jour à l'approche du 4 novembre, qui sera aussi — par une étrange ironie du sort — le premier anniversaire de l'occupation de l'ambassade américaine.

Les dirigeants de Washington affichent, désormais, un « prudent optimisme ». Se fondent-ils sur

Ces propos ainsi que ceux tenus récemment par d'autres dirigeants américains ont suscité une vive réplique de l'Irak.

À Téhéran, l'ayatollah Ali Khamenei, l'un des huit membres du Conseil supérieur de défense, a déclaré que l'Iran ne voulait pas « troquer les otages » contre de l'armement américain, « car il est en guerre » avec les États-Unis. La veille, l'homme d'État Mousavi Khomeini, un des sept membres de la « commission des otages » du Majlis, avait déclaré que ceux-ci seraient « immédiatement jugés » si les États-Unis refusaient les conditions pour leur libération que va poser le Parlement.

De notre correspondant

des faits réels que M. John Anderson, le candidat indépendant, les somme de dévaler? Ou n'est-ce qu'une habile manœuvre pour pousser les électeurs que l'ayatollah est en train de se résoudre? Les républicains croient M. Carter capable de tout : y compris d'annoncer une libération des otages la veille même du vote. N'était-il pas intervenu à 7 heures du matin, le 1<sup>er</sup> avril dernier, jour des élections primaires du Wisconsin, pour faire part aux téléspectateurs de ses « espoirs »? Les amis de M. Reagan s'accrochent à l'idée

que, en tout état de cause, une négociation sérieuse avec les Iraniens dure depuis plusieurs semaines. Ils connaissent, néanmoins, les dangers de la situation présente : même si les cinquante-deux otages ne reviennent pas avant le 4 novembre, il suffirait au président d'entretenir l'idée que l'événement se produira. A cette intention, M. Carter et ses collaborateurs lâchent chaque jour de « petites phrases » aussi vagues que prometteuses. Ils savent avoir un brûlot entre les mains.

(Lire la suite page 4.)

## LA COMMUNAUTÉ JUIVE « APRÈS COPERNIC »

### Un entretien avec M. Guy de Rothschild

Les réactions à l'entrevue de la rue Copernic ont confirmé, sinon compliqué, les tensions et divergences apparues ces dernières années au sein de la communauté juive. « Le Monde » du 18 octobre a daté 18-20 octobre. M. Guy de Rothschild, président du

#### « On ne joue pas à l'action de masse quand on n'a pas les masses »

« Craignez-vous, dans une situation marquée par le marxisme, d'une dérive à l'extrême gauche? »

« C'est une question internationale, la régression, en France, d'un antisémitisme populaire dont la régression va croissant et la propagande de quelques nostalgiques du nazisme ne serait que les prémices? »

« L'appréhension ne peut être que nuancée. Il existe en dehors des groupes extrémistes, terroristes ou pas, un sentiment vague d'antisémitisme relativement répandu. Un récent sondage (1) montre qu'un Français sur huit

estime que les juifs sont trop nombreux dans le pays. Cela signifie, d'après le sondage, que l'étiquette de la malédiction (2), 12 %, c'est tout de même considérable : ces gens-là ne sont pas ouvertement hostiles aux juifs, mais ils refusent de voir en eux l'un des éléments de la pluralité sociale et nationale. Ils les ressentent comme un corps hétérogène, et n'est donc pas étonnant qu'à l'étranger, en Amérique notamment, on dénonce une certaine tradition française d'antisémitisme endémique. On s'y souvient d'une époque où plus de 10 % des Français qu'on se souvient

hélas conduits : et l'on y constate que certains sentiments de honte et de culpabilité n'ont pas disparu.

Propos recueillis par DOMINIC ROUCHIN.

(1) L'Express date 11-17 octobre 1980.  
(2) Dans ce sondage, 49 % des personnes interrogées considéraient qu'il y avait trop de juifs dans la France. Le même était de 28 % pour les Noirs, 16 % pour les Espagnols, 6 % pour les Coréens et 4 % pour les Portugais.

## POINT

### Trop de vide

Une candidate de plus : il n'y en avait pas tant, et on devrait se féliciter de voir Mme Marie-France Garaud venir épauler sur leur droite Mmes Huguette Bouchardau (P.S.U.) et Aurore Laguerre (Lutte ouvrière). Mais, voilà : à six mois de l'élection présidentielle, il y a déjà initiation de candidats plus ou moins déclarés, plus ou moins assurés d'aller jusqu'au bout de la compétition.

Pourtant, le système de filtrage des concurrents — ils étaient six en 1965, sept en 1969 et douze en 1974 — a été renforcé. En vain, du moins à cette phase de la campagne présidentielle. Si l'on s'interroge sur ce phénomène, deux explications viennent à l'esprit.

L'une tient au système de sélection : tous ceux qui ne sont pas assurés d'obtenir les parrainages et les moyens financiers nécessaires pour figurer dans la campagne officielle ont intérêt à se manifester pendant la pré-campagne : ils font entendre leur voix pendant une période où les grands moyens de communication s'ouvrent un peu plus que d'habitude à la diversité politique nationale.

L'autre explication est au cœur de la politique française, marquée par l'immobilisme, la routine et l'équilibre. Quand des dirigeants de premier plan pratiquent l'attentisme, il ne faut pas s'étonner que d'autres, plus audacieux, se précipitent. Quand les discours restent à ce point répétitifs, il est naturel qu'une autre voix, un autre ton, soient bien accueillis. Surtout s'ils viennent troubler l'assise dominante, secouer ce que M. Jobert appelle « la démocratie molle » et affirmer, sans détours, des positions claires et fortes, qu'elles soient de gauche ou de droite. Ces gènes répondent à un besoin : s'il y a trop-plein, c'est parce qu'il y a trop de vide à remplir.

(Lire page 8.)

## Olivier Guichard raconte de Gaulle



### OLIVIER GUICHARD Mon Général GRASSET

Demain  
**LE MONDE DIMANCHE**  
Le bricolage, un passe-temps en or

Enquête de Dominique Frischer

## Point de vue

### Crise... ou mutation de l'école

par ANDRÉ HENRY (\*)

Naguère, l'école apportait presque tout le savoir, un savoir minimum pour la masse, un savoir toujours plus compliqué pour les élites.

Or, nous vivons depuis deux décennies une révolution dans les moyens d'information qui impulse une révolution dans les contenus éducatifs et dans les méthodes d'enseignement. Le rôle de l'école a nécessairement changé, car ses missions se sont transformées. L'insertion des gens, leurs besoins, leurs goûts, leurs aspirations, n'ont-ils pas, en effet, changé plus encore, sans même qu'ils s'en aperçoivent toujours?

Ces observations expliquent bien des interrogations actuelles sur l'école et le climat de « crise » dans lequel est entraînée l'opinion publique. Alors qu'il serait sans doute plus exact de considérer que l'institution scolaire et universitaire fait face à une série de mutations, dont on ne prend pas assez une claire conscience. Autrefois, l'école privilégiait les contenus : ce fut l'honneur de l'école laïque sous la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup>. République d'apporter une somme de savoirs, un bagage pour la vie. Mais ce faisant, elle favorisait beaucoup moins les comportements et l'apprentissage des méthodes, sans peut-être pour la minorité qui accédait aux enseignements supérieurs.

Il en est qui restent attachés à cette conception ancienne de l'éducation : ils peuvent y trouver leur compte et même faire des constats d'évidence, par exemple au sujet des carences de l'orthographe ou du calcul mental, mais,

en même temps, ils marquent leur refus de prendre en compte les évolutions et les adaptations de la société.

D'ailleurs, quand on parle de l'école « en crise », quand on fait mine de regretter la fameuse dictée de la République (1925),

(\*) Secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN).

té, ne transfère-t-on pas sur une logique d'adulte la nostalgie de souvenirs d'enfant plus ou moins imprécis et fort idéalisés? N'oublie-t-on pas que l'éducation est toujours un acte au futur? N'oublie-t-on pas aussi qu'il y a toujours eu des enfants en retard ou handicapés?

(Lire la suite page 2.)

## LA FIAC AU GRAND PALAIS

### « Le show des shows »

M. Giacard d'Estaling a inauguré jeudi 23 octobre, en fin d'après-midi, au Grand Palais, la Foire internationale d'art contemporain. Le chef de l'Etat s'est entretenu avec l'humoriste américain Sami Steinberg et avec le sculpteur César. C'était la première fois qu'il visitait la FIAC, qui en est à sa septième manifestation.

La Foire internationale de l'art contemporain, la FIAC, est devenue, désormais, la grande « show » annuel de l'art. C'est là qu'il faut aller si l'on veut voir sous un même toit la peinture, la sculpture, le dessin et la gravure d'aujourd'hui, qui ont réussi à sortir des ateliers pour prendre place sur le marché de l'art. Cent quarante galeries, sur 15 000 mètres carrés, présentent un condensé assez stimulant de ce qui se fait à travers le monde.

Depuis quelques années, les voies du marché de l'art se diversifient. Aux galeries sont venues s'ajouter les salles de vente, qui ont su développer leur activité en créant l'événement. A travers les foires, les galeries aussi empruntent

JACQUES MICHEL.  
(Lire la suite page 28.)



هكذا من الأصل

C'est de décarboneur au titre de la métallurgie ferreuse que M. Tikhonov est vice-président en 1964 avant de rejoindre l'Institut Kossyguine comme directeur des savannakhoes. Il est de direction économique et nommé par Khrouchtchev coprésident avec lui du comité nommé vice-président d'état pour la science technique, puis en 1970 président de l'administration de son entreprise.

En 1974, le M. Bratchkovski est le vice-président chargé des ministères techniques, il travaille pendant onze ans à l'usine Kossyguine.



EUROPE

LE REMPLACEMENT DE M. KOSSYGUINE A LA TÊTE DU GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE

**Le président du conseil des ministres évoque, dans sa lettre de démission une aggravation de son état de santé**

De notre correspondant

Moscou. — Après la disgrâce de M. Podgorny en 1977, la retraite de M. Kossyguine laisse M. Brejnev seul survivant du pouvoir au « troïka » qui prit le pouvoir au lendemain de la chute de Khrouchtchev. La position du chef de l'Etat, du parti soviétique, est donc d'autant plus renforcée que le nouveau président du conseil, M. Nicolas Tikhonov, est depuis longtemps l'un de ses protégés.

C'est M. Brejnev qui a annoncé la nouvelle au Soviet suprême le jeudi 23 octobre dans l'après-midi : « Une lettre du président du conseil a été lue aux ministres de l'U.R.S.S. », M. Kossyguine, est parvenu au comité central du parti le 22 octobre 1980, a-t-il dit. Dans sa lettre, M. Kossyguine indique que son état de santé, qui s'est aggravé ces derniers temps, exige de sa part une libération d'activités intensives. Dans la lettre, M. Kossyguine demande à être libéré de ses fonctions de membre du bureau politique et de président du conseil (J.). Le comité central soumet à l'examen du Soviet suprême la proposition de satisfaire la requête de M. Kossyguine qui souhaite être démis de ses fonctions de président du conseil (J.). Dans le même temps, poursuit M. Brejnev, le C.C. soumet à l'examen du Soviet suprême la proposition de nommer Nicolas Tikhonov à la présidence du conseil des ministres de l'U.R.S.S. Cette proposition a été adoptée à l'unanimité.

Prenant brièvement la parole, le nouveau chef du gouvernement a promis de travailler pour « la croissance continue du bien-être du peuple, le renforcement de la

puissance du pays, la garantie de sa défense, l'affermissement de la paix ».

Si l'on s'en tient à la lettre de l'intervention de M. Brejnev, M. Kossyguine conserve jusqu'à nouvel ordre sa place au bureau politique, mais il est clair qu'il est gravement malade et que son retour aux affaires est cette fois totalement exclu. Souffrant de troubles cardio-vasculaires, il avait déjà quitté la scène politique au mois d'octobre 1978. C'est alors que M. Tikhonov avait été élu membre à part entière du bureau politique pour assumer les fonctions de véritable chef du gouvernement par intérim. Mais M. Kossyguine avait fait une réapparition inattendue en février dernier, reprenant peu à peu toutes ses activités. Jusqu'au début du mois d'août, où il présida la cérémonie de clôture des Jeux olympiques à la place de M. Brejnev, en vacances dans le Sud. Il participa à des entretiens avec des dirigeants étrangers et il assure les principaux arbitres dans la préparation du XI<sup>e</sup> plan quinquennal. En avril dernier, le comité central avait annoncé que le vingt-sixième congrès du parti aurait lieu en février 1981, et que M. Kossyguine y présenterait le rapport sur les problèmes économiques.

Après la première attaque dont il avait été victime à l'automne 1979, la direction soviétique avait adopté une solution conservatoire en renforçant les pouvoirs de M. Tikhonov sans écarter M. Kossyguine, mais après une recrudescence de sa maladie, il n'a plus été possible de conclure le soulagement de sa situation et l'impératif d'efficacité — D. V.

M. TIKHONOV, NOUVEAU CHEF DU GOUVERNEMENT

Un homme ferme, parfois brutal

Pour succéder à M. Kossyguine, M. Nicolas Tikhonov possède deux qualifications essentielles : c'est un spécialiste des problèmes économiques, et notamment industriels (comme son prédécesseur), et c'est un protégé de longue date de M. Brejnev. Avant de « monter à Moscou », il a fait l'essentiel de sa carrière en Ukraine et, en particulier, à Dniepropetrovsk, où l'actuel secrétaire général du P.C. soviétique a exercé des fonctions dirigeantes pratiquement de 1955 à 1980. Il possède également une longue expérience gouvernementale, puisqu'il a été nommé vice-président du conseil dès 1965, au lendemain de l'arrivée au pouvoir de M. Brejnev. Il avait été placé à la tête de la direction du gouvernement pour le compte du « groupe de Dniepropetrovsk ».

Né en 1905, M. Nicolas Alexandrovitch Tikhonov est d'origine ukrainienne. Sa biographie officielle est très discrète sur son enfance comme sur son activité pendant la « grande guerre patriotique ». Comme les autres dirigeants de sa génération, il a été formé « sur le tas », avant de suivre des cours dans des écoles techniques. Il est, dans son adolescence, chauffeur de locomotive, puis mécanicien dans une usine. Après avoir terminé l'Institut de la métallurgie, à Dniepropetrovsk, en 1930, il est, successivement, chef d'atelier, ingénieur, puis ingénieur en chef à Dniepropetrovsk et à Pervouralsk. Directeur d'une usine de tubes à Nikolai, dans le sud de l'Ukraine, pendant une brève période, il entame, à quarante-cinq ans, sa carrière dans les ministères de Moscou.

Chef de département au ministère de la métallurgie ferreuse, M. Tikhonov est vice-ministre jusqu'en 1954 avant de retourner à Dniepropetrovsk comme président du sovkhos, organisme de direction économique régional inventé par Khrouchtchev et disparu avec lui. En 1960, il est nommé vice-président du comité d'Etat pour la science et la technique, puis en 1963, vice-président de l'administration du Plan. Son expérience variée et l'amitié de M. Brejnev lui valent en 1965 la vice-présidence du conseil des ministres. Pendant onze ans, il travaillera dans l'ombre de M. Kossyguine jus-

DANIEL VERNET.

Un monument de compétence

« Il est triste comme la pluie, mais un jour il me remplacera parce qu'il est intelligent », aurait dit un jour M. Khrouchtchev de M. Kossyguine. Triste, c'est, du moins paraît-il, cet homme du Nord au visage pâle et personne ne conteste son intelligence : c'est d'ailleurs parce qu'il était un monument de compétence qu'il avait pris la direction du gouvernement : il faisait un économiste à l'espèce ordonné pour mettre de l'harmonie dans les formes de l'ère khrouchtchevienne. Alexis Nicolaïevitch Kossyguine avait tous les titres nécessaires pour prendre la tête de l'administration, d'autant plus qu'il ne rivalisait pas de devenir le grand maître de l'U.R.S.S. Il souffrait d'ailleurs dans la course au pouvoir d'un handicap sérieux : jamais il n'a appartenu à l'appareil du parti.

La liste des postes qu'il a occupés déborde le chronomètre. Engagé en 1920 dans l'armée rouge alors qu'il avait quinze ans, il fréquente

ensuite à Petrograd, sa ville natale, un institut technique, puis travaille pendant quelques années dans des coopératives de consommation en Sibérie. En 1938, il obtient son premier poste important : celui de président du soviet municipal, autrement dit maire de Leningrad. L'année suivante, il fit son entrée au gouvernement. Il est successivement commissaire du peuple à l'industrie textile (1939-1942), vice-président du conseil des commissaires du peuple, président du conseil économique pour les biens de consommation (1940-1942), président du gouvernement de la République russe (1943-1949), ministre des finances (1949), ministre de l'industrie légère (1949-1953). Après la mort de Staline, il abandonne pendant quelques mois son poste de vice-président du conseil, mais il reste au gouvernement. A partir de 1957, il s'occupe du Plan. En 1960, il devient premier vice-président du conseil avec A. Mikoyan.

Un économiste

at il fut rétrogradé de membre titulaire à la suppléance à la direction suprême en 1952, alors que Malenkov avait épuré les cadres de la seconde ville de Russie. C'est peut-être parce qu'il était une victime indirecte de l'affaire de Leningrad que M. Khrouchtchev le réintégra comme titulaire, en 1957, au présidium : ceux qui avaient quelques raisons de se plaindre de Malenkov semblaient être alors les amis du premier secrétaire.

Etait-il vraiment ses amis ? M. Kossyguine, pour sa part, fut toujours d'une grande discrétion à l'égard de son patron : il le complimenterait comme il le fallait, mais ne plus qu'il ne le fallait. D'ailleurs, M. Kossyguine avait sa montée au présidium alors qu'un autre homme de Leningrad, Frol Kozlov, prenait possession du poste de second secrétaire. Lui-même, aux vingt-et-un ans, était vingt-deuxième congrès, refusa (comme A. Mikoyan) de condamner avec autant de force que les khrouchtchevistes zélés les gens du groupe antiparti. « Il s'agit, disait-il, en 1957, d'un débat de caractère strictement politique sans aucune actualité immédiate. » En classant cette affaire, il entendait sans doute montrer les limites du pouvoir du premier secrétaire.

En octobre 1964, on était étonné de voir M. Brejnev dans la conspiration qui mit fin au règne de M. K. C. On fut moins surpris de constater que M. Kossyguine recueillait une partie de l'héritage. Pourtant, le nouveau président du conseil était très favorable aux réformes économiques que préconisait son prédécesseur. Lui aussi il estimait que le moment était venu d'accroître la production des biens de consommation. Lui aussi il croyait qu'il fallait donner aux entreprises une certaine autonomie de gestion.

Pourtant, le nouveau président du conseil était très favorable aux réformes économiques que préconisait son prédécesseur. Lui aussi il estimait que le moment était venu d'accroître la production des biens de consommation. Lui aussi il croyait qu'il fallait donner aux entreprises une certaine autonomie de gestion.

Une grève, démentie officiellement, a eu lieu à Tartu en Estonie

Moscou (A.F.P.). — Le directeur d'une usine de Tartu (Estonie) a confirmé jeudi 23 octobre à l'A.F.P. qu'une grève avait bien eu lieu au début d'octobre dans une entreprise de la ville. Selon des émigrés estoniens vivant en Suède, les ouvriers de l'usine de matériel agricole Tartu Katse-monditehas se sont mis en grève les 1<sup>er</sup> et 2 octobre pour demander une augmentation des primes et pour protester contre l'augmentation des exigences de production. La direction, sur ordre de Moscou, a versé les primes le 8 octobre et accepté que les calendriers de production ne soient pas relâchés.

Ces événements n'ont pas eu lieu chez nous, mais dans les ateliers de réparation d'une usine soviétique à Tartu, a indiqué à l'A.F.P. le directeur de l'usine Tartu Katse-monditehas. Selon le directeur, les grévistes ont arrêté le travail pour exiger de nouvelles primes.

Quelques heures auparavant, un porte-parole du ministère de l'Intérieur de la République d'Estonie avait opposé un démenti formel aux informations occidentales faisant état de cette grève et d'une manifestation à Tartu le 10 octobre, de plusieurs centaines de jeunes pour réclamer « la fin de l'occupation soviétique » de l'Estonie.

Radio-Tallin avait pour sa part démenti les « sérieux désordres » causés par les manifestants et souligné que des poursuites étaient engagées contre les « instigateurs et les vandales criminels ». Une trentaine de personnes, sur cent cinquante interpellées, ont été arrêtées et devraient bientôt passer en jugement.

Les slogans en faveur de l'« indépendance de l'Estonie » et contre la « domination russe » ont donné à ces manifestations un caractère autant « antiruss » qu'« antisoviétique ». En Estonie, comme en Lettonie et en Lituanie, les sentiments nationalistes sont restés suffisamment forts pour donner naissance à une « opposition nationale », dont plusieurs membres ont été récemment condamnés. L'un des dirigeants de la dissidence estonienne, M. Mart Mikus, professeur de français et d'anglais à Tartu, doit être bientôt jugé pour « activités antisoviétiques ». Il fait actuellement une grève de la faim. Il risque une peine maximale de quinze ans de détention. Il a déjà passé huit ans dans les camps soviétiques pour avoir transmis en Occident des documents concernant le mouvement dissident estonien.

Le Soviet suprême a nommé M. Valentin Markov vice-président du conseil des ministres. Né en 1930, M. Markov est membre du parti depuis 1956, et du comité central depuis 1978. Diplômé de l'Institut des ingénieurs économiques de Moscou, il est licencié en sciences techniques. Depuis juillet 1976, il était le deuxième secrétaire du comité du parti pour la ville de Moscou.

Quand il fut installé à la direction du gouvernement, il encouragea le mouvement réformiste dans un discours prononcé au Soviet suprême, le 5 décembre 1984 — le plus intéressant de tous ceux qui prononcèrent les dirigeants soviétiques pendant cette période. — M. Kossyguine annonça que la plupart des entreprises de textiles et des fabriques de chaussures allaient établir leur programme non pas selon les directives de l'administration, mais en fonction des commandes des circuits de vente. Il précisait même que l'expérience serait étendue à des usines de l'industrie lourde. Mais il devait compter avec la résistance des administrations : et avec la solide opposition de l'appareil du parti.

On avait l'impression d'assister au renouvellement de la crise qui, pendant les années 1953-1956, avait mis aux prises MM. Malenkov et Khrouchtchev. Le premier, responsable du gouvernement, promettait une amélioration rapide du niveau de vie et faisait grand cas des techniques. Le second rappelait la priorité absolue de l'industrie lourde et imposait la primauté du parti. Le conflit est classique dans la société soviétique.

M. Kossyguine reprenait à son compte la politique Khrouchtchev — dernière manière — parce qu'il croyait que seules des réformes de grande envergure permettraient à l'économie soviétique de trouver son second souffle. Il avait, lui aussi, voyagé à l'étranger — en France, aux Etats-Unis et en Italie, par exemple, et il connaissait les fai-

blesse de son pays. Or il était plus sévère que la plupart des membres du présidium à l'égard de son ancien patron. C'est qu'en réalité, entre les deux hommes, il y avait trop peu de traits communs. M. Kossyguine ne pouvait s'accorder avec un chef qui disait ce qui lui passait par la tête et défiait un jour ce qu'il avait fait la veille. Pour un technicien froid, minutieux, ami des statistiques, la manière de gouverner de « M. K. » était aberrante. Il fallait y mettre un terme d'autant plus vite que les foudres de premier secrétaire desservait la politique qu'il prétendait inaugurer. La seule ambition de M. Kossyguine était de faire au gouvernement ce que « M. K. » aurait dû y faire s'il avait été sérieux.

Mais il fallait s'occuper d'autre chose que d'économie. Trois mois après son arrivée au pouvoir, il partit pour le Vietnam. Il n'avait certes pas prévu qu'au moment de son séjour à Hanoi le Vietcong attaquerait les Américains et que celui-ci riposterait en bombardant la République du Nord. Dans une telle situation, Khrouchtchev aurait certainement prononcé un discours tonitruant. M. Kossyguine, coupé du reste de la direction collective, n'avait pas mandat d'improviser une politique adaptée aux circonstances : au moins, le chef du gouvernement ne disait pas de bêtises. Il surmonta la grande nervosité de son infortune : il promit au Vietnam l'aide de son pays, ce qui lui permit de proclamer que tous les Etats socialistes d'Asie, y compris l'U.R.S.S., étaient unis face à l'impérialisme.

Le diplomate

D'ailleurs, il fit rapidement la preuve de son savoir-faire diplomatique. Alors que les troupes pakistano-indiennes se battaient, il invita — en janvier 1965 — les chefs de gouvernement des deux pays à se rencontrer à Tachkent et joua avec discrétion, mais avec bonheur, le rôle de médiateur. Puis — en juin 1967 — il réussit à trouver avec le président Johnson une formule pour régler le conflit du Proche-Orient. Au début de la crise de Tchécoslovaquie, alors que l'U.R.S.S. n'avait pas encore arrêté sa politique, il fit un voyage à Prague, dans l'espoir, semble-t-il, de décaler un compromis. Enfin, en septembre 1968, il se chargea de mettre au point avec M. Chou En-lai, une déclaration de coexistence entre l'Union soviétique et la Chine. Il approuvait à ceux qui avaient affaire à lui comme un homme sérieux, pondéré.

Mais, à l'intérieur, la réforme économique à laquelle il avait attaché une grande importance ne donnait pas les résultats attendus. Il avait été obligé dès le départ de faire des concessions aux partisans du centralisme et ne parvenait pas à remédier aux maux permanents du

système. Alors que M. Brejnev se détachait du plus en plus nettement, il donnait l'impression de s'effacer.

Depuis quelques années, les accolés pouvaient par les critiques adressées à l'administration gouvernementale, il semblait que le pouvoir lui passait. A diverses reprises, le bruit courut qu'il avait offert sa démission. Et puis, frappé par la maladie, en 1979 d'abord, en août 1980 ensuite, il n'était plus en état d'exercer ses fonctions. Ses collègues hésitèrent longtemps avant de lui permettre de faire valoir ses droits à la retraite. Peut-être parce que son départ risquait d'affecter l'équilibre savant obtenu en 1964, mais surtout parce que, jusqu'à la fin de son mandat, il a bénéficié dans l'opinion d'une réputation plutôt flatteuse.

Cet homme gris était, en effet, un peu moins gris que la plupart des autres. Il avait au moins le mérite d'être un technicien compétent et de tenir dans le domaine qui était le sien des propos plus originaux que les formules de l'Agitprop.

BERNARD FERNET.

Bulgarie

MORT DE M. VALKO TCHERVENKOV SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.C. DE 1950 A 1954

Sofia (A.F.P.). — M. Valko Tchervenkov, qui fut secrétaire général du parti communiste bulgare de 1950 à 1954, est mort mardi 23 octobre des suites d'une longue maladie, a annoncé l'agence bulgare B.T.A.

(Né le 6 septembre 1900, Valko Tchervenkov adhère au P.C. en 1919 et devient membre de la direction des Jeunes communistes. Après l'échec de l'insurrection de 1923, il reste encore deux ans en Bulgarie, dans la clandestinité. Puis, avec sa femme, épouse de Georges Dimitrov, il s'exile à Moscou où il enseigne à l'Ecole bolchévique avant d'entrer à la section « agitation et propagande » du Komintern. Pendant la grande purge de 1937, il devient directeur de l'Ecole laïcinale et occupe ce poste jusqu'en 1951.

Pendant la guerre, il dirige les émissions en langue bulgare diffusées d'U.R.S.S. et rentre le 9 septembre 1944 dans son pays pour prendre en main le secrétariat à l'organisation du parti. Après la mort de Vassil Kolarov, en janvier 1950 (soit six mois après celle de Georges Dimitrov), Valko Tchervenkov devient secrétaire général du parti et chef du gouvernement. Il occupe la direction du parti, au début de 1954, peu de temps après la mort de Staline, à M. Todor Jivkov et « démisionnaire » de la présidence du conseil deux ans plus tard. Il devient alors vice-président du conseil et ministre de l'éducation et de la culture. En 1961, il est libéré de ces fonctions « pour avoir commis des erreurs et pratiqué de mauvaises méthodes de direction et avoir établi le culte de sa personnalité ». Un an plus tard, il est exclu du parti et du comité central pour « activités antiparti ». En 1966, il est réhabilité par un plénum du comité central, mais n'exerce plus aucune fonction.)

Tchécoslovaquie

● M. Křivánek à Prague. — Membre du bureau politique et secrétaire du comité central du P.C. soviétique, M. Křivánek est arrivé mercredi 23 octobre à Prague pour une visite officielle « d'amitié » de trois jours qui n'aurait pas été annoncée.

Après une visite protocolaire à M. Gustav Husak, chef de l'Etat et secrétaire général du P.C.T., il s'est entretenu avec les membres du présidium et du secrétariat du P.C. tchécoslovaque. Une large place a été réservée aux activités et aux préparatifs des congrès du P.C. soviétique en février prochain et du P.C. tchécoslovaque en avril. Le communiqué officiel publié recommande une coordination plus étroite des programmes des deux partis communistes. Le communiqué ne donne aucune précision sur les sujets abordés en matière de politique internationale, mais il est fort probable que la situation en Pologne a été évoquée. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

● Le gouvernement britannique a proposé le 23 octobre aux 300 000 mineurs une augmentation de salaire annuelle de 8,5 %, alors que ceux-ci réclamaient 35 %. La décision de la direction des mines nationalisées (Coal Board) était très attendue par l'ensemble des salariés du secteur public et nationalisé car elle donne le coup d'envoi des grandes négociations de la rentrée. Le cabinet conservateur entend imposer une stricte discipline salariale, même si elle doit se traduire par une baisse du pouvoir d'achat à un moment où l'inflation atteint 15 %. Cependant, les 300 000 employés des mines ont déjà fait savoir qu'ils exigeaient une hausse de salaire de 30 %. — (A.F.P.)



## La presse de Bagdad donne consistance aux rumeurs sur la proclamation d'une République d'Arabistan

## De notre envoyé spécial

**PAUL BALTA**

### De notre correspondante

### Sauvegarder la navigation

Pour souligner, comme il devait indiquer un peu plus loin, que les Etats-Unis ne veulent pas « prendre parti » (dans le conflit), McHenry a ajouté, visiblement à l'intention de Bagdad : « Les déclarations et les actions entreprises par des leaders nationaux dans l'intention de provoquer des luttes intestines dans un autre pays ne peuvent pas »

### « L'intégrité morale »

Envoyé spécial du président de la République irakienne, M. El-tantani exposa une nouvelle fois les griefs de Bagdad contre Téhéran. « Les Irakiens ont été trahis », déclara M. Ali Shams Ardakani, évêque à nouveau la « sauvegarde de l'agression irakienne », mais lança un appel au Conseil de sécurité de l'ONU : « C'est *conformément à son mandat* ». M. Ardakani suggère que le Conseil agisse en trois points : condamnation de l'agression irakienne, retrait des troupes irakiennes, compensation financière pour les dégâts et les pertes en vies humaines causées par l'action de Bagdad. « C'est l'intégrité morale des Nations unies qui est en jeu », déclara-t-il, représentant irénien, surprenant quelque peu ses interlocuteurs, qui pouvaient difficilement coudre avec quel mépris et quelle désinvolture le mécanisme avait, depuis la prise d'Iraq, tenu l'Organisation internationale.

**NICOLE BERNHEIM**

## Belgique

## Berlin-Est

## Corée du Sud

## Espagne

Palme d'or de la Haute Fiabilité

**Sansui**  
HI-FI



**CHARLES SAINT-PROT**

## LA FRANCE

## ET LE RENOUVEAU ADAR

## RENOUVEAU ARABE

**Editions COPENIC**

13, rue Charles-Lecocq, 75015 PARIS - Tél. : 828-88-87

---

(Suite de la première page.)

L'ancien secrétaire d'Etat a développé ainsi une thèse de plus en plus répandue dans la capitale américaine, à savoir que les otages ont fini de servir la révo-

où Washington déclarait que l'affaire des otages n'était pas matière à négociation.

ROBERT SCOTT

**ROBERT SCOTT**

## Israël viole, selon Washington l'accord conclu avec les États-Unis

## AMÉRIQUES

**Canada**

# AMÉRIQUES

## Canada

## La Chambre des communes interrompt le débat sur la Constitution

### De notre correspondant

commission parlementaire comprenant des députés et des sénateurs des trois partis représentés au Parlement. Cette commission aura jusqu'au 2 décembre pour

amender le « projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la reine concernant la Constitution du Canada », qui

est encore aujourd'hui que les îles britanniques et que M. Trudeau peut « rapatrier », tout en l'amendant sur plusieurs points.

ment protesté contre l'interrup-  
tion des débats. Le nouveau parti  
démocratique (social-démocrate),  
qui a donné son appui au projet

de M. Trudeau, a critiqué le procédé et a voté contre la motion du parti libéral. Celle-ci a été adoptée, les libéraux détenant la majorité absolue à la Chambre.

Au cours des derniers jours, le premier ministre a renforcé sa position en faisant une conges-

TABLE 1. *Continued*

Marie dans ses élém  
récus... ces cons  
... communaut  
L'Etat de la République S  
... commença  
Afrique... urgence d  
... dans les  
championnat des 4,5 mill  
... et la major  
de l'Etat... de 28  
... C'est l'effe  
le... de prom  
... Pieter Bou  
... exprimant  
... manifestat  
... ne ce  
... chan  
... chan  
... ne... ch  
... octobre.

[illegible]

ces bas  
 de Ha-  
 rnières de  
 à perle  
 truchers  
 d'efforts  
 tandis s  
 autorises  
 rance. Les han-  
 mains qu'ar-  
 nialités  
 des habi-  
 rousins s  
 un "vau-  
 argentine  
 des auto-  
 avec John  
 meurs. Son  
 rance. L'a-  
 d'un pen-  
 une résiden-  
 y ont  
 se présen-  
 un tou-

contre vin  
 la blanc  
 est en  
 les  
 Robert Hume  
 onnaire  
 une ing  
 produits d  
 sociale s  
 e sous-ve  
 à ses ye  
 de crimin  
 plus souv  
 les bran  
 eux à ch  
 armées) d  
 mal del  
 des bar  
 lous

## La radicalisation des Noirs

corrigez votre  
**myopie**  
avec vos  
**larmes**

du soulage de liquide lacrymal  
 sur l'écoulement l'œil et sur lequel  
 nous reposent. C'est ce qui les  
 rend agréables et c'est pourquoi  
 elles sont si confortables.  
 Elles sont si confortables.  
 Elles sont si confortables.

**faites vite un essai !**  
**YSOPTIC**  
 Le spécialiste des lentilles de  
 contact  
 60, bd Maiesherbes  
 75008 PARIS  
 Tél. : 563.85.32

هكذا من الأصل



# Afrique du Sud : le vent du surplacé

## II. — Une pilule mal dorée

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE POMONTI

Même dans ses éléments ruraux et très conservateurs, la communauté africaine de la République Sud-Africaine commença à percevoir l'urgence d'un changement dans les rapports entre les 4,5 millions de Blancs et la majorité d'une population de 26 millions d'âmes. C'est l'effet de la politique du premier ministre, M. Pieter Botha, qui, tout en réprimant sévèrement les manifestations des « non-Blancs », ne cesse d'annoncer des « changements » inéluctables (« le Monde » du 24 octobre).

Soweto. — « Quels changements ? », s'exclame le Dr Motlana. Il n'y a pas de petit apartheid (apartheid mesquin), d'apartheid qui ne soit que l'apartheid tout court. Le cabinet actuel n'est que la nouvelle forme de gouvernement de la tribu des Afrikaners. Les changements envisagés par leur parti nationaliste ont pour seul objet de le rendre plus acceptable. Quand on ouvre aux Noirs les portes d'un cinéma en plein air, c'est pour leur offrir la même concurrence de la télévision. La suppression des barrières raciales dans les hôtels n'est là que pour plaire aux visiteurs américains.

À Soweto, la grande cité noire à proximité de Johannesburg — de huit cent mille à un million et cent d'habitants selon les estimations — on est loin de l'univers sub-tropical des bananeraies et orangeries de Hazyview. Les rues alignées de la township s'allongent à perte de vue sur des collines fuchées à plus de 1500 mètres d'altitude. L'accès en est interdit aux Blancs, sauf sur autorisation spéciale de la police. Les taxis y sont rares et certains quartiers y sont même qualifiés de « chics ». Mais 80 % des habitants n'y disposent toujours pas de l'électricité. C'est un monde de communistes qui s'agglutinent, avant l'aube, autour des autobus qui font la navette avec Johannesburg et de chômeurs clandestins qui attendent l'ouverture d'un emploi d'un permis de travail et d'une résidence légale.

Cinq cents meurtres y ont été commis pendant le premier semestre de 1980, soit un tonne les deux heures, contre vingt-cinq à Johannesburg la blanche. Le rythme des viols y est encore plus élevé : un tonne les sept heures. Le général Kobus Huisman, commandant divisionnaire de Soweto, y a vu, dans une interview récente, les produits d'une « désorganisation sociale », le surpeuplement et le sous-développement expliquant à ses yeux le haut niveau de criminalité. La violence y est la plus souvent spontanée. La nuit, les braves gens se terrent chez eux à cause des loôts (voleurs armés) qui errent dans des rues mal éclairées aux abords des bars louches.

### La radicalisation des Noirs

Petit homme aux yeux vifs et au débit rapide, âgé de cinquante-cinq ans, le Dr Motlana est sans doute, avec l'évêque Desmond Tutu, secrétaire général du conseil sud-africain des Eglises, le citoyen le plus populaire de Soweto. Il a été, avant son bannissement en 1960, chef des Jeunes de l'A.N.C. (Congrès national africain), le mouvement de M. Nelson Mandela, figure de proue du nationalisme noir, interné à vie à Robben Island, le pénitencier au large du cap de Bonne-Espérance, et en qui l'évêque voit, avec un bel optimisme,

« dans cinq ans », le premier président noir de l'Afrique du Sud.

« À l'époque », reprend le Dr Motlana, j'ai bénéficié du surris et, depuis, je n'ai jamais obtenu l'autorisation de sortir du pays. J'ai pris la révolte de 1976, il préside le Comité des dix de Soweto, organe populaire auquel le gouvernement dénie, officiellement, toute représentativité. Ici, chacun sait où se niche sa clinique construite en bordure d'une confortable villa dans un quartier aisé de Soweto.

Alors que les grèves se sont multipliées, ces derniers mois, dans les écoles noires de Fort-Ellizabeth et que des affrontements, parfois violents, ont opposé les « Coloured » du Cap à la police, la grande cité noire de Soweto est demeurée relativement calme. « De 1976 à 1978 », assure le Dr Motlana, les habitants de Soweto ont vécu une expérience traumatisante. Toutes les familles ont connu un mort, un disparu ou un fugitif. La police a dit qu'il n'y avait eu que six cents morts. Nous pensons qu'il y en a eu six mille. Les enfants n'ont pas été à l'école pendant deux ou trois ans. Ils tentent maintenant de rattraper leur retard. Les cours nocturnes sont très suivis.

Il n'en estime pas moins qu'un « nouveau 76 » pourrait un jour éclater. « La radicalisation des Noirs », dit-il, se poursuit. L'éducation semble latente. Il évoque des « frustrations croissantes » et une « colère montante ». Les récentes mesures de Pretoria, par exemple, les efforts dans le domaine scolaire ou l'octroi de baux de 99 ans aux locataires de Soweto — ne l'impressionnent guère : « Ils ont construit quelque chose dans leur esprit, un système d'insurrection équitable. Les Blancs sud-africains pensent qu'ils sont plus intelligents. Nous nous battons pour une citoyenneté commune. Ils nous répondent : « jamais ». Nous leur demandons, pour tester leur bonne foi, d'alléger la réglementation des usages (autorisations de circulation pour les Noirs). Vous êtes deux ans que Koornhoff, le ministre de la coopération, nous a fait des promesses. Rien n'a changé. Ce qu'ils nous proposent, ce sont des cartes d'identité pour les bantouistes. C'est une mascarade. Le résultat est que nous n'arrivons plus à obliger nos enfants à aller en classe. »

### Le désespoir des Métis

Dans la cité minière de Kimberley, 112 écoles noires, dont une majorité de filles, ont été fermées en septembre à la suite d'une manifestation de 1500 d'entre eux dans la ville blanche. Selon la police, ils sont devenus émeutes (trous furieux) et ont notamment saccagé deux résidences blanches. La version des écoliers est différente : affolés par les gaz lacrymogènes, ils se sont réfugiés dans les maisons des Blancs et en ont brisé les vitres pour fuir les policiers qui les y avaient pourchassés. Le quartier noir a aussitôt été déclaré « zone d'urgence », donc interdit aux journalistes, sauf permis spécial. Au Cap, la grève des cours amorcée par les étudiants métis en avril a entraîné, au fil des semaines, une série de protestations et débouché, en juin, sur des affrontements avec la police qui ont fait au moins une trentaine de morts et plusieurs centaines de blessés. Une manifestation d'étudiants contre leurs mauvaises conditions de travail a donc abouti à des actes de vandalisme et à une remise en cause violente de l'ensemble du système. « Une communauté déprimée réagit toujours violemment à la violence institutionnalisée », avait dit à l'époque M. Fickens, président du Comité d'action des enseignants du Cap.

### La vulnérabilité des bantouistes

Le quatrième bantoustan dont l'indépendance est prévue dans un proche avenir — après celle du Transkei, du Botswana, de la Namibie et du Venda — est le Ciskei, petit territoire de la province du Cap situé sur l'océan indien. Dans les années 60, 2000 Noirs y ont été traduits devant des tribunaux sous l'inculpation d'association avec l'A.N.C. Steve Biko, chef de file de la Conscience noire, mort en prison, y est né et y a été enterré. Une commission chargée d'enquêter sur l'organisation de l'indépendance du Ciskei par le chef Lennox Sebe, chef ministre de cette communauté rurale sous-développée, a rapporté en septembre que 90 % de la population y était favorable à la « loi de la majorité », à la règle « un homme, un vote », dans le cadre d'une Afrique du Sud unifiée.

Selon le Rand Daily Mail, la

commission a suggéré que l'indépendance ne soit acceptée qu'à la suite d'un référendum « soigneusement supervisé », étant entendu que les habitants pourraient conserver la citoyenneté sud-africaine et que Pretoria s'engagerait alors à ne plus déporter vers le Ciskei ceux qui auraient choisi de demeurer Sud-Africains. La commission demande aussi que le territoire soit élargi et bénéficie d'un « appui financier plus équitable » de l'Afrique du Sud. Toutefois, le chef Sebe, après avoir qualifié ces conditions de « non-négociables », a néanmoins cédé aux pressions de Pretoria et accepté, début octobre, le principe de l'indépendance sans obtenir la moindre concession.

La vulnérabilité des bantoustans est également illustrée par le Lebowa, dans le nord du Transvaal, dont les 150000 habitants dépendent de 70 % à 80 % de leurs revenus en territoire blanc, si l'on en croit M. Mochiba, « ministre » local des finances. Mochiba de regretter le « gouvernement » ne peut pas investir dans l'éducation, la formation professionnelle et la santé. Au cours d'une conférence sur le développement tenue à Pieterburg en septembre, M. Mochiba a estimé que le Lebowa avait été, jusqu'ici, tenu à l'écart du développement du nord du Transvaal en raison de l'« approche insulaire » que Pretoria ne remet en cause que depuis quelques mois. Avec 17,5 % de chômeurs et une agriculture de subsistance, on comprend que les « autorités » du Lebowa soient favorables à l'intégration économique régionale dont un parle de plus en plus à Pretoria avant la négociation de leur indépendance.

Le chef coutumier qui donne,

pendant le plus de 70 à 80 % de son revenu à Pretoria, M. Pieter Botha, chef ministre du KwaZulu, Les Zoulus sont 5 à 6 millions, et leur région est actuellement frappée, par une grave disette. Peu populaire dans les townships, où il est souvent qualifié de « fantôme », M. Buthezi conserve, de l'avis général, une audience en pays soulevés. Son mouvement, Inkatha (libération), revendique 300 000 membres. Il refuse l'indépendance du KwaZulu, dénonce les plus récentes réformes constitutionnelles de Pretoria (la création d'un conseil présidentiel de soixante membres dans lequel seraient des Métis et des Indiens) et maintient des contacts avec l'A.N.C., dont il a rencontré le président, M. Tambo, à Londres, fin 1979.

En se démarquant de Pretoria et en organisant, non sans succès, son mouvement, M. Buthezi a visiblement pour ambition de devenir le chef des Noirs. Il s'est prononcé contre les grèves scolaires dans les écoles noires et, récemment, M. Tambo le soupçonne d'être un « vendu ». Toutefois, le chef Buthezi ne manque jamais une occasion de prendre ses distances à l'égard de M. Pieter Botha et a refusé de participer, l'été dernier, à l'entrevue que le premier ministre a eue avec les chefs ministres des bantoustans. La critique la plus en vue du régime demeure encore l'évêque Desmond Tutu, qui a manifesté dans les rues de Johannesburg et que M. Botha a fini par recevoir pendant trois heures en juin. Le changement ? « C'est déjà un changement en soi qu'on en parle et c'est une concession, car c'est admettre que le système est mauvais », répond-il dans son petit bureau de Braamfontein, près du centre de Johannesburg. « Mais les habitants du Farand ne veulent le changement que

dans la mesure où cela ne les affecte pas », ajoute-t-il. « Nous ne pouvons pas aller ramasser des pierres sous la table du maître. Nous voulons participer à l'élaboration du menu. L'événement, c'est que M. Botha, entend opposer l'assaut total, dont l'Afrique du Sud serait l'objet. « Il y a, dit-il, des dirigeants sud-africains, encourageant la formation d'une classe moyenne noire pour l'utiliser comme un tampon. Botha tente également de « déradicaliser » pour apaiser les critiques. Quant aux milieux d'affaires, ils cherchent de nouveaux alliés pour consolider leurs intérêts. »

Mais, aux yeux de l'homme d'église noir, cette évolution est loin de satisfaire les revendications de la population : « Nous ne sommes pas à l'apartheid. Je réclame la réunion d'une convention nationale comprenant également les hommes politiques, les citoyens en prison et en exil. Nous avons dit à Botha que quatre mesures pourraient provoquer l'engagement de son gouvernement : la citoyenneté commune, l'abolition progressive des lois sur les pass, l'abolition des déplacements forcés de population et une instruction égalitaire. Il s'est contenté de répondre qu'il était hostile à la loi de la majorité. »

Un sourire malicieux aux lèvres, le Dr Motlana assure : « Dans dix ans, qualifiés ou pas, tous les ouvriers seront Noirs et, à ce moment-là, nous tiendrons ces gens à notre merci. » Puis, une inquiétude dans le regard : « Mais que se passera-t-il entre-temps ? A vrai dire, je n'en sais rien. »

Prochain article :

Changer sans innover ?

INTERNATIONAL

FULL FLAVOR SPECIAL BLEND

# NEWS

20 FILTER CIGARETTES

INTERNATIONAL NEWS

**corrigez votre myopie ... avec vos larmes**

Mais où ! Les lentilles de contact Ysoptic sont légères, perméables : elles se remplissent (à 70 %) de la fine couche de liquide lacrymal qui recouvre l'œil et sur lequel elles reposent. C'est ce qui les rend souples et c'est pourquoi elles sont si confortables. L'œil vit comme s'il était nu.

**Faites vite un essai !**

**YSOPTIC**

Le spécialiste des lentilles de contact

80, bd Malesherbes 75008 PARIS Tél. : 563.85.32

**PETIT SECRET POUR FAIRE DE GROSSES ÉCONOMIES EN ACHETANT VOTRE MOQUETTE**

Il suffit de vous adresser à un seul professionnel. Il pratique la circuit court. Un exemple : la grande braderie qui se déroule chez Artisans jusqu'à fin octobre. Vous y trouverez vingt moquettes de grandes marques dégriffées à moins de 50 F le m², soit 20 % moins cher que les prix habituels déjà soldés ! Pourquoi ces prix surprenants ? Tout simplement parce qu'il s'agit d'une opération de déstockage des usines qui doit se poursuivre jusqu'à épuisement des stocks.

Dernière heure : 5 % de remise supplémentaire sur présentation de ce communiqué.

**ARTISANS RÉCUPÉRATEURS**

Impasse St-Sébastien, 75011 Paris (donne 32, rue St-Sébastien, puis rue Alphonse-Baudin) Tél. : 33-56-50.



## ASIE

### Hongkong

#### Les autorités vont se montrer plus sévères à l'égard des « immigrants illégaux »

Le gouverneur de Hongkong, Sir Murray Maclehoose, vient d'annoncer des changements « radicaux » dans la politique de la colonie à l'égard des « immigrants illégaux ». A partir du 30 octobre, la police sera en effet habilitée à procéder à des arrestations d'« illégaux » en zone urbaine. D'autre part, des amendes sont prévues pour les sociétés qui emploieraient des « immigrants » venus de Chine et se trouvant en situation irrégulière au regard de la loi.

Une décision visant à refouler les « immigrants illégaux » venus de Chine avait été prise en décembre 1974. On assista dès lors à un spectacle insolite, mais qui devait bien vite devenir familier : la police de Sa Majesté prit l'habitude de remettre aux autorités chinoises les candidats malheureux au passage — en majorité des jeunes — lesquels étaient promis alors à une répression, dont la sévérité a beaucoup varié en fonction des directives régionales.

#### Rien, sans l'accord des Chinois

Toutefois, il existait jusqu'à ce jour un accord tacite entre les autorités de la colonie et les « illégaux » : ceux qui réussissaient à rejoindre la zone urbanisée sans se faire prendre dans les Nouveaux Territoires (la zone frontalière) n'étaient plus poursuivis.

D'autres considérations l'ont désormais emporté. Pour les neuf premiers mois de cette année, 89 000 « illégaux » ont été arrêtés, tandis que 82 000 autres, estime-t-on, ont réussi à passer à travers les mailles du filet policier, malgré le renforcement de la surveillance frontalière, tant

du côté chinois que du côté britannique. En 1979, la population de Hongkong s'est accrue, toujours selon des estimations, de 100 000 « illégaux », sans compter les « immigrants légaux », ceux à qui la Chine a donné un laissez-passer pour la colonie et dont le nombre s'élève à 70 000 personnes. A cela il faut ajouter 28 000 réfugiés vietnamiens qui attendent toujours d'être pris en charge par la communauté internationale. A l'heure actuelle, Hongkong compte probablement 530 000 habitants, et la densité de la population est, en zone urbaine, la plus forte du monde : 11 000 habitants au kilomètre carré.

Rien, à Hongkong, ne se fait sans l'approbation des Chinois. Si ceux-ci ont donné leur accord à la nouvelle législation sur les « illégaux », c'est aussi parce que les « zones économiques spéciales » de Shenzhen, dans la province de Guangdong, souffrent d'une véritable hémorragie de main-d'œuvre : la commune limitrophe de Goning a ainsi perdu, en un an, 2 000 habitants, soit le tiers de sa population active.

● La Chine célébrera l'an prochain le soixante-dixième anniversaire de la révolution du 10 octobre 1911 qui vit Sun Yat-sen renverser le dernier monarque de la dynastie des Qing, a annoncé mercredi 8 octobre le *Quotidien du peuple*. Taiwan célèbre sa fête nationale le 10 octobre et les dirigeants communistes espèrent que ces célébrations communes « renforceront la grande unité de la nation chinoise et encourageront la retour de Taiwan à la mère patrie ».

**ODOUL**  
**Garde-meubles**  
208 10-30  
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX<sup>e</sup>

## DIPLOMATIE

### LA VISITE DE M. BARRE EN TUNISIE

#### Tunis souhaite que la coopération avec la France « passe à une vitesse supérieure »

M. Raymond Barre est arrivé, ce vendredi matin 24 octobre, à Tunis, pour une visite de deux jours en Tunisie, en compagnie de M. René Monory, ministre de l'économie, et Michel Cointat, ministre du commerce extérieur. C'est la première fois qu'un premier ministre français se rend en voyage officiel en Tunisie depuis son accession à l'indépendance.

Qualité de « voyage de travail et d'amitié », le bref séjour de M. Barre en Tunisie confirme la volonté des deux pays de donner une nouvelle impulsion à leurs relations politiques et économiques. Ce déplacement consacre la multiplication des contacts ministériels intervenus entre les deux gouvernements au cours des mois écoulés et surtout depuis l'été dernier.

Rompant avec la rigidité de son prédécesseur, à la demande de M. Bourguiba, M. Mzali s'efforce de décloquer la vie politique tunisienne afin de susciter un consensus national sur la nécessité d'intensifier les efforts de développement économique et social. Le sixième plan quinquennal, en cours de préparation pour la période 1981-1986, prévoit d'accroître la priorité au développement industriel. Dans cette perspective, le gouvernement tunisien attache une grande importance à la coopération avec la France.

La venue du premier ministre français constitue donc un encouragement à ces orientations économiques ainsi qu'à la politique intérieure d'« ouverture » préconisée par M. Mzali.

Les Tunisiens souhaitent que l'apport de la France au développement de leur pays prenne de plus en plus la forme d'une aide à la production avec la participation d'investisseurs français, principalement dans les secteurs de la construction mécanique, de la pétrochimie et de l'informatic. C'est ainsi qu'à l'occasion des visites faites à Tunis par M. Jean-François Deniau, alors ministre du commerce extérieur, en juin dernier, puis par M. Jean-François Poncelet, ministre des affaires étrangères, en septembre, le gouvernement de M. Mzali a proposé la création d'une banque franco-tunisienne d'investissement à laquelle seraient associés

des capitaux arabes, en vue de réaliser de grands projets industriels. Pour Tunis, cette initiative illustrerait concrètement l'établissement du dialogue euro-arabe au continent africain, par l'instauration du « triangle », que propose M. Giscard d'Estaing et auquel adhère M. Bourguiba.

En l'état actuel des études, cette banque, disposant au départ de 250 millions de dollars, pourrait procéder à des interventions de l'ordre de 100 millions de dollars, échelonnées sur les cinq années du plan quinquennal. Cela représenterait le douzième de l'ensemble des investissements productifs prévus pendant cette période. Une délégation comprenant notamment des représentants de la B.N.P. de la Société générale et de la Banque de Paris et des Pays-Bas a séjourné récemment à Tunis pour discuter de ce dossier avec le ministre du plan et des finances, M. Mas-sour Moalla. Jusqu'à présent, toutefois, le gouvernement français s'est borné, par la voix de M. François-Poncet, à exprimer un préjugé favorable au projet.

En contrepartie, l'apport de capitaux français, par l'intermédiaire d'une telle banque francotunisienne, pourrait faciliter la solution du problème des comptes français bloqués (220 millions de francs) depuis l'indépendance du pays, qui constitue le seul contentieux entre Paris et Tunis.

« Nous avons bon espoir de régler en partie ce problème », indique-t-on dans l'entourage de M. Barre. Le gouvernement tunisien serait disposé, dans un premier temps, à autoriser, suivant un calendrier à fixer, le transfert des petits comptes qui représentent 70 % à 80 % des fonds retenus.

Contre les échanges commerciaux (la France est le premier fournisseur de la Tunisie et elle partage avec l'Italie la place de

M. Barre devait avoir, en fin de matinée, un entretien en tête à tête avec le chef du gouvernement tunisien, M. Mohamed Mzali, suivi, dans l'après-midi, d'entretiens élargis sur la situation internationale, les échanges bilatéraux et la coopération franco-tunisienne. Tunis souhaite notamment que celle-ci « passe à une vitesse supérieure ».

premier client), la situation des deux cent mille Tunisiens travaillant en France et les relations culturelles, les entretiens porteront également sur la coopération militaire.

Les relations de Tunis avec Tripoli sont loin d'être normalisées et de jeunes Tunisiens continuent de s'entraîner dans des camps libyens, ce qui n'est pas sans inquiéter le gouvernement. Après l'attaque de Gafsa, la Tunisie a décidé de moderniser et de renforcer son armement défensif. Elle a acheté des équipements militaires à différents pays et notamment à la France, qui vient de lui fournir, à des conditions avantageuses, le matériel nécessaire à une couverture radar. D'autres projets, plus importants, sont « en cours de discussion », dit-on à Paris.

Sur la plupart des questions de politique étrangère, les deux pays ont des positions convergentes. Les Tunisiens insistent particulièrement sur leur désir de voir les pays riverains de la Méditerranée associés à la conférence sur la sécurité et la coopération, qui doit en principe avoir lieu le mois prochain à Madrid. Ils demandent aussi aux représentants de la France de défendre leurs intérêts dans les instances communautaires avant l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal.

Pour le chef du gouvernement français, ce voyage est, enfin, un pèlerinage personnel. C'est en effet à Tunis, en 1961, que M. Barre occupa son premier poste universitaire après son agrégation. Premier professeur français d'économie exerçant en Tunisie, il enseigna jusqu'en octobre 1964 à l'Institut des hautes études et à l'Ecole nationale d'administration de Tunis. Le programme de la visite du premier ministre comporte d'ailleurs, samedi, un après-midi « privé ».

### La fin du voyage de M. Pires à Paris

#### L'AIDE FRANÇAISE AU CAP-VERT VA AUGMENTER

M. Pedro Pires, premier ministre du Cap-Vert, a quitté Paris, jeudi 23 octobre, pour Praia, via Lisbonne, à l'issue d'une visite officielle de quarante-huit heures en France suivie d'une réunion de la commission mixte franco-cap-verdienne. Au cours de son séjour, M. Pires a déjeuné à l'hôtel Marnigon et a eu des entretiens avec M. Galley, ministre de la coopération, et M. Stinn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

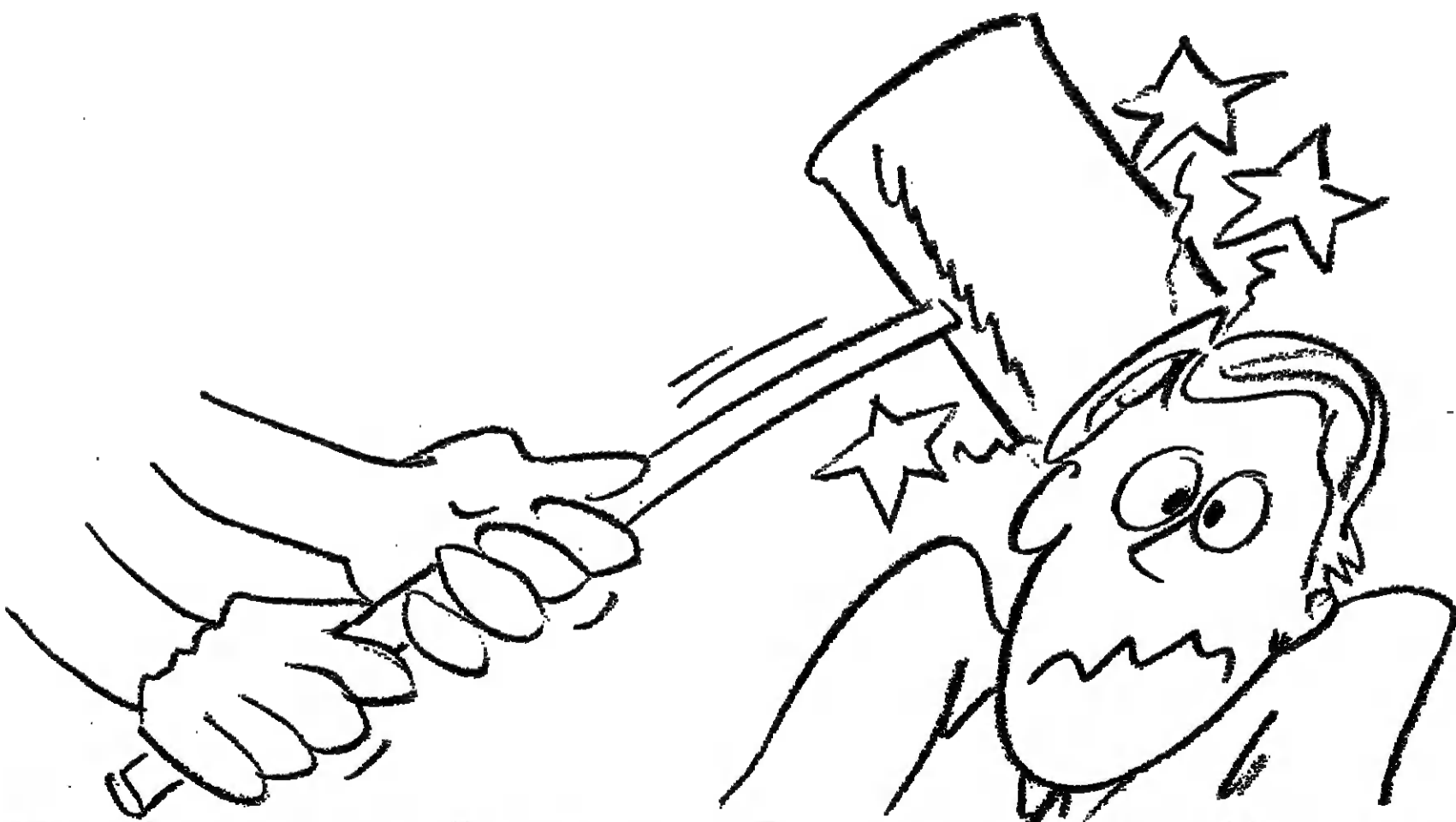
« Nous avons la garantie que l'aide française va augmenter », a-t-il déclaré, jeudi, au cours d'une conférence de presse. Depuis l'indépendance de l'archipel, en 1975, la France a fourni une assistance évaluée environ à 40 millions de francs, pour l'essentiel dans les secteurs hydraulique et agricole. On se félicite, de part et d'autre, du climat dans lequel se renforcent les liens entre Paris et Praia. M. Galley a cité le Cap-Vert comme un « cas-test » de la coopération, expression à laquelle M. Pires a préféré celle de « pays pilote ». La Suède et les Pays-Bas demeurent toutefois les deux premiers pays donateurs à l'égard d'un archipel dénué de ressources et victime depuis treize ans de la sécheresse (le *Monde* du 21 octobre).

M. Pires a précisé, avant son départ, que les faiblesses du Cap-Vert le contraignent à s'en tenir à une politique de « strict non-alignement » et à s'opposer notamment à l'installation de toute base étrangère sur son territoire. Sur le plan intérieur, a-t-il souligné, il s'agit de « résoudre les problèmes immédiats » avant d'envisager la « construction du socialisme ».

SI VOS SOIRÉES vous paraissent monotones, nous vous organisons des rencontres dans des restaurants.

**SOLEIL A PARIS**  
38, rue de Bassano, 75008 Paris

720-51-21



## Et si vous achetiez plutôt une Golf à 29.950F?

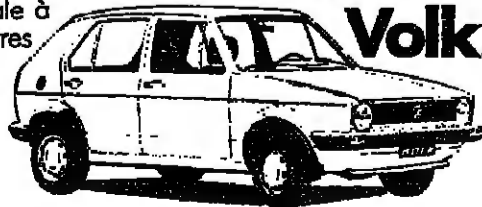
Trouver la voiture qui convient à vos besoins, c'est assez facile. Ce qui l'est moins, c'est de la payer. Généralement, quand vous demandez le prix de la petite merveille, vous recevez un grand, un très grand choc. Et vous vous apercevez que vous n'avez qu'une alternative : ou bien renoncer à cet achat dispendieux, ou bien persévérer et porter à votre budget un coup fatal qui le laissera exsangue pour très longtemps.

A moins que vous ne pensiez à la Volkswagen

Golf Spéciale. Elle, elle ne coûte que 29.950 F\* Et pour 29.950 F, elle vous offre des économies en tous genres : économie d'entretien (une vidange tous les 7.500 km), économie à la pompe, économie de réparations (elle est si robuste !) et même économie à la revente car les Golf d'occasion sont très bien cotées. Que pourriez-vous demander de plus ? La possibilité de choisir ? Vous l'avez, car en plus de la Golf Spéciale à 29.950 F il existe bien d'autres

versions de la Golf, en 2 portes, en 4 portes, dont les prix varient, bien sûr, mais qui vous en donnent toutes largement pour votre argent.

Oui, la Golf est un excellent achat, par les temps qui courent. C'est le mariage d'amour et de raison, le bon rapport qualité-prix. Alors, pourquoi vous casser la tête ? Payer une voiture trop cher, c'est vraiment assommant.



**Volkswagen**

\* Modèle 1981. \*\* Consommations conventionnelles : 7,0 l à 90 km/h, 9,2 l à 120 km/h, 9,3 l en ville (ordinaire). Volkswagen France S.A. 02600 Villers Cotterêts - Tel. 96.03.03 - Crédit VW par S.V.E.

مكازم التجميل

## Le Monde

### AU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni, vendredi 24 octobre, à 10 heures, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing.

Le conseil des ministres a examiné le rapport de M. Piretti, ministre de la République italienne, sur la situation de la République italienne, et a adopté, à l'unanimité, une résolution sur la situation de la République italienne.

Le conseil des ministres a également examiné le rapport de M. Pires, premier ministre du Cap-Vert, sur la situation du Cap-Vert, et a adopté, à l'unanimité, une résolution sur la situation du Cap-Vert.

Le conseil des ministres a enfin examiné le rapport de M. Barre, premier ministre français, sur la situation de la France, et a adopté, à l'unanimité, une résolution sur la situation de la France.

Le conseil des ministres a également examiné le rapport de M. Pires, premier ministre du Cap-Vert, sur la situation du Cap-Vert, et a adopté, à l'unanimité, une résolution sur la situation du Cap-Vert.

Le conseil des ministres a enfin examiné le rapport de M. Barre, premier ministre français, sur la situation de la France, et a adopté, à l'unanimité, une résolution sur la situation de la France.

Le conseil des ministres a également examiné le rapport de M. Pires, premier ministre du Cap-Vert, sur la situation du Cap-Vert, et a adopté, à l'unanimité, une résolution sur la situation du Cap-Vert.

Le conseil des ministres a enfin examiné le rapport de M. Barre, premier ministre français, sur la situation de la France, et a adopté, à l'unanimité, une résolution sur la situation de la France.

Le conseil des ministres a également examiné le rapport de M. Pires, premier ministre du Cap-Vert, sur la situation du Cap-Vert, et a adopté, à l'unanimité, une résolution sur la situation du Cap-Vert.

Le conseil des ministres a enfin examiné le rapport de M. Barre, premier ministre français, sur la situation de la France, et a adopté, à l'unanimité, une résolution sur la situation de la France.

Le conseil des ministres a également examiné le rapport de M. Pires, premier ministre du Cap-Vert, sur la situation du Cap-Vert, et a adopté, à l'unanimité, une résolution sur la situation du Cap-Vert.

Le conseil des ministres a enfin examiné le rapport de M. Barre, premier ministre français, sur la situation de la France, et a adopté, à l'unanimité, une résolution sur la situation de la France.

Le conseil des ministres a également examiné le rapport de M. Pires, premier ministre du Cap-Vert, sur la situation du Cap-Vert, et a adopté, à l'unanimité, une résolution sur la situation du Cap-Vert.

Le conseil des ministres a enfin examiné le rapport de M. Barre, premier ministre français, sur la situation de la France, et a adopté, à l'unanimité, une résolution sur la situation de la France.

Le conseil des ministres a également examiné le rapport de M. Pires, premier ministre du Cap-Vert, sur la situation du Cap-Vert, et a adopté, à l'unanimité, une résolution sur la situation du Cap-Vert.



AU CONSEIL DES MINISTRES

M. Giscard d'Estaing note « une large convergence de vues » entre la France et la Chine

Le président de la République a réuni le conseil des ministres jeudi 23 octobre 1980, au palais de l'Élysée. Le communiqué officiel qui a été rendu public dans l'après-midi.

Le président de la République a tiré les conclusions de sa visite officielle en Chine.

— Durant la priorité à son développement, la Chine s'engage sur la voie qui en fera une grande puissance moderne. En raison de la dimension de son territoire et de l'importance de sa population, elle se consacre à élaborer un système économique original de développement.

— L'évolution de la Chine aura une influence considérable sur le monde à venir. La France estime qu'une Chine active, participant pleinement aux responsabilités internationales, constitue un facteur de paix et d'équilibre dans le monde.

Il existe, pour l'essentiel, entre la France et la Chine, une large convergence de vues sur les principes fondamentaux qui doivent présider au règlement des problèmes actuels, et notamment à l'ensemble des situations de crise qui ont été passées en revue, ainsi que chaque pays entend conserver sa liberté normale d'appréciation. L'une et l'autre souhaitent que s'affirme l'existence d'un monde multipolaire, où la Chine et l'Europe sont appelées à exercer un rôle croissant.

— Enfin, le président a marqué l'attachement de la France au développement, au développement des relations bilatérales franco-chinoises ; sur le plan politique, avec la décision d'instaurer un système de consultations périodiques ; sur le plan économique, comme un élément de la décision de la Chine de confier à la France la construction de ses deux premières centrales nucléaires ; sur le plan culturel, scientifique et intellectuel, où une coopération serait renforcée par la création d'un institut universitaire de technologie française à Shanghai, ainsi que par l'augmentation du nombre des étudiants chinois de haut niveau en France.

LES DÉPENSES HOSPITALIÈRES

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale et le secrétaire d'État chargé de la sécurité sociale ont fait le point de l'évolution des dépenses hospitalières à la suite des mesures arrêtées par le conseil des ministres du 25 juillet 1979, pour le renforcement financier de l'assurance-maladie.

Sur l'ensemble des dépenses de soins de santé de l'assurance-maladie du régime général, les dépenses d'hospitalisation représentent 55,6 %, et celles du seul secteur public 39,7 %.

Les efforts engagés ont permis d'améliorer la gestion des établissements hospitaliers publics. La progression des budgets et des effectifs employés a été, en 1980, modérée par rapport aux années précédentes. En 1980, comme en 1979, les établissements doivent respecter les enveloppes de dépenses fixées lors de l'approbation de leurs budgets préliminaires. Désormais seront prises en compte, lors du choix des investissements nouveaux, leurs conséquences sur les budgets futurs. La modernisation des équipements hospitaliers et les progrès des techniques médicales permettent de réduire le nombre de lits.

Cette modération des dépenses a été obtenue sans qu'il soit porté atteinte ni à la qualité des soins de haut niveau dispensés par les hôpitaux publics, ni à l'égalité d'accès des Français au système hospitalier. Il faut, en effet, rappeler que des améliorations substantielles ont été réalisées, au cours de ces dernières années, dans l'accroissement et la modernisation des équipements et l'urbanisation des hôpitaux : en dix ans, le nombre des emplois a été doublé ; soixante-dix mille lits ont été créés (par rapport à un total actuel d'environ cinq cent mille). Le maintien des dépenses hospitalières dans des limites acceptables ne doit pas faire obstacle à l'amélioration du système de soins.

L'augmentation des dépenses d'hospitalisation publiques à la charge de l'assurance-maladie du régime général, qui représentait un rythme annuel de 25,6 % au 31 juillet 1979, a fléchi jusqu'en milieu de l'année 1980, pour atteindre celui de 22,4 % en septembre 1980.

Les premiers résultats obtenus doivent être encore améliorés pour contribuer, de manière significative, à la restauration de l'équilibre financier de l'assurance-maladie.

Les conditions de gestion de l'hôpital et son adaptation aux besoins de la population devront être améliorées. En particulier, il conviendrait d'éviter un développement démesuré du système hospitalier sans utilité réelle pour les malades. Dans cette perspective, les actions entreprises depuis le 25 juillet 1979 pour réduire la croissance des budgets hospitaliers, vérifier l'opportunité des nouveaux investissements, adapter les capacités hospitalières aux besoins et évaluer les résultats, seront développées.

Le gouvernement entend conduire cet effort de portée nationale avec le concours actif de tous ceux qui participent au fonctionnement du système hospitalier.

LES COMMANDES PUBLIQUES

Le ministre de l'économie a dressé un premier bilan de l'application des orientations arrêtées lors du

conseil des ministres du 25 novembre 1979 sur les commandes publiques.

Conformément aux décisions prises, des résultats substantiels ont été obtenus et déjà, les commandes à l'ordre des marchés publics ont progressé, en particulier, à la fin de l'exercice pour 1980 et 1981 dans certains ministères ; la formation des acheteurs a été intensifiée ; les conditions de règlement des marchés sont devenues plus favorables ; l'urgence de la concurrence dans la passation des marchés a été améliorée.

Quatre orientations ont été retenues pour l'avenir, qui prolongent et renforcent la politique déjà engagée :

— Former et informer les acheteurs publics ;

— Accroître les garanties des petites et moyennes entreprises actuellement sous-traitantes dans l'exécution des marchés publics ;

— Aider les entreprises françaises à conquérir des marchés publics étrangers, notamment en leur fournissant l'assistance technique appropriée ;

— Faciliter le règlement amiable des litiges survenant entre l'administration et les fournisseurs ; un comité consultatif interministériel de règlement amiable des litiges sera mis en place avant la fin de la présente année.

LA LUTTE CONTRE LES INCENDIES

Le ministre de l'intérieur a dressé le bilan de la lutte contre les feux de forêt au cours de l'année 1980.

Les décisions prises par le gouvernement, au début de l'année, après une étroite concertation avec les élus locaux, portaient sur :

— Un programme de prévention des incendies qui permettra d'éviter la propagation du feu, notamment grâce à un effort d'aménagement de la forêt et à la création d'exploitations agricoles dans les zones exposées pendant toute la durée du VIII<sup>e</sup> Plan. Il se déroule conformément aux décisions prises ;

— Une meilleure organisation du commandement et des unités spécialisées, un renforcement des moyens en véhicules d'intervention et en personnels d'eau, une mise en place de ces moyens, non plus après l'extension des feux, mais dès la naissance d'un risque majeur d'incendie.

Les résultats qui ont été obtenus sont encourageants. Si 13 880 hectares ont été atteints par le feu en 1980, ce chiffre est inférieur de moitié à la moyenne des dix dernières années ; il est le plus bas enregistré depuis vingt ans. Les conditions météorologiques plus favorables que l'an dernier ne peuvent, à elles seules, expliquer ces

résultats. C'est pourquoi le ministre de l'intérieur a souligné l'exceptionnel dévouement de ceux qui ont combattu les incendies.

Le dispositif mis en œuvre en 1980 sera maintenu et complété en 1981. Il sera complété par un nouvel effort de recherche des causes d'incendies volontaires, responsables de trois cents feux en 1979 et de deux cents en 1980. Soixante-cinq incendiaires ont été arrêtés cette année.

Le garde des sceaux a observé que l'adaptation de la législation en vigueur en matière d'incendies de forêt a pu conduire à des inégalités dans les poursuites.

C'est pourquoi, le projet « sécurité et liberté » comporte des dispositions qui devraient permettre aux tribunaux correctionnels de sanctionner les incendiaires volontaires de façon plus conforme à la gravité des faits.

LES JEUNES AGRICULTEURS

Le gouvernement a approuvé un ensemble de mesures afin d'améliorer les conditions d'installation des jeunes agriculteurs et de maintenir dans notre pays une agriculture familiale dynamique :

- 1) La dotation aux jeunes agriculteurs est majorée de 50 % en zone de montagne, 40 % en zone défavorisée, 30 % en zone de plaine. Cette dotation sera versée en deux fois au lieu de trois ;

- 2) Les conditions de formation des jeunes seront améliorées ;

- 3) Les prêts bonifiés aux jeunes agriculteurs seront maintenus au taux de 4 % ;

- 4) La France demandera à Bruxelles une modification des plans de développement pour permettre une modernisation plus étendue dans le temps et plus facilement accessible aux jeunes agriculteurs.

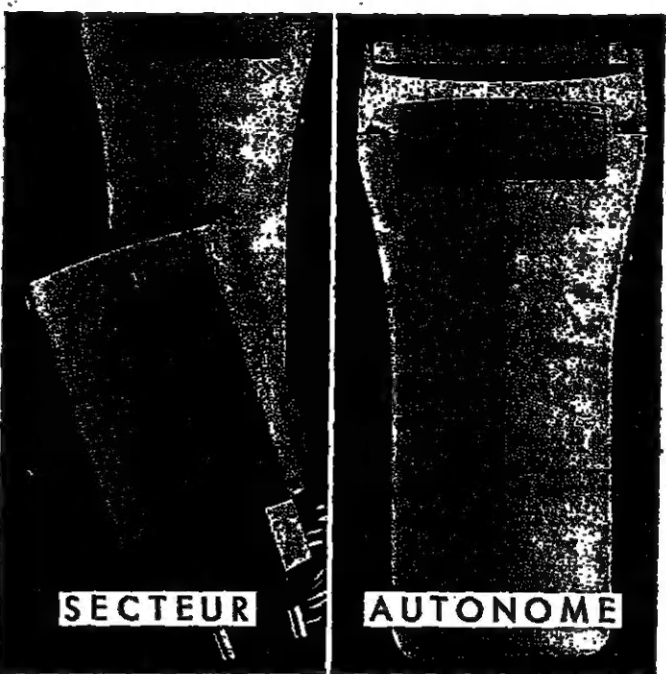
Ces mesures complètent les dispo-

sitions de la loi d'orientation qui permettent d'encadrer la surface des terres disponibles pour l'installation des jeunes agriculteurs grâce à l'amélioration des indemnités viagères de départ et la revalorisation des retraites agricoles, et qui favorisent le développement des formes de location des terres aux jeunes qui s'installent.

LES COMMUNAUTÉS

Le ministre de l'économie a rendu compte des travaux du conseil des Communautés qui s'est tenu à Luxembourg le 20 octobre. Cette réunion a permis de constater qu'il existait un très large accord pour passer à la Communauté de jouer un rôle plus actif dans le recyclage des capitaux grâce à une augmentation sensible du volume des emprunts communautaires et à une simplification de leurs modalités d'utilisation.

RASOIR HITACHI : CHOISISSEZ VOTRE SOURCE D'ÉNERGIE.



Vous êtes chez vous ?

Branches-le sur le secteur.

Vous êtes à la campagne, en voyage, en vacances ?

Servez-vous de son accumulateur intégré.

Le rasoir Hitachi RM-2572 : deux sources d'énergie, une micro-tendresse rétractable, une nouvelle grille ultra-fine, pour raser encore plus près et un prix surprenant.

Comparez-le à ses concurrents : c'est votre prochain rasoir.

HITACHI

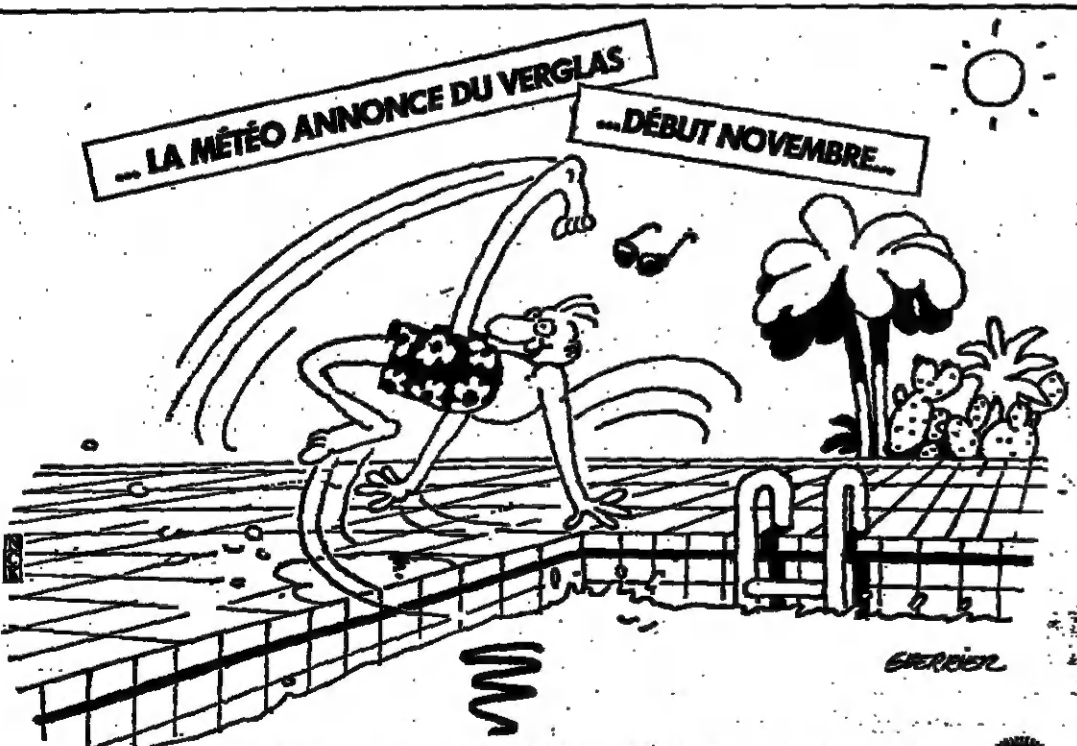
UNE TECHNOLOGIE POUR VIVRE MEILLEUR.

Une documentation sur demande, Hitachi France S.A. 93, rue de la Chapelle - 75018 Paris - Tél. 30.25.00

QUI A PEUR DE MICHEL ROCARD ?

LE NOUVEL observateur SAMEDI

L'HISTOIRE ROUGE. LE NOUVEL OBSERVATEUR AUSSI



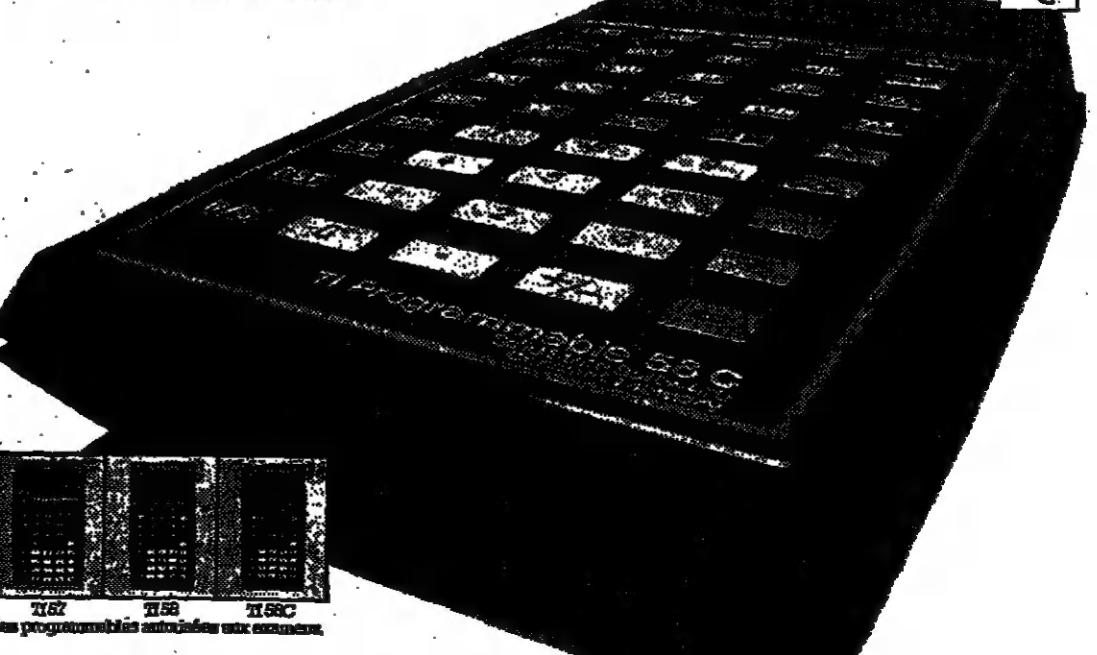
Nazareth, Saint-Jean-d'Acres, 40 siècles d'histoire, la mer Morte et en prime, le soleil... et des prix. Vols quotidiens réguliers EL AL et Air France (transport Paris/Tel Aviv/Paris : 1.700 F\*). Départs également de Marseille, Nice, Lyon, Toulouse, Mulhouse. Appelez votre agence de voyages ou FONIT, 14, rue de la Paix, Paris. Tél. : 261.01.97. \* à partir du 1er novembre 1980

L'ÉTÉ PASSE L'HIVER EN ISRAËL

Les super-puissances.

La programmation à la portée des étudiants, c'est le pari tenu par les calculatrices programmables Texas Instruments. Leur puissance de calcul, leur simplicité d'utilisation, leurs fonctions, leur prix... toutes ces qualités en font des armes indispensables pour réussir.

Un exemple, la TI 58 : 480 pas de programmes, 10 registres de test, 10 drapeaux, 6 niveaux de sous-programmes, fonctions mathématiques et statistiques, 14 modules préprogrammés interchangeables de 5.000 pas : math, stat, élec., et bien sûr l'A.O.S. : notation algébrique directe (brevet Texas Instruments). TI 57 - TI 58 - TI 59C : la gamme des programmables de Texas Instruments commence à moins de 300 F.



TEXAS INSTRUMENTS  
l'électronique facile à vivre



samedi  
13h

Jean-Jacques  
**SERVAN-  
SCHREIBER**  
rédacteur  
en chef du

**JOURNAL  
INATTENDU** **RTL**

avec **Elie VANNIER**

## POLITIQUE

### LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION

## La candidature de Mme Marie-France Garaud UNE CROISADE CONTRE L'« HÉGÉMONISME SOVIÉTIQUE »

La candidature de Mme Marie-France Garaud à la présidence de la République, annoncée au cours de l'émission « l'événement » de T.P.I., jeudi 23 octobre, a surpris et intrigué le monde politique. L'ancienne conseillère politique de Georges Pompidou et de M. Jacques Chirac s'exprimant avec une émotion remarquée, estimant en substance qu'aucun candidat déclaré ou potentiel ne lui semblait assez résolu à lutter contre les dangers de l'hégémonie soviétique.

Sortie de l'ombre le 21 septembre à l'occasion d'un « Club de la presse » d'Europe 1 (le Monde

du 23 septembre), Mme Garaud avait déjà prôné le resserrement des liens entre la France et les États-Unis pour résister à l'Union soviétique, ce qui lui avait valu les félicitations ironiques du Front national (extrême droite) de M. Le Pen. Aujourd'hui, Mme Garaud va plus loin et tente un « coup » pour elle-même après en avoir tant monté pour d'autres. Certains s'en amusent, comme M. Neuwirth, qui s'est exclamé : « Je suis sans voix, mais c'est trop tard, j'ai déjà donné pour Debré ».

Sur la finalité de sa candidature, les avis sont partagés. Quelques-uns se demandent, mais sans la moindre preuve à l'appui, si son rôle ne favorise pas M. Chirac, en permettant à celui-ci d'apparaître un jour comme le réconciliateur des gaullistes. Plus nombreux sont ceux qui estiment, au contraire, que sa décision profite à M. Giscard d'Estaing, en ajoutant à la division de ses adversaires.

Au R.P.R., où aucun commu-

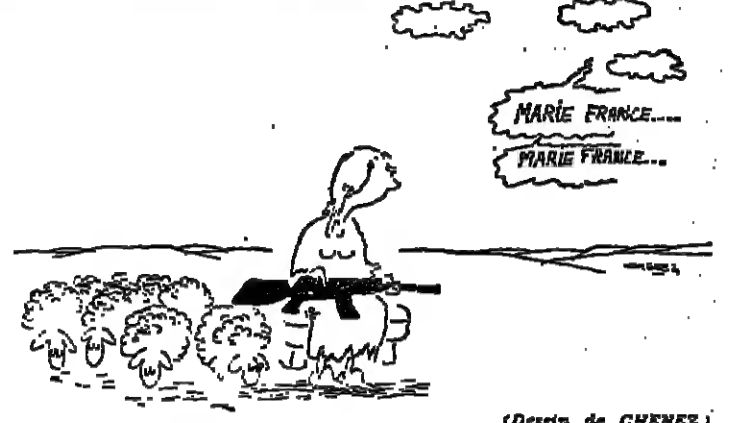
naire officiel ne sera fait, on considère que la multiplication des candidatures dites de « réconfort », du type de celles de M. Debré ou de Mme Garaud, ou comme celle de M. Chevenement au P.S., tend à appauvrir et à banaliser l'élection présidentielle.

Seule cette thèse, la transforma-

tion de la campagne électorale en une sorte de tribune ouverte à tous ceux qui savent d'avoir aucune chance raisonnable porte

atteinte à l'esprit des institutions. La multiplication des « petits » candidats dispense l'électeur, ou le pousse à l'abstention et peut — assure-t-on — favoriser l'élection d'un président par une minorité des électeurs inscrits, ce qui entacherait sa légitimité. Aussi, malgré les explications qu'elle a données, la question reste posée par ses amis politiques : « A quoi sert Marie-France Garaud ? »

ANDRÉ PASSERON.



### « Je ne roule pour personne »

Mme Garaud a notamment déclaré : « Je me suis éloignée de Jacques Chirac sur le plan politique parce que je n'étais pas d'accord sur la conception que nous pensions avoir du rôle d'un homme d'Etat et sur ce qu'il a à laisser faire du R.P.R. Le R.P.R. a été voulu et créé comme un mouvement gaulliste pour défendre des idées et pour porter l'intérêt général. Il en a laissé faire un parti qui est préoccupé par la tactique et qui est soucieux d'organiser ou de défendre des situations électorales individuelles (...). Pour mener un débat d'idées, il ne faut pas avoir le goût du pouvoir ».

« Les communistes ne cherchent plus à parvenir au pouvoir dans les démocraties occidentales en général et dans la France en particulier par voie électorale interne, mais le communisme et l'hégémonisme, enfin, ils ont la volonté de domination idéologique, cherchent à soumettre, et j'oserais presque dire domestiquer, les démocraties occidentales, et la France en particulier, par le jeu des relations internationales. Acceptons-nous d'être domestiqués ? Qu'est-ce qui existe aujourd'hui en face des Soviétiques ? »

Dans le désordre, le pape, Lech Walesa, Israël et l'ayatollah Khomeini, ils croient tous à quelque chose qui les dépasse et nous, en face, nous ne croyons à rien, nous ne gérons. Or on ne peut pas régler les problèmes de gestion par la seule technique. On peut les régler par la foi en soi.

« Je ne roule pour personne. D'abord, je ne suis pas un camion ».

« Oui, je suis candidate. J'ai mesuré plus que tout autre les risques et les difficultés, mais je crois que je dois le faire. Je pense que c'est nécessaire pour défendre les idées auxquelles je crois. J'ai pensé pendant longtemps que d'autres, plus puissants ou mieux organisés, pourraient le faire mieux que moi. Mais ils ne veulent pas ou ils n'ont pas ».

[Mme Marie-France Garaud, née en 1924, à Polignac, épouse d'un avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, était inscrite au barreau de sa ville natale avant de devenir, de 1957 à 1960, attachée juridique au ministère de la marine. En 1961, M. Jean Foyer, qui fut son professeur de droit, la nomma attachée parlementaire à son cabinet de ministre de la coopération, puis de ministre de la justice. En 1967, Mme Garaud entre comme chargée de mission au cabinet de Georges Pompidou, alors premier ministre, qu'elle suit en 1969 à la présidence de la République comme conseillère technique. Elle est chargée des problèmes juridiques et des relations avec les parlementaires comme collaboratrice de M. Pierre Juillet, chargé de mission auprès du président de la Commission des Communautés européennes. M. Juillet restait en poste, tout extérieur, le 4 mai 1974, elle entre aussitôt au cabinet de M. Jacques Chirac, premier ministre, où elle a toujours en compagnie de M. Juillet. Tous deux occupent les fonctions de « conseillers politiques » auprès du président du R.P.R. de 1976 jusqu'au 9 juin 1979. A la veille du scrutin pour l'élection de l'Assemblée européenne, M. Juillet remet sa démission. Mme Garaud quitte également le service du président du R.P.R. pour rejoindre, auprès de qui elle avait porté, de 1971 à 1978, le rôle officiel de « chargée de mission » (le Monde du 20 septembre 1980).]

**New York...  
N'en rêvez plus, allez-y !  
7 jours + 7 nuits : 3160 F**

Avec PIA et Camino, offrez-vous une vraie semaine à New York.  
Départ tous les mardis et samedis.  
A ce prix exceptionnel, à bord de PIA : service international complet (repas chaud, bar, cinéma, musique...)  
A New York, en plus de votre hôtel, Camino vous offre un survol de Manhattan en hélicoptère, une visite en autocar et... deux mini-cadeaux surprises. Bon voyage.

**Camino et PIA**  
Chez votre agence de voyage ou Pakistan International Airlines  
152 Champs-Élysées - Paris tél. : 359.31.82.

(Publicité)

## OFFRE SPÉCIALE

### Un mouton du Larzac au millième acheteur

Après l'annulation par la Cour de Cassation des Ordonnances d'Expropriation, la Défense Nationale reprend la procédure d'expropriation à l'encontre des Paysans du LARZAC.

Il est donc encore temps d'acheter des terres sur le LARZAC : après les Ordonnances d'Expropriation il sera trop tard.

**Plus nous serons nombreux à être propriétaires  
plus nous serons forts**

Dans cette phase décisive, les Paysans vous demandent de devenir co-propriétaires avec eux du LARZAC.

Des parcelles restent encore à la vente, certaines avec vue imprenable sur camp militaire.

**Renseignez-vous d'urgence  
sur les conditions d'accession en multipropriété**

Ecrivez immédiatement à Paysans du Larzac-Potensac, 12100 Millau ou mieux téléphonez dès aujourd'hui au numéro suivant : 60-03-07 permanence pendant 3 jours. C.C.P. n° A.P.A.L. Crédit Agricole n° 101-106-40 Millau.

**Groupons-nous... et demain... nous garderons l'ARZAC (Air connu)**

### DANS LA PRESSE PARISIENNE

La candidature de Mme Garaud est présentée par Le Figaro dans le cadre des « préambules conjus » de la campagne présidentielle, et le journal ajoute : « Elle descend elle-même dans l'arène, prête, l'autre côté, à affronter les autres candidats ». L'Aurore dénonce le « jeu dangereux » de la candidature trinitaire Chirac-Debré-Garaud, dont l'objectif serait d'empêcher M. Giscard d'Estaing de recueillir 30 % des suffrages au premier tour « ce qui compromettrait sa victoire au second ». Dans le Quotidien de Paris sous le titre « Culpable », Philippe Tesson écrit que « pour entrer en politique dans ce pays en récusant la politique et l'idéologie, il faut beaucoup d'audace ». Quand au Matin, il se demande si cette candidature est « un acte gratuit ou s'il fait partie d'une stratégie machiavélique ».

L'Humanité note que, lors de son passage au Club de la presse d'Europe le 21 septembre, Mme Garaud « n'avait affiché qu'une seule idée : la France est menacée par l'Union soviétique et le parti communiste français ». Le quotidien du P.C.F. estime que Mme Garaud est animée d'un « délire anticomuniste ».

### ● L'appel en faveur de M. Debré. Parmi les cent cinquante signataires (le Monde du 24 octobre) figurent notamment M. Jacques Vendroux, ancien député, beau-frère du général de Gaulle, et M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

■ M. Jean de Gaulle, neveu du général. M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, qui ne figure pas parmi les signataires, a déclaré jeudi 23 octobre à Antenne 2 : « M. Debré est un homme si indiscutable que j'espère bien que personne d'autre ne se recommandant du gaullisme parce que je ne pense pas que Mme Garaud puisse se recommander du gaullisme — ne sera candidat ».

### M. Pascal Gauchon (P.F.N.) définit son programme

M. Pascal Gauchon, candidat du Parti des forces nouvelles (P.F.N.), extrême droite à l'élection présidentielle, a défini son programme électoral qu'il défendra au cours de sa campagne, au nom de la « nouvelle droite politique » qu'il aspire à représenter. Ce manifeste en treize points propose notamment :

— Libertés : « L'adoption du scrutin proportionnel intégral », le « développement de la démocratie directe par le recours plus fréquent au référendum », la suppression du monopole de l'Etat en matière de radio et de télévision, le contrôle des finances des partis.

— Education : le « retour au principe de sélection complète par une réelle égalité des chances et par une modernisation de l'enseignement » (retour aux classes de niveau, suppression de la carte scolaire, protection de l'enseignement libre, etc.).

— Sécurité : le développement des corps policiers d'élite, l'accélération de la procédure judiciaire, la stricte application des peines prononcées, le maintien de la peine de mort.

— Famille : la limitation de la loi sur l'avortement, l'instauration d'un salaire maternel, la généralisation de l'accession à la propriété.

— Energie : l'indexation sur le prix du pétrole des marchandises et services fournis aux pays de l'OPEP, l'accélération du programme nucléaire français.

— Inflation : la remise en cause du système monétaire européen, la création d'une banque centrale

européenne, une politique « plus énergique » à l'égard des pays de l'OPEP.

— Industries : la protection des industries françaises « par un protectionnisme européen », une politique de relance de l'économie, un allègement des charges sociales et fiscales.

— Agriculture : le « développement d'une agriculture moderne par la création, avec l'aide de l'Etat, de nombreuses écoles d'industries agricoles et de coopératives de matériel ».

— Immigration : la « limitation du nombre des immigrés à 10 % par commune, la non-extension aux travailleurs immigrés du droit de vote ».

— Travail : la « suppression des syndicats dits représentatifs et la possibilité pour tous les travailleurs de se présenter aux élections professionnelles des le premier tour ».

— Défense : l'adoption de la bombe à neutrons, le lancement de nouveaux sous-marins nucléaires, la création d'une force d'intervention européenne, la revalorisation de la fonction militaire.

— Politique étrangère : l'indépendance de la France à l'égard des blocs, le soutien à l'Afrique du Sud, la constitution d'un bloc euro-africain « contre la généralisation de l'U.R.S.S. », l'aide économique au tiers-monde, le « boycottage des Etats parasites ».

— Europe : la création d'un exécutif européen, l'entrée dans la C.E.S. de « tous les pays libres ».

— Europe : la création d'un exécutif européen, l'entrée dans la C.E.S. de « tous les pays libres ».

— Europe : la création d'un exécutif européen, l'entrée dans la C.E.S. de « tous les pays libres ».

— Europe : la création d'un exécutif européen, l'entrée dans la C.E.S. de « tous les pays libres ».

— Europe : la création d'un exécutif européen, l'entrée dans la C.E.S. de « tous les pays libres ».

— Europe : la création d'un exécutif européen, l'entrée dans la C.E.S. de « tous les pays libres ».

— Europe : la création d'un exécutif européen, l'entrée dans la C.E.S. de « tous les pays libres ».

— Europe : la création d'un exécutif européen, l'entrée dans la C.E.S. de « tous les pays libres ».

— Europe : la création d'un exécutif européen, l'entrée dans la C.E.S. de « tous les pays libres ».

— Europe : la création d'un exécutif européen, l'entrée dans la C.E.S. de « tous les pays libres ».

— Europe : la création d'un exécutif européen, l'entrée dans la C.E.S. de « tous les pays libres ».

— Europe : la création d'un exécutif européen, l'entrée dans la C.E.S. de « tous les pays libres ».

## PRÉSIDENT

A Marseille

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOG



# POLITIQUE

## PRÉSIDENTIELLE

A Marseille

### LE P.C. TENTE DE RELANCER LE DIALOGUE AVEC LES CROYANTS

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — Quatre ans après l'adresse aux chrétiens de France de M. Georges Marchais à Lyon — et six mois avant l'élection présidentielle — le parti communiste a tenté de relancer, le jeudi 23 octobre, à Marseille, au cours d'une réunion animée par M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, le dialogue entre « travailleurs croyants et non croyants ».

Dans un discours de plus d'une heure, devant un auditoire relativement peu nombreux (environ mille cinq cents personnes), M. Gremetz s'est efforcé de démontrer que la lutte pour la défense des droits de l'homme, pour la paix, la coexistence pacifique et le désarmement, ainsi que l'apparition de « vastes mouvements émancipateurs », tels ceux des femmes et de la jeunesse, favorisent les convergences entre communistes et croyants.

M. Gremetz a poursuivi : « Je crois que l'on peut aboutir à l'idée que le marxisme n'est pas un athéisme. Il n'est pas une négation hostile de Dieu et de la religion. Il est au contraire un matérialisme intégral, au sens où il ne se détermine pas à partir d'un postulat pour ou contre Dieu, mais à partir de réalités existantes. (...) Si l'on n'a pas de place, dans le marxisme, pour la foi religieuse, il n'est en rien contre elle. Tout simplement, il ne s'y réfère pas. Il se situe à une autre place, n'utilise pas sa médiation. (...) Notre matérialisme scientifique nous amène à tenir compte de la réalité, de toute la réalité, y compris l'existence de croyances, de foi religieuse, de pensées autres que les nôtres. (...) En cela, notre attitude matérialiste est une garantie pour les croyants. » — G. P.

● M. Georges Marchais a pris la parole, jeudi 23 octobre, devant deux mille employés de la région parisienne réunis salle de la Liberté. Le secrétaire général du P.C.F. a expliqué que les employés ont intérêt à ce que la classe ouvrière prenne « toute sa part des responsabilités nationales » et qu'il faut montrer que la situation faite aujourd'hui à la masse des employés rend, jour après jour, leurs intérêts plus convergents avec ceux des ouvriers. — A.-H. L.

● Le quotidien communiste « la Marseillaise » a accusé jeudi 23 octobre M. Jean Kéyahen, qui, dans le Tabouret de Ploër (livre qu'il vient de publier aux éditions du Seuil), invite les militants communistes à ne pas voter pour M. Georges Marchais à l'élection présidentielle, de « se hisser, au bénéfice d'une imposture qui consiste à faire dire son appartenance au P.C. au niveau d'agent électoral du parti socialiste chargé de recueillir dans les rangs communistes ».

**LA PORTE DE LA SUISSE**  
reste ouverte, elle a perdu ses vitrines — seule l'horloge continue à marcher, elle est Suisse — mais elle n'a pas perdu le sens de l'accueil. Ses bureaux restent ouverts et vous offrent dans une ambiance hivernale suisse la chaleur de son hospitalité. Nous vous attendons avec des boissons chaudes et des rafraîchissements. OFFICE NATIONAL SUISSE DU TOURISME  
11 bis, rue Scribe 75009 - PARIS Tél. : 742.45.45.

### AVANT LA DÉCISION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND M. Michel Rocard appelle les socialistes à se rassembler

Après la déclaration de candidature de M. Michel Rocard, dimanche 19 octobre à Conflans-Sainte-Honorine, et celle, conditionnelle, de M. Jean-Pierre Chevènement, mardi 21 octobre à TF 1, la procédure de désignation du candidat socialiste devrait connaître, samedi 25 et dimanche 26 octobre, de nouveaux développements. M. François Mitterrand avait, en effet, indiqué, dimanche 19 octobre, qu'il se prononcerait « avant la fin de la semaine ».

De son côté, M. Michel Rocard a présidé, jeudi soir à Epinay-sur-Seine, une réunion publique à laquelle assistaient plus de deux mille personnes. Le député des Yvelines a lancé un appel au rassemblement du P.S. « autour de son premier secrétaire et de son candidat ».

Le choix, d'Epinay-sur-Seine, par M. Rocard, pour sa première réunion politique depuis sa déclaration de candidature, était évidemment symbolique. C'est dans cette ville, en effet, que M. Mitterrand prit le contrôle, en 1971, du P.S. Dans son discours, interrompu aux cris de « Rocard président ! », le député des Yvelines a, en fait, renouvelé son offre de partage des rôles, lui-même étant le candidat des socialistes, le premier secrétaire restant premier secrétaire. Après s'être référé au « projet socialiste », texte dont il a souligné le caractère évolutif, M. Rocard a, notamment, indiqué : « Le parti est, aujourd'hui, dans ses profondeurs, solidaire et uni. Ce qui doit nous animer profondément les uns et les autres, c'est la détermination que le parti soit rassemblée autour de son premier secrétaire et de son candidat ».

Le député des Yvelines a longuement traité de l'attitude du P.C., indiquant qu'il n'a pas d'ingratitude quand au vote des électeurs communistes au second tour de l'élection présidentielle. « On n'est pas enfant du peuple de gauche », a-t-il dit, en votant Giscard. » De son côté, M. Chevènement a indiqué, dans une interview publiée vendredi 24 octobre par le journal le Pays de France-Champagne, que le P.S. « doit répondre

clairement à la question de savoir si l'on doit maintenir la chose faite au congrès d'Epinay ». Constatant qu'il est « difficile » aux socialistes de « faire coïncider leur ligne du fait de l'attitude suicidaire du P.C. », le député de Belfort a estimé qu'« il n'y a pas d'autres choix que de maintenir le cap ».

Enfin, concernant la candidature de M. Rocard, M. Chevènement a précisé : « Je ne crois pas à un partage des rôles entre un candidat et un premier secrétaire qui ne seraient pas sur la même ligne politique. » Les proches de M. Mitterrand partagent ce point de vue. Ils ont eu l'occasion de le dire au premier secrétaire : ce dernier a en effet réuni ses fidèles jeudi matin à son domicile avant d'arrêter la décision qu'il devait faire connaître par voie écrite. M. Claude Estier, élu dans l'Unité publiée vendredi, les « questions fondamentales » auxquelles devront répondre les socialistes, à savoir : « Qui peut le mieux préserver l'unité du parti ? Quel est le meilleur garant de la ligne du parti ? Quel est le meilleur rassembleur des forces populaires ? » Des questions qui pourraient être autant d'indications sur la trame des prochaines interventions du premier secrétaire.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

## LE BUDGET DE LA DÉFENSE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### M. Le Theule : « Notre doctrine n'a pas changé nous refusons la bataille nucléaire »

Jeudi 23 octobre, l'Assemblée nationale examine les crédits de la défense et du service des essences. Ce budget a été analysé dans le Monde daté 5-6, 18, 21 et 23 octobre.

M. CRESSARD (R.P.R.), rapporteur spécial de la commission des finances, déclare que si le budget des armées est en augmentation de 18 % « cette forte croissance ne se traduit ni par une amélioration sensible de la condition des personnels ni par la résolution des problèmes relatifs aux carrières des cadres et au nécessaire maintien du service national, ni par l'augmentation des activités des forces ».

Huit rapporteurs interviennent ensuite : MM. ROSSI (U.D.F.), MAUGER (R.P.R.), CABANEL (app. U.D.F.), BÉCHET (R.P.R.), BOUVARD (U.D.F.), BOZZI (R.P.R.), TOURAINE (R.P.R.) et BERST (U.D.F.).

#### M. CHARLES HERNU (P.S.) :

#### un concept de stratégie antiforces ?

M. HERNU (P.S., Rhône) estime qu'à la lumière des choix annoncés en conseil de défense, « un espace stratégique nouveau semble devoir se mettre en place, couvrant d'ailleurs l'espace européen ». Il se demande si « on n'est pas tout simplement arrivé à un concept de stratégie antiforces » et ajoute : « Cela n'a plus qu'un lointain rapport avec la stratégie française de dissuasion ».

M. DAILLET (U.D.F., Manche) résume « encore plus de rigueur, encore plus de développement » de l'effort de défense. Selon lui, la France, en ce domaine, « paraît disposée à accepter de nouvelles sacrifices ».

M. LE THEULE, ministre de la Défense, souligne que la part des dépenses militaires totales dans le budget militaire est de 19 %, alors que l'effort de programmation ne prévoyait que 15,8 %.

Après l'intervention de M. BERGEARD (app. U.D.F., Meurthe-et-Moselle), président de la commission de la défense nationale, M. VIGNON (P.C., Ardennes) dénonce « un dévoiement idéologique destiné à couvrir les abandons nationaux en matière de défense ». L'orateur assure que l'on cherche à répandre l'idée que « désormais la notion de défense nationale indépendante est dépassée et qu'elle doit laisser la place à une défense européenne ». Il note une « convergence entre majorité et le parti socialiste ».

M. TOURAINE (R.P.R., Doubs) déclare que la politique de défense mise en œuvre « y a vingt ans par le général de Gaulle » fut confirmée par ses successeurs, mais avec des inflexions imposées par la conjoncture internationale. Il relève que la part réservée à la défense dans le budget est passée, depuis 1959, de 25 % à 14 %.

la marque que la France n'abandonne pas ses responsabilités dans la maîtrise de la liberté communications vitales ».

Dans la discussion générale, interviennent ensuite : MM. DAILLET (P.C., Oise), BRANGER (R.P., Charente-Maritime), CHEVÈNEMENT (P.S., Territoire de Belfort), HERAUD (U.D.F., Seine-et-Marne), GIRARDOT (P.C., Alpes-de-Haute-Provence), MME D'ARCOURT (N.L., Haute-de-Seine), MME DARNOT (P.S., Manche), PASCHET (U.D.F., Var), VIAL-MASSAT (P.C., Loire), M. DAILLET (P.S., Aisne), BROUARD (P.S., Haute-de-Seine), TOURAINE (P.C., Gard), FOURVILLE (R.P., Côte-d'Or), DE BRIAN (P.S., Paris), GOULET (R.P., Orne), MME AVIC (P.S., Paris), M. ABADIE (app. S. Haute-Pyrénées), LANCIEU (R.P., Paris), HUGUES DES ETAGES (P.S., Nièvre), BECHET (R.P., app. R.P.R., Paris), BERST et KERSHNER (U.D.F., Morbihan).

Répondant aux orateurs, le ministre de la défense déclare que le gouvernement n'a pas l'intention de modifier le statut des objectifs de conscience, indique, à propos de la bombe à neutrons : « Notre doctrine n'a pas changé, nous refusons la bataille nucléaire ». Évoquant les exportations d'armes de la France, il affirme : « Je ferai tout pour que nous améliorions nos performances dans ce domaine ».

Après avoir repoussé plusieurs amendements de l'opposition, l'Assemblée adopte les crédits de la défense et du budget annexe des essences.

La séance est levée à 23 h. 10.

L. Z.

● L'affaire de Broglie. — M. Georges Gosnat, député communiste du Val-de-Marne, membre de la commission spéciale chargée d'examiner la demande de comparution de M. Michel Poliatowski devant la Haute Cour de justice, a demandé, mercredi 23 octobre, que cette commission entendât M. Albert Leyris. M. Leyris était l'informateur de l'inspecteur Roux, auteur d'un rapport dénonçant dans un projet d'assassinat dirigé contre Jean de Broglie. M. Gosnat a également proposé d'entendre les policiers qui, à l'époque des faits, étaient responsables de la brigade de répression du banditisme.

## AU SÉNAT

### ● Délai de prescription de l'action civile.

Le Sénat a adopté, jeudi 23 octobre, en seconde lecture, une proposition de loi d'origine sénatoriale relative à la prescription de l'action civile exercée par la victime d'une infraction. Sur initiative du rapporteur, M. RUDLOFF (Un. cent., Bas-Rhin), les sénateurs ont accepté les amendements de l'Assemblée nationale concernant l'article

premier (règles de prescription). L'article 2, en revanche, a été repoussé à la demande du rapporteur. Il tendait à modifier le mode de désignation des jurés suppléants d'assises. Les dispositions prévues, a estimé le Sénat, interféraient avec celles du projet de loi relatif à la sécurité qui doit venir en discussion le 4 novembre.

### ● Moralisation de la profession de détective privé.

Les sénateurs ont ensuite approuvé, avec quelques modifications, le projet de loi visant à moraliser la profession de détective privé et à harmoniser le droit avec les directives communautaires. Ils ont notamment introduit, sur proposition du rapporteur M. RUDLOFF, de nouvelles interdictions d'exercer s'appliquant à des personnes

ayant été l'objet de certaines sanctions disciplinaires ou administratives.

Il existe six cent neuf agences de police privée, a précisé M. LIMOZY, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, qui a fait adopter un amendement prévoyant des mesures transitoires.

### ● Réorganisation du débat budgétaire.

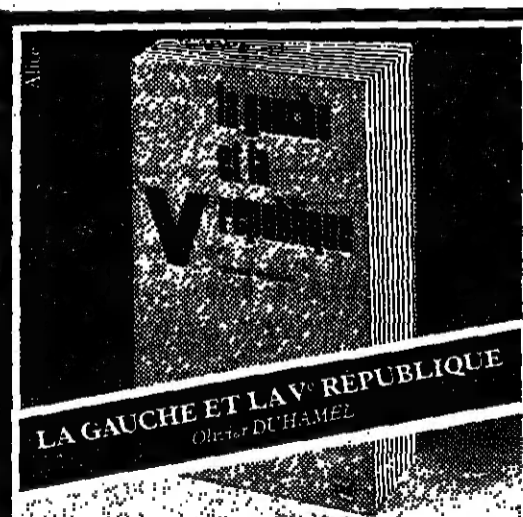
Le Sénat a enfin voté une proposition de résolution tendant à compléter les dispositions de son règlement concernant la discussion publique de la loi de finances et des lois de finances. Cette initiative de M. EDOUARD BONNEFOUS (gauche dém., Yvelines), président de la commission des finances, a pour objet, d'éviter les difficultés rencontrées l'an dernier à l'occasion du débat

Elle doit permettre, a indiqué le rapporteur, M. DAILLY (gauche dém., Seine-et-Marne), le vote de l'ensemble de la première partie de la loi de finances et, à la suite, une seconde délibération sur cette première partie. M. EDOUARD BONNEFOUS, a fait préciser que cette seconde délibération « est de droit lorsqu'elle est demandée par le gouvernement ou par la commission des finances ». — A. G.

## QUI A PEUR DE MICHEL RÔCARD ?

LE NOUVEAU SAMEDI

L'HISTOIRE BOUGE. LE NOUVEAU OBSERVATEUR AUSSI



"Quiconque s'intéresse à notre vie politique devra garder cet ouvrage à portée de la main."  
Maurice DUVERGER, Le Monde.

"Un réjouissant sésame : celui des idées reçues de la gauche depuis une vingtaine d'années."  
Jacques JULLIARD, L'Histoire.

"Ce livre sera indispensable à ceux qui sont appelés à donner à la France un engagement institutionnel de liberté et d'efficacité."  
Pierre MENDES FRANCE.

"Olivier Duhamel détaille l'histoire, différencie et confond, de la gauche et de la V<sup>e</sup> République."  
Jérôme JAFFRE, Le Matin.

pu

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

# Correspondance assurée.

**AIR AFRIQUE** LA MEME COMPAGNIE POUR ALLER EN AFRIQUE ET A TRAVERS L'AFRIQUE NOIRE.



Le Monde

# Société

## L'ordinateur à l'école

M. Jean-Claude Simon, professeur d'informatique à l'Institut de programmation de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), a remis, ce vendredi 24 octobre, à M. Giscard d'Estaing le rapport que celui-ci lui avait demandé, en janvier dernier, sur « l'éducation et l'informatisation de la société » (1).

Au-delà des mesures immédiates, avait écrit le président de la République à M. Simon, il serait utile que vous éclairiez l'avenir en traçant les perspectives à long terme de la formation des hommes dans une société

moderne utilisant tous les moyens qu'offrent les technologies avancées de traitement, de stockage et de transmission des informations. Après avoir défini l'informatique, et passé en revue les différentes utilisations qui peuvent être faites dans la société comme à l'école, M. Simon fait vingt et une propositions. Il suggère, en particulier, d'introduire l'informatique en tant que discipline d'enseignement dans les programmes des collèges et des lycées à partir de la classe de quatrième. Des professeurs seraient spécialement formés à cette fin ;

un CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré) et une agrégation spécifiques seraient créés pour leur recrutement.

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) a, d'autre part, réuni un colloque à Paris les 22 et 23 octobre sur le thème « Informatique et éducation permanente », pour lancer une campagne de sensibilisation en milieu enseignant. Soucieuse d'ouvrir l'école sur la vie, la FEN souhaite, en effet, que ses adhérents prennent le virage informatique à temps afin de maîtriser

un instrument qui, s'il n'est pas admis à l'école, s'imposera dans les familles. Or, l'ordinateur à la maison c'est une nouvelle école parallèle et donc un risque accru d'inégalité. Les « éducateurs laïques » préfèrent, aujourd'hui, affronter l'ordinateur plutôt que lui tourner le dos.

Quelque cent cinquante enseignants, administrateurs et éducateurs ont participé au colloque de la FEN, ainsi que des personnalités extérieures comme M. Jacques Attali, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

### UN RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

#### « D'immenses possibilités »

« L'informatisation est un fait socio-économique indiscutable » : les possibilités des ordinateurs sont devenues « infinies » et la micro-électronique a permis de diminuer leur coût. L'informatique est entrée dans la vie quotidienne et cette évolution est loin d'être terminée. M. Simon distingue cependant l'informatique « poussée-bouton » ou « informatique transparente » qui est, aujourd'hui, à la portée de tous (calculatrices, enregistreurs, calculatrices...) et celle, plus complexe mais aussi plus puissante, qui sera demain, à condition que chaque individu soit capable de dominer la machine, c'est-à-dire de programmer par exemple et d'utiliser, dans la vie courante, un micro-ordinateur.

« Faut-il laisser l'usage de l'informatique au niveau du gadget de première catégorie, du système spécialisé « poussé-bouton », ou devons-nous amener à la disposition du plus large public possible les immenses possibilités de l'informatique ? » Tel est le problème posé par le rapporteur qui évoque d'abord les risques de cette nouvelle science : « Les dangers de l'informatique ne proviennent pas du matériel lui-même, qui n'est ni dangereux ni polluant, mais de l'usage qu'on peut en faire. (...) La généralisation d'emploi des ordinateurs pourrait amener des effets négatifs (...) difficiles à prévoir. Par exemple, une augmentation du flux de l'information inutile, une montée de la complexité socio-économique (...), une concentration des savoirs et des pouvoirs, des dangers sur les libertés individuelles, des problèmes graves de sécurité et de fraude, un abandon de nos responsabilités et de nos valeurs... »

A ces dangers, le rapport ajoute les risques d'erreurs de codage de l'information et de programme. Il plaide, ainsi, pour une meilleure formation des professionnels, mais surtout en faveur de la maîtrise par le grand public — qui ne doit pas rester un consommateur passif — de « l'outil informatique » et du « mouvement d'idées » qui accompagne cette nouvelle technologie. « Il faut

donc, conclut M. Simon sur ce point, enseigner à tous les jeunes Français ». Car « tous les citoyens ont le droit et même le devoir de comprendre et de juger un fait de société de cette importance (...). En second lieu, le bon développement de l'informatique passe par une formation de base de ses futurs utilisateurs. Or, ceux-ci seront légion... » Cette formation de base se distingue nettement de l'utilisation de l'informatique conçue comme technique moderne de pédagogie. Entre, par exemple, dans cette catégorie, l'enseignement assisté par ordinateur (E.A.O.).

#### Vingt et une propositions

Le rapport de M. Simon avance vingt et une propositions classées sous quatre chapitres correspondant aux différentes conceptions de l'informatique dans l'éducation des jeunes, comme des adultes. Nous exposons ci-dessous les principales d'entre elles :

● Comprendre l'informatique et ses conséquences :

Afin de dispenser à tous les jeunes une formation générale à l'informatique, le rapporteur propose d'introduire l'enseignement obligatoire de cette discipline au collège à partir de la classe de quatrième et au lycée. A titre transitoire, une « option de formation à l'informatique » permettrait une évaluation de cet enseignement avant de passer à sa généralisation obligatoire.

Des professeurs spécialisés seraient formés à enseigner cette discipline d'enseignement général. Afin de les recruter, un CAPES et une agrégation d'éducation informatique seraient créés, ainsi qu'une voie de formation spécifique pour les professeurs de collège.

D'autre part, le rapport propose la mise en place, dans les écoles normales d'instituteurs, d'une « unité de formation » (c'est-à-dire une unité de valeur) obligatoire de « formation à l'informatique ».

● Un enseignement d'informatique pour les spécialistes :

Le rapport propose d'introduire ou de renforcer les enseignements d'informatique dans l'enseignement secondaire technique et, en particulier, de réévaluer le contenu des formations menant au baccalauréat de

technicien et au brevet de technicien supérieur de série informatique.

A l'université, l'enseignement de l'informatique, théoriquement obligatoire dans les premiers cycles scientifiques, devrait non seulement être réellement dispensé, mais être du à l'ensemble des études de premier cycle. D'autre part, les formations universitaires d'informaticiens sont, selon le rapporteur, insuffisamment encadrées et équipées. Il propose d'y remédier. Il demande, en outre, la création de grandes écoles d'ingénieurs informatiques.

● Utilisation des moyens informatiques dans l'enseignement :

Dans la ligne de l'expérience de mise en place de micro-ordinateurs dans les lycées (le Monde du 24 février 1979), le rapport suggère de former dans les lycées et collèges des « sections informatisées » regroupant les professeurs volontaires pour utiliser dans leur discipline l'enseignement assisté par ordinateur. Ces enseignants devraient justifier d'une « qualification » à déterminer par l'inspection générale.

Dans les écoles maternelles et primaires, le rapport se limite à conseiller, dans un premier temps, la poursuite d'expériences pédagogiques utilisant l'audio-visuel et l'informatique dans les activités d'enseignement. Un travail de recherche fondamentale doit être fait avant de pouvoir proposer la généralisation des moyens informatiques à ce niveau. De toute manière, l'école primaire, note le rapport, n'échappera pas à l'introduction de l'informatique ne serait-ce que sous la forme de jeux électroniques.

L'enseignement assisté par ordinateur proprement dit devrait être l'objet d'efforts spéciaux en faveur de publics bien définis :

— Les élèves handicapés physiques (handicapés moteurs, malvoyants, mal-entendants) ;

— Les élèves « handicapés par leur origine sociale ». Selon M. Simon, l'enseignement assisté par ordinateur peut, en effet, « aider des élèves qui n'atteignent pas un niveau suffisant dans les capacités de base avant leur entrée en sixième ». Il pense ainsi aux 15 à 20 % d'élèves qui n'ont pas acquis, à l'entrée en sixième, une « capacité suffisante en lecture, écriture, calcul ». Un tel effort « favoriserait la sensibilité à l'apprentissage des chances ».

— Les élèves de la formation professionnelle initiale ou continue, du moins pour la transmission des connaissances techniques théoriques. Enfin, dans ce même chapitre, le rapport suggère la création d'un centre d'études fondamentales sur l'apprentissage, destiné notamment à faire des recherches sur les mécanismes d'apprentissage, à mettre au point de nouvelles machines éducatives, à former et informer des éducateurs.

● Culture et éducation d'un large public

L'enseignement à domicile devrait être développé par l'intermédiaire notamment du téléphone et de l'installation de terminaux. Le rapport propose aussi la création de « miniparcels de la découverte » en province, ainsi que d'une « fondation de l'audio-visuel » chargée notamment d'assurer des émissions de radio et de télévision à caractère éducatif et culturel.

CATHERINE ARDITI.

### UN COLLOQUE DE LA FEN

#### « Il serait suicidaire de nier l'informatique »

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) ne veut pas « rater le train de l'histoire ». Puisque la société moderne s'automatise et s'informatise, les enseignants doivent prendre le phénomène au compte. « Les enseignants ont raté la révolution audio-visuelle il y a une vingtaine d'années, a reconnu le secrétaire général de la FEN, M. André Henry, nous avons eu peur des « étranges lucarnes ». Nous avons eu tort... »

La FEN, cette fois, ne veut pas se laisser dépasser. Puisque les enfants, très tôt, sont initiés à l'écran de télévision, au ludo-jeu multi-programmé et à la calculatrice de poche, pourquoi se cacher la tête dans le sable et faire semblant de ne pas voir ? « La mutation est inéluctable, nous devons nous le choisir », a répété M. André Henry, pour qui la meilleure manière d'apprivoiser le monstre informatique est de le prendre tout de suite par les cornes... et de faire comme si on l'attendait avec impatience. Le secrétaire général de la FEN va très loin : « L'informatique est peut-être la découverte la plus importante de notre histoire... ». Le « peut-être » est maintenant pour poser la condition préalable : « Si nous savons la maîtriser... »

Or, après plusieurs années d'ini-

tiation et de tâtonnements, les enseignants ont, aujourd'hui, le sentiment qu'ils sont en mesure de maîtriser l'outil informatique. Mieux : ils lui ont parfois découvert des vertus insoupçonnées, par exemple pour le soutien individuel des élèves en difficulté. L'attrait de la machine, l'aspect ludique des touches de clavier qui impriment sur écran, sur papier, le repérage des erreurs sans réprimande publique, tout concourt à faire de l'ordinateur un « précieux auxiliaire de la pédagogie », comme l'a noté un rapporteur.

Des enseignants ont témoigné en sa faveur pour les enfants handicapés : grâce à l'ordinateur, on peut transcrire très rapidement un texte en braille pour des élèves aveugles ; et l'on peut « démutiser » un sourd en faisant apparaître les courbes de sa voix sur écran (visualisation du son). L'ordinateur ? Le meilleur ami de l'enseignant.

Les militants de la FEN vont donc s'efforcer de répandre la bonne parole dans les fédérations et, à sections pour « démythifier, décomplexer et déculpabiliser ». Et surtout pour convaincre la grosse troupe — encore réticente et même parfois rebelle — que l'outil informatique est une « chance à saisir ». Les hésitants sont prévenus : « Il serait sui-

cidal pour l'éducation nationale de nier l'informatique », a souligné M. André Henry.

Au sein même de la FEN cependant, et en particulier chez les militants de la tendance Unité et Action, animée par des communistes, on exige des « garanties ». « Il ne s'agit pas d'ignorer ou de refuser ces formidables transformations résultant de la révolution scientifique et technique », admet le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), mais « la révolution informatique ne saurait être en elle-même le remède miracle ». Pour éviter tout « bricolage pédagogique », ou, plus grave, tout « conditionnement idéologique », le SNES demande que l'éducation nationale conserve « l'entière maîtrise de la production, du stockage, de la gestion des logiciels et des banques de données utilisées à des fins éducatives ».

La FEN, dans son ensemble, a repris ces exigences. « Vos travaux vont nous conduire à demander l'ouverture de négociations », a précisé M. André Henry. Négociations, surtout, pour que les personnels appropriés soient formés avant l'introduction du matériel, tant il est vrai que, sans l'homme, « la machine est bête ».

ROGER CANS.

#### Matériels et formations

C'est en 1964 que l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) a lancé les premières recherches sur l'utilisation de l'informatique à l'école. Mais c'est seulement en 1972 que les premiers ordinateurs ont fait leur apparition dans les lycées. Au total 58 ordinateurs (du type Mitr-15 ou T-1500) ont été installés dans autant de lycées — tests — entre 1972 et 1976.

Pour faire fonctionner ces « gros » ordinateurs de la première génération, 500 enseignants avaient reçu une formation « lourde », c'est-à-dire à plein temps pendant un an, et 5 000 une formation « légère » de douze jours complétée par les cours du Centre national de télé-enseignement (C.N.T.E.) devenu aujourd'hui Centre national d'enseignement par correspondance (C.N.E.C.).

Un plan de cinq ans vient d'être lancé pour la livraison, d'ici à 1984, de 10 000 micro-ordinateurs (ou ordinateurs individuels). Il est prévu, en principe, d'installer 8 appareils par établissement, ce qui permettrait de doter seulement la moitié des 2 500 lycées de France. Environ 500 appareils devraient être livrés cette année et 1 500 l'an prochain.

Quelques 3 000 professeurs ont été initiés en 1979-1980 au maniement de ce nouveau matériel. Cette année, on prévoit l'initiation-sensibilisation de 4 000 à 6 000 professeurs volontaires pour des stages de trois jours. L'I.N.R.P. a déjà produit plus de 400 programmes pour alimenter les ordinateurs scolaires. Ces programmes, en France et en Grande-Bretagne, sont élaborés avec l'aide des enseignants. Le langage utilisé, de syntaxe anglaise pour les « gros » ordinateurs, sera français pour les « micros » (L.S.E. ou langage symbolique d'enseignement).

R. C.

#### Le songe d'Attali

Par un schéma de politique-fiction « qui demanderait de longues explications pour être démontré », le conseiller de M. François Mitterrand, M. Jacques Attali, a développé en vingt minutes une analyse du phénomène informatique.

Théorème : le capitalisme ne peut résoudre la crise économique qu'en introduisant l'informatique. En effet, puisque la logique l'amène à chercher constamment la réduction des coûts, il doit automatiser en particulier les secteurs où la productivité n'augmente pas, comme la santé ou l'éducation. D'où l'introduction de l'informatique à l'école. « Il est dans la logique du système industriel mondial de substituer à l'enseignant la machine à enseigner ».

Cette logique implacable du capitalisme aboutit à toutes sortes d'effets pervers : enseignants réduits au rôle de « démonstrateurs » ou de « répéteurs » d'appareils ; transformation des élèves en « consom-

mation » de programmes ; colonisation culturelle du monde adulte puisque la « technologie sera japonaise et la programmation américaine ».

« On ne peut pas refuser l'informatique », note cependant le professeur à l'Ecole polytechnique, et il propose pour l'apprivoiser une « stratégie de subversion, de détournement, de récupération » qui consiste à former des utilisateurs sachant créer au lieu de se conformer à des normes. D'où la nécessité de « refuser sur le marché national les machines fermées (préprogrammées sans possibilité d'imaginer de nouveaux programmes ou de nouveaux langages) et de s'occuper que les ordinateurs « ouverts », « polyvalents » qui laissent « épanouir l'imaginaire créateur ».

De la sorte, se prend à rêver M. Jacques Attali, une innovation technique, perçue d'abord comme un risque de concentration du pouvoir, peut devenir un instrument de subversion, de libération individuelle. Et vive l'informatique à l'école ! — R. C.

#### Deux mille personnes ont manifesté à Paris

#### « Les homos sont dans la rue »

Une belle petite manifestation, sous l'œil éberlué des passants. Environ deux mille personnes ont défilé à l'appel du CUARH (1), jeudi 23 octobre à Paris contre le maintien de l'article 331, alinéa 2, du code pénal discriminatoire à l'égard des homosexuels. En tête, M. Alain Krivine. De nombreux messages, notamment de Mme Colette Goidet, sénateur (P.S.) de Paris, et de M. Gérard Gaume, secrétaire confédéral de la C.G.T., ont été lus. M. Gaume y affirme : « Assailier l'homosexualité à un délit relève d'une attitude répressive inadmissible ».

Les rues étaient étroites, à l'abri des regards : il fallait suivre l'itinéraire imposé par la préfecture de police. Et on devait s'approcher pour ne pas confondre ces militants du « droit à la différence » avec un simple cortège de salariés en revendication. « C'est quoi ? », demande une petite dame. Elle s'approche, plisse des yeux. Elle lit d'abord « Solidarité contre tous les racismes ». « D'accord », mais une banderole en cache une autre : « Vive l'indépendance érotique et politique des femmes », signé M.L.F. De quoi en perdre son cabas. Et il y a, comme cela, des centaines de gardiens de la rue du Four. « Bonnet d'âne tout ça, les défilés dans la rue », un tantinet provocateur. Ou bien : « Regardez, nous sommes des pédés », à l'intention des commerçants derrière leurs vitrines, l'air amusé et gêné.

Les conversations courent sur le trottoir comme des trains

de poudre. Les mères frôlent le sourcil et tirent leurs enfants par le bras. En s'éloignant, le cortège laisse dans son sillage des groupes de passants interloqués. Un monsieur, outre, improvise un cours d'anatomie pour démontrer que « c'est contre nature ». Tandis que là-bas déjà, rue Monsieur-le-Prince, « il a » en rajoutent. « Majeurs, mineurs dans le même lit... ». Un gardien de la paix s'éponge le front avec son mouchoir. « Elle est belle la France », dit-il. Textuellement. « Anti-lit, anti-Arabe, anti-homo, même racisme ». Les luttes homosexuelles de « Belt Haverim » (la Maison des amis) le pensent : « Si vous sachiez comme le Talmud est sévère avec nous... »

Les manifestants, profitant d'une accalmie, allument des bougies. « C'est le symbole de la vérité qui brule le monde », dit l'un. « Nous voulons défilier aux chandelles », explique un autre, plus mondain.

Courte prise de parole sur la place de l'Odéon : « Le combat continue ». On se disloque. Mais une centaine de manifestants remonte le boulevard Saint-Germain et s'enfoncent dans Paris, poursuivie pendant une heure par une escouade de gardiens de la rue assourdis. On finit par quelques vérifications d'identité à Richelieu-Drouot sans avoir pris un coup de matraque.

CHRISTIAN COLOMBANI.

(1) Comité d'urgence anti-répressement homosexuelle, 1, rue Keller, 75011 Paris.

## L'Etudiant

Le GUIDE PRATIQUE 80-81

est paru !

## OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE d'immeuble UNIM. Palais de Justice PARIS, Jeudi 28 OCTOBRE 1980, à 14 h.

UN LOGEMENT de 2 p. prix au p. de sur rue, CAVE dans immeuble à PARIS (20e)

17, RUE RAMPONEAU

Mise à prix : 12 000 F

S'adr. M<sup>rs</sup> BETHOUT et LÉOPOLD-COUTURIER, avoc. snc, 14, r. d'ARJON, Paris (9e) - Tél. 559-92-75. Étude de M<sup>rs</sup> SALLAZ, not. Paris 12, r. Bayen.

Étude de M<sup>rs</sup> Dominique Lahaussolle, notaire à MONTTHERON, 23, avenue de la République. (Tél. : 903-40-80.)

A vendre aux enchères sur licitation, le mercredi 5 novembre 1980 à 15 h., en l'Étude.

UNE PROPRIÉTÉ très vaste sise à VIGNEUX-SUR-SEINE (Ess.)

5, rue des Horreux, composé de 3 bâtiments à rénover ou à démolir, avec terrain devant et derrière, la tour d'une contenance de 807 m<sup>2</sup>. Libre d'occupation.

Mise à prix : 160.000 F

Pr. la rns et cahier des charges, s'adresser à l'Étude.

Vente sur bail. Pat. Just. Bobigny (93), Cité Adm. 4 Nov. 1980, 13 h. 30

PROPRIÉTÉ à TREMBLAY-LES-GONNESSE (93)

38, ROUTE DE ROISSY, compt. PAV. D'HAB. et JARDIN - Ccs 879 m<sup>2</sup>

M. à P. : 120.000 F S'adresser à : Fontaine (93) M<sup>rs</sup> BUISSON, av. T. 032-31-62

Vente sur liquidation de biens, au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 27 novembre 1980, à 14 heures

BOUTIQUE ET LOCAL COMMERCIAL

rue du Boulol, numéro 4, à PARIS (1<sup>er</sup> arrondissement)

LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION

MISE A PRIX : 150.000 Francs

S'adresser à : M<sup>rs</sup> Bernard de SARRAC, avoc. 70, avenue Marceau, à Paris (8<sup>e</sup>). Tél. 720-82-38 ; M<sup>rs</sup> FERRARI, syndic à Paris, 23, rue de Rivoli. Près possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la GRINDLAY'S BANK S.A.

مكاتبنا في القاهرة







## SOCIÉTÉ

# Les contradictions de l'enseignement supérieur

## II. — Bientôt la crise ?

par JEAN VINCENS

Une double contradiction a marqué la politique française de l'enseignement supérieur depuis vingt-cinq ans : répondre à la formidable croissance de la demande d'éducation prolongée et à l'enseignement supérieur (le Monde, 25 octobre).

Cette contradiction, qui n'a pu être résolue pendant longtemps, est désormais dans une crise plus aiguë.

Les enseignements supérieurs ont aujourd'hui, dans une phase de déséquilibre qui est la conséquence, à la fois, de leur développement rapide et de la dégradation des débouchés des filières littéraires et scientifiques qui ont inspiré l'action de tous les gouvernements. Comment satisfaire la demande d'enseignement supérieur sans, pour autant, transformer les règles du jeu social ? Comment conserver les élitismes complémentaires du diplôme et de la promotion sur le tas si les flux de diplômés de l'enseignement supérieur restent abondants ? La crise économique aggrave cette situation qui n'est pas particulière à la France. Pendant près de vingt ans, la demande d'éducation a dominé la scène. Les postes d'enseignants étaient souvent créés en fonction du nombre d'étudiants, quelle que soit la discipline. Aujourd'hui, le second impératif politique l'emporte. Il s'agit de remodeler l'ensemble et tout particulièrement les universités, de manière à supprimer les risques de pression sur le système d'accès aux hiérarchies. Pour cela, les pouvoirs publics semblent vouloir accélérer le rythme, non seulement parce que la situation politique leur paraît favorable, mais, peut-être aussi, parce qu'ils ont conscience que les contradictions s'aggravent et conjuguent leurs forces.

Ce qui va marquer les toutes prochaines années c'est, en effet, une conjonction de déséquilibres, suite ou résultat de décisions et de actions passées. Trois d'entre eux devraient jouer un grand rôle.

● Le placement des diplômés des universités se dégrade. Ce n'est pas seulement une question

de bonnes ou de mauvaises filières de formation. On a vu pour la médecine réputée jusqu'à la vocation royale de l'insertion professionnelle. Le ministre de la santé vient de faire connaître les mesures envisagées pour résorber l'excédent de jeunes médecins au cours des dix prochaines années. L'objectif est évidemment de freiner la multiplication des actes médicaux plus ou moins utiles qui auraient une incidence amplifiée sur les dépenses de Sécurité sociale. Accessoirement, cela devrait atténuer la baisse du revenu des médecins en exercice, ce qui n'est pas sans intérêt politique. Mais on agit moins, pour l'instant, afin d'éviter la dégradation des débouchés des filières littéraires et scientifiques qui ont été affectées par l'enseignement.

Cette relative dégradation comprend : d'abord, les licenciés et quelquefois même d'eux-mêmes les filières sans perspective. Ensuite, les maîtres-assistants, et peut-être surtout, les enseignants des disciplines réputées littéraires ou scientifiques. Ils ont subi, et nul n'aurait voulu le prendre au risque, enfin, et peut-être surtout, les enseignants des disciplines réputées littéraires ou scientifiques. Ils ont subi, et nul n'aurait voulu le prendre au risque, enfin, et peut-être surtout, les enseignants des disciplines réputées littéraires ou scientifiques.

De plus, la proportion de femmes est très élevée en lettres (près des deux tiers), et dans le problème spécifique de l'insertion professionnelle des diplômés se confondait quelque peu avec celui de l'insertion des femmes. Et si la France profonde a peur de l'intellectuel aigri, elle ne craint pas trop encore la littérature en chômage.

Mais, surtout, l'enseignement supérieur est devenu trop rigide. Par définition, les enseignants sont professionnels et ils ont des groupes dans des départements ou des U.E.R. mono-disciplinaires. Par conséquent, si le flux de bacheliers d'une année ne se

répartit pas de la même manière que les années précédentes, les universités s'ajoutent. Des filières manquent d'étudiants et d'autres en ont trop. Le succès de la psychologie depuis quelques années a, ainsi, posé des problèmes difficiles d'enseignement.

La crainte de l'enseignement des universités est du reste assez mince pour plusieurs motifs. Chaque discipline veut garder son potentiel d'enseignement. De plus, comme les carrières dépendent désormais des transformations de postes (assistant en maître-assistant, etc.), il y a plus de créations de postes qu'un conflit apparaît entre les éventuelles exigences de l'enseignement et les exigences des carrières. Enfin, on ne peut donner un poste de professeur à telle discipline qui n'a pas le droit de retarder la promotion d'un maître-assistant qui n'est pas dans une autre discipline plus prioritaire.

Les problèmes de ce genre tendent à se multiplier parce que la France a une tradition de postes en tension et parce que les déplacements d'étudiants d'une filière à l'autre sont très faibles. La crainte est donc la crainte d'une dégradation de l'enseignement, d'une dégradation de l'enseignement, d'une dégradation de l'enseignement.

Enfin, les moyens financiers à la disposition des universités sont très faibles. Une année, en valeur réelle, l'enseignement supérieur a vu ses réserves accumuler pendant des années. Mais les universités n'ont pas réussi à faire passer ces réserves dans l'ensemble. Mais bientôt il faudra supprimer des dépenses. Lesquelles ? La pédagogie, la documentation, la maintenance, le chauffage et l'éclairage ? Les restrictions budgétaires pourraient avoir des résultats très divers :

les universités à replier sur elles-mêmes en limitant les inscriptions, puisque la réglementation actuelle en donne les moyens. Susciter, ailleurs, des efforts d'ouverture à la recherche, des dépenses en revenant aux anciens usages d'avant l'informatique et la photocopie, d'augmenter les travaux dirigés ou pratiques.

Il est évident que les universités auront des difficultés à maintenir la qualité de la formation, la qualité de la relation entre enseignants et étudiants, la qualité de la relation entre enseignants et étudiants, la qualité de la relation entre enseignants et étudiants.

Deux issues improbables

La contradiction entre les deux impératifs politiques opposés arrive lentement à un point décisif. Il est facile d'imaginer des solutions extrêmes, mais toutes sont improbables. La première serait d'accepter toutes les conséquences d'une demande croissante d'éducation. Cela exigerait une dépense budgétaire plus élevée, des réformes coûteuses pour s'adapter aux débouchés convenables, des changements d'attitudes et d'habitudes qui bouleverseraient l'enseignement. Il faudrait aussi la suppression de la hiérarchie et de la promotion sur le tas, peut-être en supprimant le diplôme et la formation continue. La deuxième serait une réduction des dépenses, ce qui est malheureusement ce qui se fait, mais elle ne peut fonctionner efficacement en l'état actuel des choses.

La version rose est celle d'une dégradation progressive des études longues grâce à la brèche ouverte par la formation de 25 % de la classe d'âge qui aujourd'hui, malgré l'enseignement supérieur, veut continuer ses études. La version noire ou cynique de la première est celle d'un effacement du quart de la classe d'âge à des études longues n'annonçant pas une autre extension de la formation, le bouleversement des hiérarchies universitaires, simplement à l'effet de pouvoir avoir un plus grand nombre de personnes principalement originaires des classes sociales inférieures. S'agit-il, comme d'un nouvel acte de dévotion, d'un renouvellement à l'identique des classes dirigeantes au sein large. La plus grande chance serait que, désormais, les filles de la petite et moyenne bourgeoisie compteraient autant que les garçons pour faire barrage à la démocratisation complète fondée sur une élimination individualiste ou sur une sélection généralisée.

La version noire ou cynique de la première est celle d'un effacement du quart de la classe d'âge à des études longues n'annonçant pas une autre extension de la formation, le bouleversement des hiérarchies universitaires, simplement à l'effet de pouvoir avoir un plus grand nombre de personnes principalement originaires des classes sociales inférieures. S'agit-il, comme d'un nouvel acte de dévotion, d'un renouvellement à l'identique des classes dirigeantes au sein large. La plus grande chance serait que, désormais, les filles de la petite et moyenne bourgeoisie compteraient autant que les garçons pour faire barrage à la démocratisation complète fondée sur une élimination individualiste ou sur une sélection généralisée.

Improbable mais possible, la version rose est celle d'une dégradation progressive des études longues grâce à la brèche ouverte par la formation de 25 % de la classe d'âge qui aujourd'hui, malgré l'enseignement supérieur, veut continuer ses études. La version noire ou cynique de la première est celle d'un effacement du quart de la classe d'âge à des études longues n'annonçant pas une autre extension de la formation, le bouleversement des hiérarchies universitaires, simplement à l'effet de pouvoir avoir un plus grand nombre de personnes principalement originaires des classes sociales inférieures. S'agit-il, comme d'un nouvel acte de dévotion, d'un renouvellement à l'identique des classes dirigeantes au sein large. La plus grande chance serait que, désormais, les filles de la petite et moyenne bourgeoisie compteraient autant que les garçons pour faire barrage à la démocratisation complète fondée sur une élimination individualiste ou sur une sélection généralisée.

Accessoirement, la démocratisation pour l'essentiel, sur les restrictions à l'entrée trépasseraient d'autant plus les besoins qu'elles créeraient une part croissante de candidats.

Qu'en résulte la baisse de bacheliers empêchés de tenter des études longues ? C'est parce que la version rose est celle d'une dégradation progressive des études longues grâce à la brèche ouverte par la formation de 25 % de la classe d'âge qui aujourd'hui, malgré l'enseignement supérieur, veut continuer ses études. La version noire ou cynique de la première est celle d'un effacement du quart de la classe d'âge à des études longues n'annonçant pas une autre extension de la formation, le bouleversement des hiérarchies universitaires, simplement à l'effet de pouvoir avoir un plus grand nombre de personnes principalement originaires des classes sociales inférieures. S'agit-il, comme d'un nouvel acte de dévotion, d'un renouvellement à l'identique des classes dirigeantes au sein large. La plus grande chance serait que, désormais, les filles de la petite et moyenne bourgeoisie compteraient autant que les garçons pour faire barrage à la démocratisation complète fondée sur une élimination individualiste ou sur une sélection généralisée.

cette question que sa victoire complète paraît difficile.

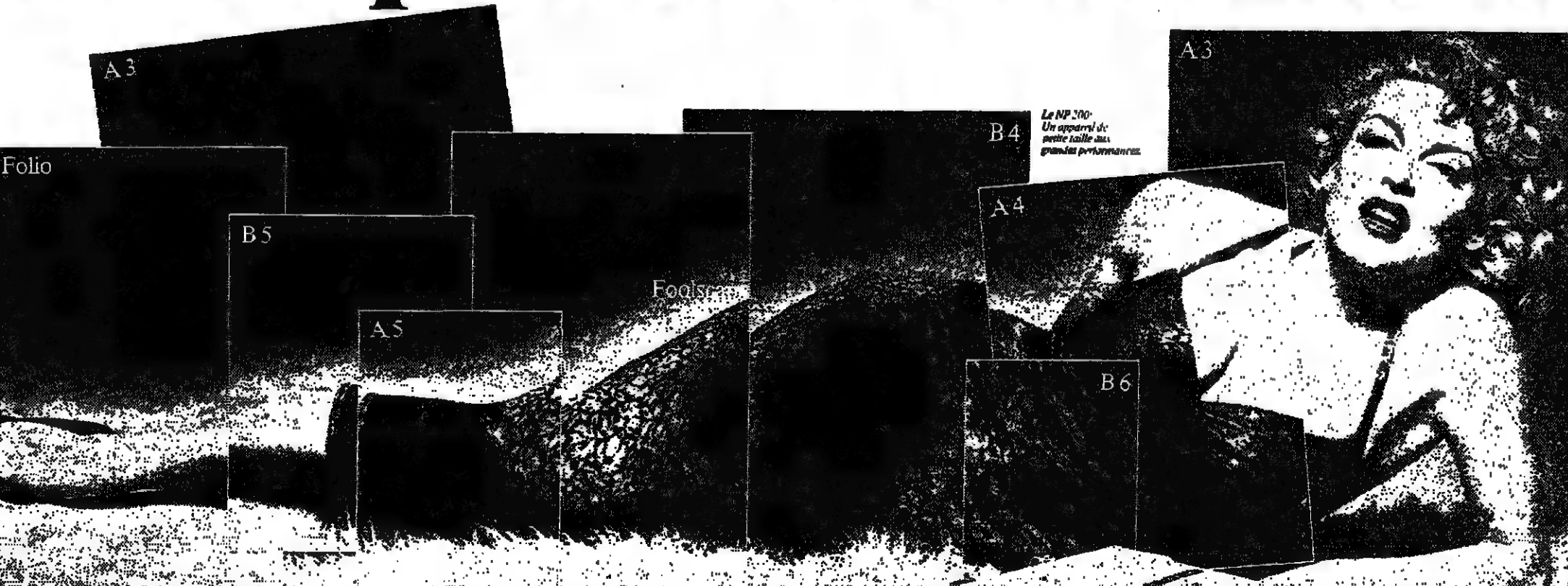
### Combat pour un dialogue

Mais le conflit latent entre deux impératifs politiques est présent à l'arrière-plan de la bataille des habitations de diplômés nationaux. Le terrain est bien choisi pour trois raisons. Limiter les possibilités de continuer des études très longues, c'est dégonfler, à terme, la population étudiante et rendre plus facile, demain, une réorganisation fondée sur le double principe d'excellence et de qualité des débouchés. On fera valoir qu'il n'est pas nécessaire d'être docteur de troisième cycle pour occuper tel ou tel emploi moyen. Ensuite, s'attaquer aux deuxième et troisième cycles, c'est éviter de bouleverser immédiatement les bacheliers et leurs familles. Enfin, c'est assurer l'appui d'une grande partie de l'opinion à laquelle on montrera qu'il y a des filières sans issue.

C'est pourquoi les universités auraient tort de se borner à lutter pour obtenir les habitations refusées. Car la situation actuelle ne peut durer très longtemps. Si l'enseignement supérieur ne parvient pas à dominer les contradictions, il lui impose la société. Les universités seront traitées en ennemies. C'est-on que les grandes écoles leur feront des cadeaux ? Si la médecine se sentira solidaire des lettres ? A qui servira l'agitation dans les universités quelques mois avant les élections présidentielles au même après ?

Il est donc nécessaire de combattre non pour le maintien de structures minées par les contradictions, mais pour une innovation réelle. Les universités en ont besoin. Elles ne le feront pas toutes seules ou dans un tête-à-tête kaïakien avec leur ministère. Elles doivent montrer que le problème est général, mais politique, et qu'il faut le combattre pour un dialogue est devenu indispensable. Si cela que le pays puisse utiliser au mieux le potentiel universitaire qu'il s'est donné et qu'il parvienne à surmonter la contradiction majeure entre la poussée de la demande sociale d'éducation et la violence intacte du principe hiérarchique.

# De petite taille, il s'adapte à tous les formats...



A première vue, vous pouvez penser que les dimensions du nouveau CANON NP 200 (p. 54 cm, l. 11 cm, h. 29 cm) limitent ses performances. Effectivement, sa taille est à peu près la moitié de celle des copieurs de table habituels. Et pourtant, il est capable de fournir les mêmes prestations qu'un copieur plus imposant. Pour commencer, il accepte un choix large de formats de papier, du format 14 x 21,6 cm au 29,7 x 42 cm. Il peut aussi reproduire pages de livre tout aussi bien que les objets tridimensionnels. Et tout ceci, à la vitesse impressionnante de 20 copies à la minute. Sans avoir à modifier son rythme de travail,

un système d'alimentation manuel permet de changer le format et le type de support sans avoir à manipuler les papiers.

Bien entendu, à toutes ces différentes performances vient s'ajouter une excellente qualité copie.

Donc, en choisissant le CANON NP 200, vous êtes enfin satisfait sur tous les plans.



## Canon

Je souhaite recevoir d'une seule fois la documentation concernant le Canon NP 200 et les autres Copieurs Canon. Pour cela, je remplis et renvoie ce coupon à : Canon France S.A., Indemnité 12. Le Bureaucratic, Direction, Tel. 01 85 33 34 34. Pour la Belgique, Canon Belgium S.A., Indemnité 12. Pour les autres pays, veuillez vous adresser au siège social. Canon Amsterdam N.V., P.O. Box 7407, 1008 AC Amsterdam, Pays-Bas.

NOM : \_\_\_\_\_ SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_ ADRESSE : \_\_\_\_\_ TÉL. : \_\_\_\_\_

مكاتب الأصيل







## THÉÂTRE

## «GRAND ET PETIT», de Botho Strauss

## Un gadget à la mode

**LOUIS MARCORELLES.**

★ Le prix des Journées cinématographiques de Liège a été attribué au film belge *De Wille van de Bende* de Bobbe de Hart, également obtenu le Prix public.

seize-vingt-quatre ans. Antoin Co-  
dier devient journaliste, puis hi-  
rien de la danse, Jean Laurant a  
soutenu Maurice Béjart à ses débuts.  
Il avait créé avec lui le Ballet  
Pérou, qui aboutit à la formation  
d'une création de chorégraphes  
« Sympathie pour un homme ar-  
en 1933. Il avait collaboré aux revues  
« Art et Danse » et « Les  
Perspective ».

■ Des « perfectionnistes » sont  
sentées par M. Kitchen au Centre  
américain du boulevard Raspail,

■ Les maîtres musiciens Jakoubek, ces musiciens du Rif algérien dont la tradition remonte aux millénaires, et qui peuvent, fin prodigieux, la même note, chant un rituel à la Maison

■ La grande vente d'œuvres d'art chez Sotheby's, à New-York, peintures impressionnistes et modernes a atteint, le mardi 23 octobre, un total de plus de 18,5 millions de dollars. Plusieurs tableaux d'« impressionnistes » ont été vendus pour 1 million de dollars, et les deux fils de Jean Dauterive ont atteint 2 millions de dollars; une œuvre cubiste de Pablo Picasso, « Femme assise », a été vendue pour 2 millions de dollars (1919), 2 millions de dollars un Watteau de 1917, 1,4 million de dollars, et des « Nymphéas » de Monet, 1 000 000 dollars. Une toile de 1917, « Océan vendant des boues », a été vendue 450 000 dollars.

■ Les maîtres musiciens Jakubow, ces virtuoses du RIF, incarnent dans la tradition remonte de millénaires, et qui peuvent ainsi produire la même note, ment un régal à la Maison

**BON DE RÉSERVATION PAR CORRESPONDANCE**

Pour vous assurer les meilleurs places, louez immédiatement par correspondance. ☐ ☐ prend fin 14 jours avant chaque spectacle, au moment de l'ouverture de la location aux guichets du Palais des Congrès "Renseignements - Téléphone : 758.22.53". Remplissez le ☐ réservation ci-dessous et retournez-le rapidement au Palais des Congrès (CHANTAL GUYA, Porte Maillot, 75017 Paris, en indiquant trois dates par ordre de préférence. Si vos places ne vous parviennent pas 8 jours avant la première date choisie, faites immédiatement une réclamation ☐ au Palais des Congrès. Aucune réclamation ne sera admise après la séance.

NOM: \_\_\_\_\_ TÉL.: \_\_\_\_\_

ADRESSE: \_\_\_\_\_

NOMBRE DE PLACE(S): \_\_\_\_\_ PRIX: \_\_\_\_\_

DATES: LE \_\_\_\_\_ LE \_\_\_\_\_ OU LE \_\_\_\_\_

Ci-joint le règlement ☐ F \_\_\_\_\_ par chèque bancaire ☐ postal 3 volets (royer la mention intitulé) l'ordre ☐ GALAS ☐ ÉTOILES CHANTAL GUYA ☐ une enveloppe (timbrée pour l'envoi ☐ billets.

PLACES ☐ F \_\_\_\_\_

LOCATION ÉGALEMENT OUVERTE TOUTES AGÈRES.

A 14 h ☐ DECEMBRE 80 ☐ 3-7-14-21-22-23-24-26-27-28-29-30-31  
 DECEMBRE 2 représentations à 14 h 15 et 16 h 45 ☐

JANVIER 81 à 14 h 30: 2-3-4-7- \_\_\_\_\_ 25 Décembre ☐ 1<sup>er</sup> Janvier à 15 h ☐

Location aux guichets du Palais ☐ Congrès tous ☐ jours ☐  
 12 h 30 à 19 h - Location ☐ téléphone 758.21.34 ☐ les jours ☐  
 9 h à 19 h. ☐

[illegible]



MERCREDI 29 OCTOBRE

EXPOSITION

La FIAC au Grand Palais

(Suite de la page 14)

Il n'est son nom plus connu que son œuvre. C'est la première fois qu'une galerie privée, la galerie Grunwald, en expose autant, en provenance notamment de l'atelier de l'artiste par un ensemble d'art moderne trop heureux de l'occasion.

Et c'est aussi grâce à un héritage qu'on voit des Picasso jamais vus. Quelques-uns sont des œuvres d'après, d'autres des dessins recueillis par Marina, qui les destine à une fondation au bénéfice des enfants handicapés. On trouve là un monumental et très étonnant dessin de 1934, prélude à l'imagerie dramatique de Guernica, une œuvre aussi monumentale sculpture en fer soudée, une de ses premières, dont la technique fut apprise chez Gonzalez. Autour, un précieux ensemble de petits dessins : « El loco », « le Fou », de Goya, un « Portrait d'Angelina », d'Ingres, une aquarelle de Turner, un pastel de Degas, un lavas de Géricault.

Et pouvait-on s'attendre à trouver aussi vingt-six Mondrian, des paysages de ses débuts figuratifs à ses compositions géométriques les plus typiques ? Seul, M. Sidney Janis, le marchand, qui, en son temps, fut l'un des plus importants de la scène de New-York, pourrait aligner autant sur deux petites salles.

En quelques pas, on arrive dans une galerie où Londres, chez Aberbach, qui présente une œuvre de Hundertwasser, une œuvre flamme. En quelques autres, chez Benard (Genève), où l'on voit des toiles de ce peintre suisse qu'est Tal Coat. On est au cœur de la rétrospective new-yorkaise chez Franklin, avec les tableaux nus de Philip Pearlstein. Et on pourrait rester à Manhattan avec les deux artistes de la galerie MoMA : Lindner et Steinberg, le peintre graphiste et le peintre humoriste,

leur vision de l'Amérique colorée, crûment et critiquée avec tendresse, celle des deux Européens devenus plus Américains que nature ! De grands tableaux noirs, qu'on aime à travailler du pinceau et la lumière électrique, de Soutages occupent le plus clair de la galerie. France, à côté de Hartung, Caro et Gonzalez. Gonzalez, que Carmen Martinez présente plus amplement, avec ses œuvres de son frère et de sa fille. Denise Rast, avec ses œuvres fraîches et pimpantes géométriques d'Herbin et la sculpture ondulante d'Arp, et Soto, Cruz-Diez, Mortensen, Demarcos.

Galerie Beaubourg, on peut, d'un coup d'œil, parcourir les parcours accomplis par la sculpture de César, des premières figurations nouvelles expositions dans le bronze, à un ensemble de l'artiste d'interroger sur l'évolution de son œuvre.

Créer un marché intérieur

Naturellement, il n'y a pas de marché intérieur. C'est la figure moribonde, mais menacée avec un grand savoir-faire, et pour ainsi dire « à la mode » par les Brachot, à l'occasion de la FIAC. Mathias Fila présente, dans un espace figuratif proche, les œuvres plus récentes de Br. Fachetti à l'honneur d'un ensemble d'aquarelles d'Agosti, résultat de longues et patientes années de travail aujourd'hui bien maîtrisé : Fabian Boulakia, les peintures de Cornelle ; la galerie de Seine, des œuvres figuratives de Cuvier ; Gervais, une lourde sculpture de Mural et l'envoi gestuel de Sanderborg. Chez Broutin, des œuvres de Dill (1947), le bestiaire de Mimi et les petites sculptures de Dami Phung-Thi ; et chez Arlet, enfin, Doucet, avec ses œuvres de la période de la guerre, les peintures de Vargas et dans l'entrée, l'environnement monumental de Karvin.

Apparemment, on fait bonne figure au Grand Palais, mais les marchands sont les seuls à être satisfaits en raison des difficultés que connaît actuellement leur négoce. Ils savent que le marché de l'art reprend très lentement, l'inflation gâche, la loi sur l'exportation des œuvres d'art, mise en place sous le régime de l'Union européenne, a fait sentir plus durement les effets. Cette loi veut que les œuvres d'art de plus de vingt ans, lorsque l'artiste est décédé, ne puissent être exportées sans la permission des autorités. Pour les marchands, cela signifie ralentissements, frais supplémentaires et, finalement, une baisse d'achat en France. On n'y voit pas la loi, mais on voit la crainte de la voir, au mieux, présentée par les musées, ou pire bloquée par les douanes. Mise en place à l'origine pour éviter le drainage des chefs-d'œuvre au détriment du patrimoine national, elle a pour effet secondaire de mettre en difficulté le marché de l'art en France, qui vit à plus de 70 % sur ses exportations vers l'étranger. Les Français achètent peu et les étrangers sont dissuadés d'acheter en raison des difficultés administratives et bureaucratiques, aggravées par le nombre des réflexes auxquels elle ne peut faire face.

La solution est la réduction du marché et, par voie de conséquence, des difficultés accrues pour les artistes. Il est vrai que les pays détenteurs d'un patrimoine artistique comme l'Italie, l'Angleterre et la France se ferment, mais comment compenser cette perte à l'exportation, perte qu'attendent les chiffres en baisse transmise depuis une dizaine d'années ? En créant un marché intérieur, disent les marchands. C'est la façon de prendre des garanties sur l'avenir du patrimoine tout en aidant les artistes qui sont les fournisseurs de ce patrimoine. Ils demandent aussi que l'Etat encourage les collectionneurs et mette en place des incitations appropriées.

Car on sait bien que, volontairement ou non, les collectionneurs travaillent pour le patrimoine. Le meilleur de ce qu'ils amassent prend, tôt ou tard, le chemin des musées.

JACQUES MICHEL

La FIAC au Grand Palais. Jusqu'au 29 octobre. Tous les jours, de 12 à 20 heures, le mardi et le vendredi jusqu'à 18 heures.

Deux Français figurent au palmarès de la troisième Triennale de la photographie de Fribourg, en Suisse : M. Bernard (Nantes) a obtenu l'un des deux premiers prix dans la catégorie noir et blanc et Mme Suzanne Satho (Paris) a reçu un prix spécial. Toutefois, le grand prix de cette manifestation, le « Grand Prix », n'a pas été attribué.

JAZZ

Tony Scott au Club Saint-Germain

La densité du cri

Soixante ans écoulés, le cri est resté, la bouche grise, longue et saillante en pointe, affaibli de charnière et de velours moussu, mais à une trépidation des épaules. Tony Scott est un digne de participer. Au Club Saint-Germain où l'ensemble l'ensemble trio de Mervin Vander, des invités de passage le rejoignent, au gré des soirs et des semaines : Michel de Villers, l'argentin en son piano et ses interventions éloquentes, ou Aldo Romano pour un chorus puissamment sur Nigra de Toulon.

Tony Scott, le jeu de haut en bas, en face. Bien sûr, il s'agit de blues ou quelque chose de (Lower Man) sur la pointe de l'arche, à la limite du son et du souffle, mais ce n'est que mieux d'élancer. Et avec la fragilité de la clarinette, il passe. Au fond, sur son bord d'échine, il s'est pas l'air de jouer avec la violence, et la rage de vivre, de ces improvisations que l'on dit « blues ».

Dans le mouvement

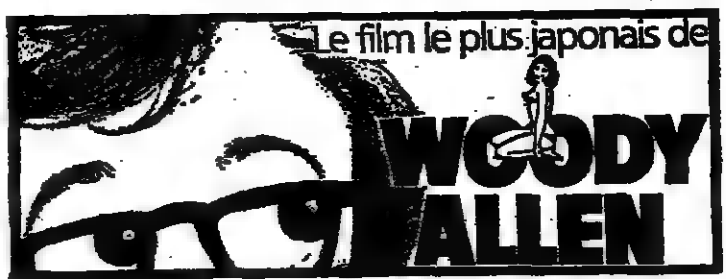
Spécialement, le mouvement est fort. Mais si, par instant, la musique se semble plus contrainte, son compas à ce point, que l'on dirait forcé, de la dimension, l'ensemble du jeu est là pour convaincre. C'est dans le mouvement, plutôt que dans la pose, qu'excellait Tony Scott. Dans la façon qu'il a d'attacher une musique au silence, et une note au souffle. Comme s'il lui avait seulement les notions de ces musiques occidentales qu'il a connues très tôt. Et comme s'il sentait, en un temps très réduit, leur façon d'insérer au climat et d'y chercher, jusqu'à l'inspiration, la densité du cri.

C'est qu'après avoir joué avec tous les grands du jazz, de Duke Ellington à Bill Evans, après avoir figuré dans tous les palmarès, « pools » et autres tableaux d'honneur, Tony Scott a été un des premiers à visiter l'Amérique-Orient, jouant, enregistrant à tour de bras, prompt à échanger toutes les expériences, sans oublier des notes que gémissent de sa poitrine.

Apparemment, il n'a pas trouvé la réponse que, par là, on trouve à-bas. Et c'est tout mieux !

FRANÇOIS MARMAISON

Club Saint-Germain, 12, rue Saint-Sauveur, à partir de 22 h. 30. Du 27 octobre au 8 novembre : Les Kocins, avec René Urtreger, Alby Ollier et Al Lortie.



Le film le plus japonais de WOODY ALLEN

PUBLICIS ELYSEES • PARAMOUNT ELYSEES • PARAMOUNT MAILLOT  
PARAMOUNT OPERA • PARAMOUNT ODEON • PARAMOUNT MONTMARTRE  
GALVANT LES HALLES • STUDIO ALPHA • PARAMOUNT MARYVAUX  
MAX LINDER • PARAMOUNT MONTMARTRE • PARAMOUNT ORLÉANS  
PARAMOUNT GODELINS • PARAMOUNT GALAXIE • PARAMOUNT BASTILLE  
PASSY • CONVENTION ST CHARLES • 3 SECRETAN

Programmation : VILLAGE Monty • PARAMOUNT La Vierge • PARAMOUNT City • CLUB Debussy  
BIBI BARRY St Antoine • ARTEL Cinéma • PARLY 2 • CARTELOIR Paris  
FIMCARS Elysees • VILLY • ALPIA Argenteuil • MIEUX Montreuil • ARTEL Nanterre  
UCC Pissy • FLANDES Sarcelles • ARTEL Boulogne

UN CHEF D'ŒUVRE

PIERRE BILLARD le point

un film de CLAUDE SAUTET

Un mauvais fils

PATRICK DEWAERE  
BRIGITTE FOSSEY  
JACQUES DUFLHO  
CLAIRE MAURIER  
YVES ROBERT

★

"A voir en priorité !"

ROBERT CHAZAL - FRANCE SOIR

"Un chef-d'œuvre moderne. Si vous n'en voyez qu'un, il faut voir celui-là !"

CLAUDE BAIGNERES - LE FIGARO

PROLONGATION EXCEPTIONNELLE

JUSQU'AU SAMEDI 25 OCTOBRE AU CAFÉ DE LA GARE

20 h 30 : LA TRANSATLANTIQUE

Guillem AZERTHOPE et Christian PEREIRA.  
... à l'heure de l'après-midi ...

22 h 30 : LE BASTRINGUE, ETC...

Karl VALENTIN - Spectacle de Guiré AZERTHOPE avec le FÉMINAL AZERTHOPE ILLIMITÉ.  
Grandeur et décadence d'un spectacle de bastingue...  
41, rue du Temple (9) - 01-52-52-51

ODEON THEATRE NATIONAL

reçoit des troupes étrangères prestigieuses.

20h30

Théâtre du Peuple de Beijing

LA MAISON DE THÉ

mise en scène de Chen Chaun

29 octobre

2 novembre

PETIT MONTMARTRE

exercices de styles

QUENEAU

DANIELE LEBRUN  
JACQUES SEILER - JACQUES BOUDET

"Keskonsmar!"  
L'EXPRESS

"Un délice!"  
LE FIGARO MAGAZINE

"Voilà un spectacle qui va faire un triomphe, qui est parti pour toute l'année, que dis-je, pour plusieurs années."

"Il n'est pas question de trouver à Paris spectacle plus drôle et plus intelligent."

"Toute la ville ira voir ce spectacle."

LOCATION : 320.89.80

SORTIE LE 5 NOVEMBRE

FELLINI LA CITÉ DES FEMMES



MARCELLO MASTROIANNI

avec ANNA PRUCNAL • BERNICE STEGERS • DONATELLA DAMIANI • IOLESDAN • ETTORRE MANNI  
Sujet et scénario FEDERICO FELLINI • BERNARDINO ZAPPONE • collaboration au scénario BRUNELLO RONDÌ • musique de LUIS BACALOV



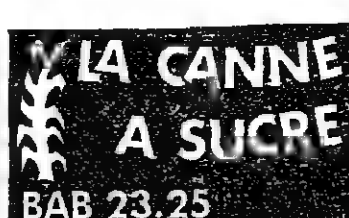
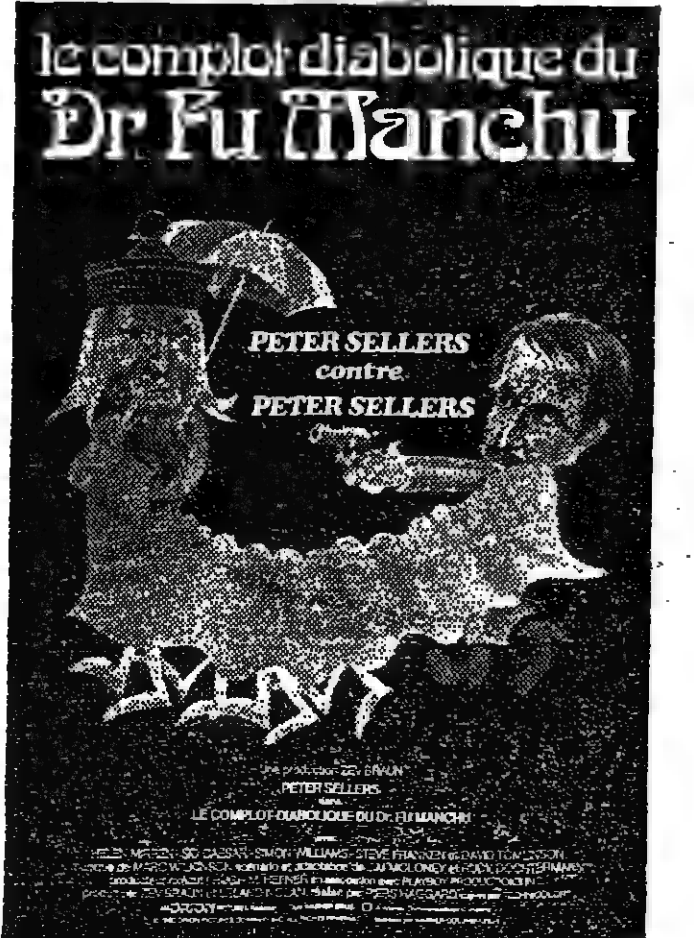
GAUMONT COLISEE VO - UGC MARRITZ VO - HAUTEFEUILLE VO  
 QUARTIER LATIN VO - STUDIO DE LA HARPE HUCHETTE VO  
 LA PAGODE VO - FORUM DES HALLES VO - PLM SAINT-JACQUES VO  
 GAUMONT RICHELIEU VO - LE FRANÇAIS VO - MONTPARNASSE VO  
 GAUMONT CONVENTION VO - NATION VO - CYRANO Versailles  
 BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais



MARIGNAN - MONTPARNASSE 65 - BERLITZ - CLICHY PATHE  
 BANTON - CAPRI - MISTRAL - FAUVETTE  
 SAINT-LAZARE PASQUIER  
 PATHE Belle-Epine - ARGENTEUIL - LES 4 FERRAY  
 AVIATIC La Bourget - CLUB - PATHE Champigny  
 CLUB Colombes



PARADISE CHAMPS ÉLYSÉES VO - PARADISE MARRITZ VO - STUDIO SERVICES VO  
 PARAMOUNT MARLEY VO - PARAMOUNT OPÉRA VO - PARAMOUNT MARRITZ VO  
 PARAMOUNT BASTILLE VO - PARAMOUNT MONTMARTRE VO - PARAMOUNT MONTPARNASSE VO  
 PARAMOUNT ORLÈANS VO - ST CHARLES CONVENTION VO - BOULEVARD DES HALLES VO  
 PARAMOUNT La Vierge - PARAMOUNT 04 - CIL Versailles - ARTEL Saint  
 ARTEL Vincennes 11 Cinéma



GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES VO - HAUTEFEUILLE VO  
 GAUMONT LES HALLES VO - MAYFAIR VO - QUINTETTE VO - FRANÇAIS VF  
 GAUMONT RICHELIEU VF - MONTPARNASSE PATHÉ VF - CLICHY PATHE VF  
 3 NATIONS VF - GAUMONT SUD VF  
 CYRANO Versailles - BELLE ÉPINE Thiais - PATHE Champigny  
 TRICYCLE Asnières - UGC Poissy - 3 VINCENNES - FRANÇAIS Enghien VO  
 GAUMONT Evry - VÉLIZY 2 - ARIEL Rueil

**Orange Mécanique... Barry Lyndon...  
 et maintenant,  
 la terreur selon Stanley Kubrick...**



**SHINING**  
 un film de STANLEY KUBRICK  
 JACK NICHOLSON SHELLEY LONG "SHIRLEY" SEAMAN CROTHERS DANNY LLOYD  
 STEPHEN KING STANLEY KUBRICK & DAVID JOHNSON STANLEY KUBRICK JAN TAPLAN

ACTUELLEMENT

CATHERINE DENEUVE  
 GERARD DEPARDEU  
 JEAN POIRET

**LE DERNIER METRO**

un film de FRANÇOIS TRUFFAUT



GRAT  
**VOYAGEZ**  
 de Georges Leduc  
 THEATRE DE L'AQUARIUM  
 CARTOUCHERIE - 374 95 31

**PLUTOT**  
 D E N  
 du 14 oct. au 16 nov.

**la Révolte**

Villiers de l'Isle-Adam  
 mise en scène de  
 Alain Halls-Halle

En co-réalisation avec  
 la Comédie-Française  
 Location 325 70 32

UGC MARRITZ - CANTIER - UGC OPÉRA - ORNÈVEVILLE - MONTPARNASSE - BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET PARNASSE  
 CYRANO Versailles - ARTEL Nogent - FRANÇAIS Enghien



En complément de programme : « LE PÈRE GOUPIL », de Romain GOUPIL

MERCREDI 29



avec la participation de MICHEL - MARTINE - ALAIN - VALÉRIE - JEAN-PIERRE  
 ROBIN - SARCÉY - DOUTÉY - TAILHADE

théâtres

SPECTACLES NOUVEAUX

Cartoonville  
 19 h 30  
 20 h 30  
 21 h 30  
 22 h 30  
 23 h 30  
 24 h 30  
 25 h 30  
 26 h 30  
 27 h 30  
 28 h 30  
 29 h 30  
 30 h 30  
 31 h 30  
 32 h 30  
 33 h 30  
 34 h 30  
 35 h 30  
 36 h 30  
 37 h 30  
 38 h 30  
 39 h 30  
 40 h 30  
 41 h 30  
 42 h 30  
 43 h 30  
 44 h 30  
 45 h 30  
 46 h 30  
 47 h 30  
 48 h 30  
 49 h 30  
 50 h 30  
 51 h 30  
 52 h 30  
 53 h 30  
 54 h 30  
 55 h 30  
 56 h 30  
 57 h 30  
 58 h 30  
 59 h 30  
 60 h 30  
 61 h 30  
 62 h 30  
 63 h 30  
 64 h 30  
 65 h 30  
 66 h 30  
 67 h 30  
 68 h 30  
 69 h 30  
 70 h 30  
 71 h 30  
 72 h 30  
 73 h 30  
 74 h 30  
 75 h 30  
 76 h 30  
 77 h 30  
 78 h 30  
 79 h 30  
 80 h 30  
 81 h 30  
 82 h 30  
 83 h 30  
 84 h 30  
 85 h 30  
 86 h 30  
 87 h 30  
 88 h 30  
 89 h 30  
 90 h 30  
 91 h 30  
 92 h 30  
 93 h 30  
 94 h 30  
 95 h 30  
 96 h 30  
 97 h 30  
 98 h 30  
 99 h 30  
 100 h 30

On n  
 Bea  
 ont ét

مكزامن الأصل















## Les nouveaux snobs de l'Orient-Express

**Printemps**  
Maximum Nouveaux Prix 2 Collections

**Sea**  
**Seas**



LA PROVINCE DU MINHO

« Jardim do Portugal »

L'ARROGEMENT mûrit, le sur-nom de « Jardim do Portugal », dont une ancienne tradition a gratifié le Minho, cette province à peu près carrée, d'environ 100 kilomètres de côté, bordée par le Douro au sud et qui, depuis Porto, occupe sur la carte tout le nord du pays, jusqu'à filtrer dans ses dernières marches avec la Galice espagnole. Un pays boisé, frais et vert, c'est vrai, doucement vallonné quand il ne se fait pas soudain, comme en proie à quelque imprévisible saute d'instrument, franchement escarpé et, dès lors, se coupe de ravins profonds.

Un pays toujours aimable, qui sait doser avec bonheur un savoureux mélange plaines-platons-vaux-vaux, et où les fleurs, l'été, carment à merveille la vigne, omniprésente, celle-ci n'a plus d'autre ressource que de se réfugier dans tous les arbres du verger, y grimpe sans vergogne jusqu'à mêler ses pampres aux feuillages, marquant ses grappes à la pomme, à l'abricot, au citron et même parfois à l'olive.

« Le paradis sur la terre », telle même le sur-nom propose une certaine lady Kelly, dont l'enthousiasme est un peu exagéré — traduit assurément l'amour immodéré, inconditionnel, que la vieille Anglaise, tout comme celle d'aujourd'hui, n'a jamais cessé de porter à cette terre hospitalière, au climat exceptionnellement courtis. Mais, attention ! Ce pays-là, il ne s'agit pas de le confondre (on aurait, d'ailleurs, vite fait de vous rappeler à moins d'écouter), surtout pas, sous peine de vous d'un seul coup deux voisins à la fois, avec l'Espagne riveraine. De grâce, ne mélangeons pas vinho verde et sangria, fado et fandango, pousadas et paradises.

Ces ces fameux rivières de noir, un fichu étroitement serré sur leurs chevrons blancs, qui portent à la mode mannequin 10 ou 15 kilos de fagots, de choux verts ou d'épis de maïs en équilibre sur leur tête, ressemblent fort à d'autres, rencontrées du côté de Grenade ou de Malaga ; ces rivières au pavé dodu, où le zingé qui s'abaisse devant chaque balcon d'une guirlande d'été ; ces petites à arêtes où le rouge d'un géranium chaque dans l'ombre comme un coup de pistolet ; ces églises, innombrables, où un air de guitare n'aurait rien d'incongru entre deux torrents d'orgue, on pourrait penser, à la première rencontre, et bien à tort, qu'on les avait déjà vus autre part.

Bien à tort : à l'évidence, ici nous sommes « ailleurs », sur une autre face de la même péninsule, où la langue, si elle a puisé aux mêmes sources, met cependant un point d'honneur à charmer moins hardi et moins fort des sentiments plus modérés, empreints d'une pudeur et d'une réserve qui surprennent. Finalement, l'affirmation provocante de sa virilité que proclame le voisin si volontiers démonstratif, finit l'élégance tapageuse. Nous sommes au pays de la saudade, la mélancolie malade nationale dont, faute d'avoir pu, ou su, se guérir on a bien fini par s'accommoder. « Un mal dont on jouit, un bien dont on souffre », dit-il pour le pédoncle, voici déjà trois siècles, un Francesco Manuel de Melo qui n'avait rien, pourtant, d'un sado-masochiste.

Cet état permanent de

Les ornières de Bragança  
« Jardim » ininterrompu, chaque nouveau tournant de la route réserve une nouvelle découverte, un nouveau point de vue, est en fait la plus sûre des richesses du Minho, qui justifie largement le séjour qu'il faut prévoir intéressant et imprévisible au volant d'une voiture et au gré des humeurs de chaque jour.

Et quand notre chère lady, décidément bien lyrique, n'hésite pas à comparer ces paysages à d'autres, immortalisés ceux-là par Poussin et Le Lorrain, puis évoque à leur propos l'Arcadie avant de glorifier enfin « la civilisation de l'olive, du vin et du

portugais ne pouvait pas ne pas façonner la physiologie du pays, modeler son visage, lui conférer une certaine gravité qui frise souvent la tristesse et ne se départit jamais d'une profonde retenue. Une ville comme Braga illustre à la perfection cette façon d'être. Capitale du Minho, surnommée la « Rome portugaise » tant elle a cessé l'alentour de la Sé, sa grande cathédrale, d'égaler tout en blanc et or où le baroque s'en est donné à cœur joie, et tant son calendrier compte de pieuses obligations. Braga, malgré ses fontaines à jeux d'eau, cent façades que la falence des azulejos habille souvent de la tête au talon, de belles places et des parterres fleuris comme des chaises, reste terriblement empêchée, pour ne pas dire franchement austère.

« Jardim » ininterrompu, chaque nouveau tournant de la route réserve une nouvelle découverte, un nouveau point de vue, est en fait la plus sûre des richesses du Minho, qui justifie largement le séjour qu'il faut prévoir intéressant et imprévisible au volant d'une voiture et au gré des humeurs de chaque jour.

Et quand notre chère lady, décidément bien lyrique, n'hésite pas à comparer ces paysages à d'autres, immortalisés ceux-là par Poussin et Le Lorrain, puis évoque à leur propos l'Arcadie avant de glorifier enfin « la civilisation de l'olive, du vin et du

FAITS ET CHIFFRES

Un prix pour les guides touristiques

Le développement du tourisme international durant les vingt dernières années a entraîné la multiplication des guides destinés au voyageur. C'est pourquoi l'Association française d'experts du tourisme a décidé de récompenser les meilleurs guides touristiques en délivrant aux guides qui publient des guides touristiques le prix de la « Maîtrise d'Or ».

Le prix sera remis au printemps 1981 pour la première fois par un jury composé de personnalités du tourisme international, d'écrivains et d'usagers. Les guides touristiques peuvent adresser à l'AFEST le règlement et ce prix (AFEST, 3, rue Camille - Tahan, 75011 Paris).

Un guide de l'environnement

Qu'est-ce qu'un « domaine public maritime » ? Que fait la « mission interministérielle pour l'aménagement de la Côte Aquitaine » ? « de la Corse » ? « de l'espace naturel méditerranéen » ? Quels sont les dispositifs de lutte contre les pollutions ? La réponse à ces questions figure dans le Guide pratique de l'environnement, qui a été publié par le ministère de l'Environnement.

Le guide passe en revue les composantes du cadre de vie et les techniques et juridiques mises en place par les pouvoirs publics pour le préserver.

Le service de l'information ministérielle de l'environnement est au cadre de via 104 rue de Javel 75015 Paris.

**COLD ENGLAND.**



**OLD ENGLAND**  
12, bd des Capucines, Paris.

**Voyagez Autrement...**

|                 |                |                    |
|-----------------|----------------|--------------------|
| TAHITI 6080     | 7 ju           | cost complet       |
| SEYCHELLES 5270 | incl. 600 F.F. | chaque prestations |
| MAURICE 5130    | incl. 700 F.F. | chaque prestations |
| KENYA 3830      | incl. 300 F.F. | chaque prestations |
| BRESIL 6050     | 10 ju          | cost complet       |

**ATTENTION**  
Tous nos voyages se font départ Paris sur lignes régulières. Pour chaque destination, vous avez un choix, dans la brochure : Hôtels, Excursions, Locations voitures, Transferts, de compagnie vous-mêmes votre voyage.  
\* Somme à débourser, soit sur place, soit en avance, assurances, taxes, en nos bureaux.

**nouveau monde**  
PARIS - Tél. : 322.42.42 - LILLE - Tél. : (03) 61.20.20  
NANTES - Tél. : (02) 52.52.72 - TOULOUSE - Tél. : (05) 52.52.52  
Demandez nos brochures : Vols - Hôtels - Locations  
Tours du Monde centre, 5 F.F. en timbres

**Vacances sans Français en Collèges anglais**  
DE VRAIES ECOLES DE LANGUES, 38 Rue de Chazy 92220 Neuilly Tél. 01-47-35-88

# Savoir où passer la nuit en Angleterre pour pas cher, c'est gratuit.

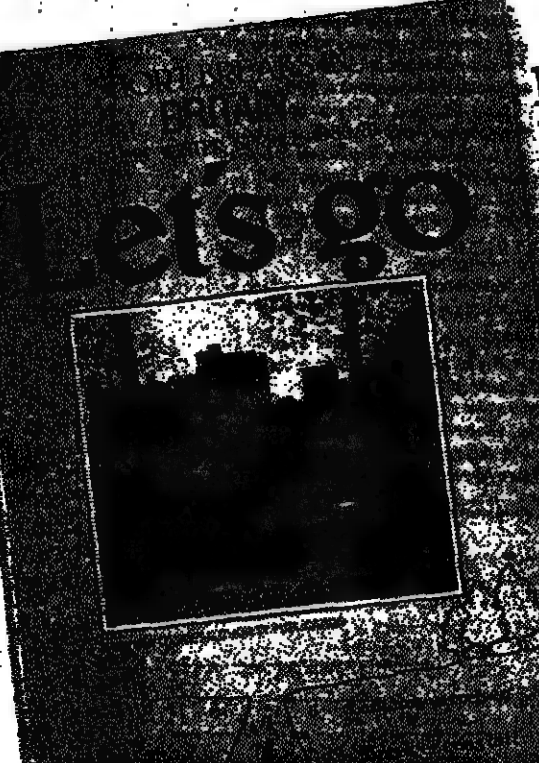
La brochure "Let's go" vous indique tous les petits hôtels et les auberges de campagne bon marché de Grande-Bretagne. Un conseil, découvrez l'Angleterre en hiver. C'est le moment où les prix sont les plus bas. Où la plupart des touristes sont partis, où les Anglais sont chez eux. Tout y est plus agréable : les promenades, le shopping, les petits villages de campagne.

Un exemple : à la Toussaint, "Let's go" vous propose 2 nuits dans une vieille auberge anglaise de votre choix pour 210 Francs. Et il y a plein d'autres bonnes surprises comme celle-ci. Pour les connaître, il suffit de demander la brochure "Let's go". Elle vous sera envoyée.

Pour un week-end, pour quelques jours, prenez le temps, prenez l'accent. C'est bon.



en Grande-Bretagne (jusqu'à 20 jours). Avec Seasppeed, tarifs spéciaux pour excursions jusqu'à 18 jours. Consultez votre Agence de Voyages.



**Demandez la brochure Let's go.**

Pour plus d'informations sur un séjour avec votre voiture en Grande-Bretagne à des prix réduits, renvoyez ce bon à l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME, 6, place Vendôme, 75001 Paris. Vous recevrez gratuitement la brochure "Let's go" avec une documentation SEALINK-SEASPEED.

Pour réserver votre séjour, contactez vous-même l'hôtel de votre choix. Et faites réserver la traversée par votre agent de voyages.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_





## Normes vertes

**LA COMPAGNIE AERIEENNE DES REGIONS**

\_\_\_\_\_

**LE KENYA MOINS CHER...**  
Séjour de 8 jours / 7 nuits à Nairobi:

**3.810 F**

Demandez la brochure  
**Visit AFRICA Service**  
dans toutes les agences  
de voyage  
ou retournez ce coupon à  
**Visit AFRICA Service**  
3, rue Meyerbeer 75442 PARIS Cédex 09  
Tél. : 824.13.22  
en coopération avec

**Kenya Airways**

Lic. A 945  
Je désire recevoir sans engagement  
la brochure KENYA 1980/1981

Nom.....  
Adresse.....  
Tél. ....



## VACANCES A LA NEIGE

Rien ne laisse prévoir que le tourisme hivernal subira le même tassement que celui enregistré au cours de l'été dernier. Bien au contraire, les millions de skieurs qui prendront le chemin de la neige au cours de la saison 1980-1981 ont fait le plein de réservations des stations comme jamais. Pyrénées, Massif central ou Alpes affichent presque complet. Toutefois, cette réelle bonne nouvelle de la montagne française pâtit de l'extrême concentration des vacances scolaires de février puisque, du 7 au 14 février 1981, les Parisiens se retrouveront, pour la première fois sur les pistes, avec les ressortissants des académies de Rennes, Nantes, d'Orléans, de Toulouse et de Clermont-Ferrand : un skieur sur deux ne trouvera pas de place dans les stations.

L'or blanc continue à faire la faveur des Français. Malgré l'inflation, les prix des remontées et de l'hébergement en altitude, les vacances à la neige demeurent abordables parce qu'on prend plus souvent en France la

durée de séjour relativement courte qu'est la semaine. La pratique du ski de fond et l'usage des stations-villages plus économiques que les « usines à ski » prouvent cependant que le skieur commence à compter et à rechercher les meilleurs rapports qualité-prix. Le deuxième Salon « Neige et Montagne », qui s'est ouvert le 24 octobre, lui donne l'occasion de choisir sa connaissance de cause la neige et de son porte-monnaie.

## Le ski et les recteurs

DEPUIS 1972, année de l'institution des zones de vacances durant le mois de février, la formule a prouvé son efficacité et son utilité. Cette répartition, qui isolait les académies de la région parisienne, a permis un meilleur étalement des congés et surtout une meilleure utilisation des équipements de sports d'hiver. La France scolaire en profite pendant trois semaines au lieu d'une seule.

A l'exception de la région parisienne, où, pour soulager la circulation du week-end, on préfère l'été, les zones de vacances scolaires sont routières vers les Alpes en hiver, la semaine du mercredi au mercredi, le schéma, initial toujours en vigueur, ne change pas.

général dans son ensemble satisfaction.

En revanche, pour février 1981, la programmation des zones de vacances scolaires aura de nombreuses conséquences économiques, comptant l'inconfort qui sera imposé aux skieurs : transports surchargés, pistes encombrées, attente aux remontées-pentes. Un skieur sur deux ne trouvera pas de place dans les stations.

Certes, le système des zones de vacances existe toujours, mais, pour la première fois, les académies de la région parisienne n'occupent plus une zone à elles seules.

En effet, la liberté octroyée depuis cette année aux recteurs de fixer les dates et la durée des grandes et petites vacances scolaires a permis de créer des zones de vacances scolaires à cholestérol, comme Paris, la semaine du 7 au 15 février. Ce télescopage involontaire a déjà provoqué un afflux de skieurs dans les stations de la région parisienne, déjà surchargées, pour accueillir les vacanciers, qu'ils voyagent en voiture ou en chemin de fer.



(Dessin de FLAUT.)

Construire l'imaginaire, c'est raconter la naissance des Aros, il s'agit de déjà contre la concentration dans le temps. « Elle a écrit-il, des effets pervers désastreux. Elle engendre tout d'abord la mise en place de nombreux équipements qui, ne sont utilisés que deux mois par an, provoquant un gaspillage des moyens. (...) Elle crée une flambée des prix. Lorsqu'on est en effet en présence d'une période où la demande excède l'offre, il s'ensuit un renchérissement artificiel du prix des vacances et, par voie de conséquence, une relance de l'inflation. »

### Excès de vacanciers

Aux Aros aussi, on s'est tourné vers l'étranger pour essayer de limiter les pertes de clientèle. Pour remédier aux difficultés de nombreux skieurs rencontrant pour se faire transporter par le S.N.C.F. jusqu'à Bourg-Saint-Maurice — la ligne desservant la vallée de la Tarentaise est à voie unique, — les Aros leur ont loué des cars.

Les stations des Pyrénées ne pourront même pas accueillir cet excès de vacanciers ; puisque le hasard a voulu que l'Académie de Toulouse se trouve au même moment en congé ! C'est l'annulation de l'été, que l'on passe les responsabilités pyrénéennes du tourisme à valent beaucoup investi auprès des Parisiens pour faire connaître leurs champs de neige ; en proposant des prix exceptionnels et attirés des trains spéciaux. Tout sera à refaire l'an prochain. — S.J.

ALAIN FOURMONT.  
(Lire la suite page 25.)

### LES CONGÉS DE FÉVRIER

- ZONE A**
  - Du 7 au 15 - Créteil ; Paris ; Versailles.
- ZONE B**
  - Du 8 au 15 - Clermont - Ferrand ; Nantes ; Orléans ; Rennes et Toulouse.
- ZONE C**
  - Du 15 au 22 - Aix-Marseille ; Besançon ; Bordeaux ; Dijon ; Montpellier ; Metz ; Nice ; Reims ; Rouen.
- ZONE D**
  - Du 22 au 29 - Amiens ; Brest ; Caen ; Clermont-Ferrand ; Grenoble ; Lyon ; Nancy ; Nantes ; Paris ; Rennes ; Strasbourg.

### « Semaine choc »

Les responsables des grandes maisons de tourisme, ceux des stations de La Plagne, de Plaine, des Aros, d'Avoriaz, sont unanimes pour dénoncer comme un non-sens cette adjonction. Ils regrettent que, dès la publication des calendriers de vacances, les pouvoirs publics ne se soient pas efforcés de corriger cette erreur.

« Pour la première fois en 1980, estime M. Robin, de La Plagne, la répartition a été à peu près satisfaisante avec l'ajout de la région Rhône-Alpes. On pouvait espérer pour 1981 un progrès et une stabilité des dates. C'est l'inverse qui se pro-

duit. Les Parisiens occupent, à plus de 90 % à eux seuls, les lits disponibles dans les Alpes françaises, où vont se loger les nouveaux venus ? L'offre va provoquer une chute de 50 % de la clientèle dans la zone C. »

Les personnes n'ayant pu trouver de place auront tendance à se tourner vers les stations autrichiennes, italiennes et suisses. Vacances plus chères et perte de devises.

« Le manque à gagner risquant d'être important, explique M. de la Porte du Theil, d'Avoriaz, notre station joue à fond la carte de l'étranger, où les stations françaises sont très appréciées, pour tenter de limiter au maximum les pertes. Une véritable politique de marketing permettrait de moduler les prix de location, car le prix constitue en réalité le seul moyen pour réguler la fréquentation des stations. Nous avons établi pour Avoriaz cinq catégories de clients de la « semaine choc » à la haute saison B ; ainsi, le prix d'un deux pièces varie de 1 000 F à 2 500 F. »

Les vacanciers de la zone A se voient donc imposer le tarif le plus élevé, alors que, ceux de Lille et de Strasbourg, étant hors zones de février, bénéficieront de prix très bas et d'espaces sur les pistes.

L'idéal pour les gestionnaires de lieux de villégiature et de détente consistait à obtenir, comme en République fédérale d'Allemagne, une programmation des vacances pour une période de six ans ou, au minimum, de trois ans. Une telle décision rendrait plus compétitives les stations françaises, offrirait une

meilleure occupation de l'habitat et, par voie de conséquence, une diminution des prix.

En effet, les vacances se vendent un an à l'avance, c'est-à-dire que, le 1<sup>er</sup> janvier 1981, les maisons de tourisme ouvriront leur campagne de promotion et de réservations pour 1982 sans connaître pour autant les dates de vacances scolaires en France.

Le créateur de la station des Aros, M. Roger Godin, estime qu'avoir laissé cinq académies fixer leurs vacances à la même période que la région parisienne représente un pas en arrière et surtout prouve une mauvaise gestion collective. Dans son livre

UNE SEMAINE DE VACANCES A LA NEIGE. EN HOTEL-CLUB, FORFAIT TOUT COMPRIS :

**9005 F**

\*Prix haute saison : 1815 F. Consultez le catalogue Havas Voyages « Vacances à la neige ».

**HAVAS VOYAGES**

21 av. de l'Opéra, Paris 1<sup>er</sup>, Tél. : 261.80.56 et 144 agences à Paris, banlieue et province.

découvrez...

**le livre blanc de la neige en massif central**

une très belle brochure de 32 pages illustrée, sur simple demande : (joindre 3 timbres à 1 F)

**DECOUVERTE DU MASSIF CENTRAL**

Dans 123 villages, nous sélectionnons pour vous plus de 100 hôtels : forfaits ski, fond, stages artisanat et cuisine régionale

31, rue Eugène Gilbert 63038 CLERMONT-FD Cedex

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

**SKI** au village au soleil de fond pour tous.

**VALLEE D'AOSTE**

Les Alpes côté soleil.

Merci de nous adresser votre documentation sur les différents forfaits de vacances à la neige.

ENVI, 23, rue de la Paix 75002 Paris

NOM : \_\_\_\_\_

PRENOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

**CHAINES A NEIGE en LOCATION**

et SKIS - Chaussures - Peris-les arts - Remonte-pente - Remonte-neige - Remonte-neige - Remonte-neige

867-27-01 **DETHY** 273-25-47

CAMPING - SKI - MONTAGNE

20, place des Voies - PARIS.

Les plaisirs de la neige pour tous avec les **RACKING AKILEINE** !

Vous aimez la neige, vous aimez le ski, vous aimez le soleil ? Ne restez plus à l'hôtel ou au café. Allez vous promener dans la station.

Grâce aux raquettes RACKING, vous pouvez enfin sortir des sentiers battus et aller où bon vous semble.

En vente chez votre détaillant en articles de sport.

Documentation et liste des points de vente de votre région en demandant à : **RACKING** - Rue du Stade - MONACO

**LE TYROL**

**LE PAYS QUI FÊTE L'HIVER.**

C'est au Tyrol que la vie moderne trouve son contraire : immensités immaculées, silencieuses, chalets centenaires, charme oublié des trépassés à cheval.

A chacun s'adapte découvrir le TYROL, en commençant par le miracle : tout simplement marcher, à pied, dans une nature quasiment inviolée.

Une grande variété d'équipements fait du TYROL le pays de la montagne pour tous. Les petits comme les grands pourront choisir leurs occupations : ski alpin, ski de fond, luge, natation (piscines couvertes chauffées), promenades en traineau ou à pied.

Tout se passe par le tunnel de l'Arberg. Le tunnel de l'Arberg : la porte qui ouvre sur le cœur enneigé de l'Europe.

le TYROL. En la poussant, vous laisserez derrière vous, la pollution, le bruit, la précipitation.

Allez voir votre agent de voyages ou renseignez-vous à : Office National Autrichien du Tourisme, 12, rue Aubert, 75009 PARIS. Tél. 742.78.57.

Office du Tourisme du Tyrol : « TYROL-INFORMATION » Bozener Platz, 6, A-6100 INNSBRUCK.

Vols quotidiens pour Innsbruck au départ de Paris, Nice et Luxembourg.

**Tyrol** autriche



VACANCES

# Le fond sans risque ?

UN million de skieurs glissent, cet hiver, sur les pentes du Jura, du Massif Central, des Vosges, des Alpes et des Pyrénées. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux cherchent pour la première fois, sur « planches » longues et étroites, convaincus que ce sport ne présente aucun danger. L'hiver 1979-1980 aura vu, en effet, aux stations de ski, une véritable explosion de la pratique de ce sport. Les accidents, cependant, ne sont pas en proportion avec le nombre de skieurs. Pourquoi ?

Le ski est un sport qui se pratique sur des pentes. Or, les accidents de ski sont le plus souvent dus à une mauvaise maîtrise de la descente. Les skieurs débutants, qui ne connaissent pas les techniques de descente, sont particulièrement vulnérables. Les accidents de ski sont donc, en grande partie, évitables. Il suffit de suivre quelques règles de sécurité et de se faire accompagner par un instructeur expérimenté.

L'engouement pour le ski a fait apparaître, ces dernières années, une véritable industrie du ski. Les fabricants de skis, de chaussures, de bâtons, de vêtements, ont tous profité de la vogue du ski pour augmenter leurs ventes. Mais, avec ce développement, il y a eu aussi une augmentation des accidents de ski. C'est pourquoi, il est important de se méfier des produits de mauvaise qualité et de privilégier les produits de marque.

Quant aux accidents de ski, ils sont, proportionnellement, plus fréquents chez les débutants que chez les skieurs expérimentés. Les accidents de ski sont donc, en grande partie, évitables. Il suffit de suivre quelques règles de sécurité et de se faire accompagner par un instructeur expérimenté.

## Pistes gelées

Le développement du ski a entraîné, ces dernières années, une véritable explosion de la pratique de ce sport. Les accidents de ski sont donc, en grande partie, évitables. Il suffit de suivre quelques règles de sécurité et de se faire accompagner par un instructeur expérimenté.

Les accidents de ski sont donc, en grande partie, évitables. Il suffit de suivre quelques règles de sécurité et de se faire accompagner par un instructeur expérimenté.

On peut enfin se demander si les accidents de ski sont vraiment en augmentation. Les statistiques montrent que le nombre d'accidents de ski a augmenté ces dernières années. Mais, si l'on tient compte du nombre croissant de skieurs, on constate que le taux d'accidents par skieur est en fait en baisse.

On peut enfin se demander si les accidents de ski sont vraiment en augmentation. Les statistiques montrent que le nombre d'accidents de ski a augmenté ces dernières années. Mais, si l'on tient compte du nombre croissant de skieurs, on constate que le taux d'accidents par skieur est en fait en baisse.

CLAUDE FRANCHILLON.

# Le prix des sommets

La crise économique n'a pas épargné le ski. Les prix des remontées mécaniques ont augmenté de 10 à 20 % ces dernières années. Les skieurs doivent donc se résoudre à payer plus cher pour profiter de leur sport préféré.

La crise économique n'a pas épargné le ski. Les prix des remontées mécaniques ont augmenté de 10 à 20 % ces dernières années. Les skieurs doivent donc se résoudre à payer plus cher pour profiter de leur sport préféré.

La crise économique n'a pas épargné le ski. Les prix des remontées mécaniques ont augmenté de 10 à 20 % ces dernières années. Les skieurs doivent donc se résoudre à payer plus cher pour profiter de leur sport préféré.

La crise économique n'a pas épargné le ski. Les prix des remontées mécaniques ont augmenté de 10 à 20 % ces dernières années. Les skieurs doivent donc se résoudre à payer plus cher pour profiter de leur sport préféré.

La crise économique n'a pas épargné le ski. Les prix des remontées mécaniques ont augmenté de 10 à 20 % ces dernières années. Les skieurs doivent donc se résoudre à payer plus cher pour profiter de leur sport préféré.

La crise économique n'a pas épargné le ski. Les prix des remontées mécaniques ont augmenté de 10 à 20 % ces dernières années. Les skieurs doivent donc se résoudre à payer plus cher pour profiter de leur sport préféré.

La crise économique n'a pas épargné le ski. Les prix des remontées mécaniques ont augmenté de 10 à 20 % ces dernières années. Les skieurs doivent donc se résoudre à payer plus cher pour profiter de leur sport préféré.

La crise économique n'a pas épargné le ski. Les prix des remontées mécaniques ont augmenté de 10 à 20 % ces dernières années. Les skieurs doivent donc se résoudre à payer plus cher pour profiter de leur sport préféré.

La crise économique n'a pas épargné le ski. Les prix des remontées mécaniques ont augmenté de 10 à 20 % ces dernières années. Les skieurs doivent donc se résoudre à payer plus cher pour profiter de leur sport préféré.

## Le Salon « Neige et Montagne »

Le Salon « Neige et Montagne » aura lieu, du 25 octobre au 2 novembre, au Palais des Expositions de Paris. Il sera consacré à tout ce qui concerne le ski et la montagne.

Le Salon « Neige et Montagne » aura lieu, du 25 octobre au 2 novembre, au Palais des Expositions de Paris. Il sera consacré à tout ce qui concerne le ski et la montagne.

Le Salon « Neige et Montagne » aura lieu, du 25 octobre au 2 novembre, au Palais des Expositions de Paris. Il sera consacré à tout ce qui concerne le ski et la montagne.

Le Salon « Neige et Montagne » aura lieu, du 25 octobre au 2 novembre, au Palais des Expositions de Paris. Il sera consacré à tout ce qui concerne le ski et la montagne.

## Janvier moins cher

Les augmentations des prix de ski sont elles aussi très élevées. Les skieurs doivent donc se résoudre à payer plus cher pour profiter de leur sport préféré.

# Prix Compacts Snecf

Cette année, prenez un bon départ pour la neige et partez SNCF à prix compacts. En choisissant bien la date de votre départ, si vous partez en famille, en couple ou en solo, vous pouvez bénéficier de réductions importantes. Si vous allez skier en Savoie, vous profiterez également de ces prix compacts, sur les nouveaux trains « Corail » de jour. En partant le vendredi et samedi après-midi, vous arriverez le soir à votre station. En partant le matin, vous serez dès l'après-midi au pied des pistes. Renseignez-vous dans les gares et les agences de voyages. La neige, allez-y tout schuss à prix compacts.

**Profitez des Tarifs 50**

**SNCF**



## A LA NEIGE

# Le ski et les recteurs

(Suite de la page 23)

Les votes de communications vers les Alpes, qui sont routières ou ferroviaires, atteignent pour la zone A la quasi-saturation. Les automobilistes, chaque année, plus en plus nombreux, ont une aggravation embouteillages.

Les départs et les retours des vacances d'hiver, principalement en zone A, posent à la S.N.C.F. des problèmes de circulation que ceux de l'été. Les départs n'ont lieu que d'une manière limitée : les Alpes, la Suisse, l'Autriche et l'Italie et une seule gare parisiennne supporte le trafic. La concen-

tration en zone A de huit accédées contracte la S.N.C.F. à une restriction de l'offre, souligne M. Poinçon, directeur adjoint de la direction commerciale voyageurs, notamment les 14 et 15 février où la S.N.C.F. la fois assurer les retours et la première zone et faire face aux départs de la deuxième zone. Nous avons déjà que 25 000 demandes de places-concettes ne pourront pas être satisfaites malgré la mise en place de trains supplémentaires et de suppléments de prix.

Les voyageurs sont satisfaits mais les recteurs ne sont pas satisfaits. L'absence de liaisons directes entre les zones A et B est un handicap pour la S.N.C.F. mais ne peut pas être corrigée. Les recteurs ne peuvent pas bloquer le matériel et bloquer en période de gros départs les trains quarts de son transport marchandises.

La S.N.C.F. ne peut pas bloquer le matériel et bloquer en période de gros départs les trains quarts de son transport marchandises.

la S.N.C.F. Il ressort que moins de 10 % des familles et seulement 5 % des familles d'enseignants seraient gérées par une telle mesure. Au mois de février, 50 % des familles des sports d'hiver ne seraient pas acceptées dans les stations françaises et les enseignants ne pourraient pas aller en vacances.

Cette situation aberrante, qui verra 40-50 % de la population en vacances contre 10-15 % l'an dernier, devrait inciter à une meilleure coordination. Que se soit les responsables des transports ou ceux des stations, tous mûrissent l'idée d'entendre pour dégrader des solutions appropriées aux problèmes posés par l'absence des vacances de février afin d'éviter de se retrouver en 1982 dans la même situation.

Si la libéralisation et la décentralisation des choix de congés représentent des progrès incontestables, il ne faut pas qu'elles produisent l'inverse de leur raison d'être, c'est-à-dire la congestion dans le temps et dans l'espace.

ALAIN FOURMENT.

## Deux mille lits à Briançon

La demande d'hébergement à altitude est telle que les opérations de promotion immobilière affichent des bilans flatteurs. Ce n'est plus l'euphorie du premier lustre des années 1970 ni leurs folles de béton, mais le marché porteur suscite dans tous les massifs des projets de remontées mécaniques et de lotissements.

Certains — notamment en Tarentaise — s'intègrent dans des plans d'aménagement arrêtés de longue date. D'autres se veulent des extensions de stations ou d'agglomérations plus ou moins coordonnées et suscitent des oppositions virulentes d'habitants ou de résidents secondaires. Il en est ainsi, à Chamonix, des propositions de remontées mécaniques formulées par M. Schmebelen sur le plateau du Cerny (le Monde du 30 août et du 6 octobre). Ainsi, à Briançon, des projets d'équipement du site du Front Saboté par le municipalité que dirige M. Paul Dijoud, maire (P.R.) et secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur.

Le groupe municipal n'a pas manqué de proposer aux habitants de Puy-Saint-Pierre et du maire délégué de ce hameau, M. Bernard Bérand. Soixante lettres de protestation ont été adressées à la commission des cartes touristiques nouvelles (U.T.N.) pour souligner le caractère inapproprié de cette urbanisation. « Pour l'objectif de l'impact en matière de projet de développement (des logements, un hôtel, des boutiques, des parkings) représente une emprise au sol équivalente à celle de 100 hectares de village », a écrit M. Bérand.

Le bulletin municipal de Briançon du 10 octobre 1980 déclare au maire : « L'aménagement du Front Saboté sera la source d'un développement de Serre-Chevalier et à la création de téléphérique des glaciers de la Meije. » Mais qui déplorait la pagaille créée par la Meije et la Griseuse et le viol d'un sanctuaire perpétré par la Meije ne manquera pas d'être inquiète pour Puy-Saint-Pierre.

ALAIN FAUJAS.

## LE JUGEMENT DES CHIFFRES

| 1980                      | Population | en %  |
|---------------------------|------------|-------|
| Zone A (7 au 17 février)  | 2 375 726  | 12,76 |
| Zone B (18 au 21 février) | 2 375 726  | 12,76 |
| Zone C (22 au 25 février) | 2 375 726  | 12,76 |
| Zone A (7 au 17 février)  | 2 375 726  | 12,76 |
| Zone B (18 au 21 février) | 2 375 726  | 12,76 |
| Zone C (22 au 25 février) | 2 375 726  | 12,76 |

## LES TRAINS DE NEIGE DE PROVINCE

- Lille - Bourg-Saint-Maurice : 17 h. 19 (19 décembre et 27 mars).
- Nantes - Saint-Gervais : 17 h. 44 (8 février).
- Nantes - Saint-Gervais - Bourg-Saint-Maurice : 18 h. 24 (20 décembre, 7 février et 28 mars).
- Metz - Bourg-Saint-Maurice : 6 h. 52 (14 février) et 20 h. 41 (tous les samedis du 10 janvier au 8 avril).
- Metz - Briançon - Bourg-Saint-Maurice - Saint-Gervais : 22 h. 02 (tous les vendredis du 19 décembre au 17 avril) et le 6 février et le 20 décembre, 14 février et 4 avril).
- La Havre - Rouen - Saint-Gervais : 17 h. 11 (19 décembre, 6 février et 27 mars).
- Rennes - Saint-Gervais : 21 h. 34 (17 février).
- Quimper - Saint-Gervais - Bourg-Saint-Maurice : 17 h. 11 (8 février).

## RÉSIDENCES

Campagne • Mer • Montagne

LES MEUBLES - Total placement : Studio équipé : 140 000 F. 3 pces 60 m2 meublé : 330 000 F. COQUELIER, Studio : 180 000 F. Cal. Valmer - Aligneville (79) 32-22-35

SAISIR : LES MEUBLES - Appartement 3 pces plain sud - 6.100 F le m2 - Cal. VALMER - TEL. (79) 32-22-35

## CALAIS RAMSGATE A/R

-35% Offre exceptionnelle "été saison" : si vous partez en vacances pour 2 semaines (du 15 juin au 15 juillet) de 35% de réduction sur l'aller-retour. Pour la même période et les mêmes conditions (jusqu'à 5). Ainsi, vous ne payez que 440 F A/R (au lieu de 710 F) pour une 305 et 5 passagers. Qui dit mieux ? Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou directement à Hovell Lloyd Paris. 20 rue de la Paix - PARIS 75002. Tél. 266.61.71

HOVELL LLOYD 278-75.05 24 rue de la Paix - 75002 Paris

**ANDRE JULLIEN CONSTRUIT A ST FRANCOIS LONGCHAMP**  
Savoie 1600 - 2300 mètres  
Accès facile : LYON 170 km (100 km autoroute) - GRENOBLE 105 km (56 km autoroute) - CHAMBERY 70 km - GARE SNCF : 12 km  
La flèche  
Au pied des plus beaux appartements et studios. Galerie marchande.  
Orientation plein sud.  
Livraison hiver 81.

**ELS USA**  
Cours d'anglais et séjours en Universités américaines  
DE VRAIES ECOLES DE LANGUES. 36 Rue de Chézay 92200 Neuilly Tel. 637-35-89

**Traversez la mer avec ou sans votre voiture**  
GRECE - CRETE - EGYPT - sur le Dana Sirena au départ d'Ancone  
TUNISIE - MALAGA sur le Dana Coronis au départ de Gênes  
Avec le Dana Coronis et le Dana Sirena, 2 paquebots fermes luxueux (stabilisateurs, air conditionné, night-club avec orchestre, piscine, salle de jeux pour enfants). Voitures gratuites ou prix dégressifs selon nombre de passagers et l'époque. Croisières • Séjours • Autotours • Mini-croisières  
Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou à Navitrance  
veuillez me faire parvenir votre brochure couleur :  
Nom :  
Adresse :  
C. postal : Ville :  
Agence greco-italienne NAVITRANCE 73, rue de la République 75002 Paris. Tél. 239 85 49

**des vacances pour tous neige et soleil**  
FRANCE / SUISSE / MEDITERRANEE ANTILLES / REUNION / INDE / NEPAL  
voyages vacances tourisme  
5, boulevard de Valenciennes 75015 PARIS  
Tél. (1) 528.20.00  
11, quai des Célestins 69002 LYON  
Tél. (78) 37.83.90  
52, av. du Président Kennedy 69000 LYON  
Tél. (78) 52.28.77  
20, rue de la Commanderie 54000 NANCY  
Tél. (83) 47.30.28  
bon pour une brochure gratuite

**Le Monde des PHILATELISTES**  
Dans le numéro de novembre (82 pages)  
LA « MARIANNE » DE DECARIS  
La littérature philatélique (suite)  
L'illustration des timbres français de 1980... et les nouveautés du monde entier  
Se vend dans les kiosques à journaux  
N° spécial sur demande : 11 bis, bd Haussmann, 75009 Paris. Tél. : (1) 246-75-23.

**Découvrez l'Amérique du Sud**  
Los Angeles 3790 F  
New York 2250 F  
Mexico 3340 F  
Bogotá 3700 F  
Quito 4520 F  
Lima 4290 F  
Santiago 6060 F  
Buenos Aires 4990 F  
Río de Janeiro 5390 F  
P.R. A/R, départ de Paris, Bruxelles, Luxembourg.  
EL CONDOR  
23, rue Dalmatie, 75014 Paris. Tél. : 322.30.26.  
Via les USA.  
Je souhaite recevoir votre documentation "Amérique du Sud".  
Nom :  
Adresse :  
Ville : Code postal :

**Le TRENTINO Italie convient à tout le monde, mais à toi en particulier.**  
Tous les sports d'hiver et beaucoup de neige. Viens au Trentino. Tu seras d'accord avec qui te l'ont proposé.  
Trentino, le nom de tes vacances  
PROVINCE AUTONOME DU TRENTINO SOUTIENNE LE TURISMO C.N. 3 (1980) 1981  
Associato al Turismo C.N. 3 (1980) 1981  
SINCO Trento - tel. (0461) 50.10.10, 50.10.11  
OFFICE NATIONAL ITALIEN DU TOURISME (SINCO)  
25, rue de la Paix - PARIS 75002  
Tél. 266.61.71







Jeux

échecs N° 888

INFILTRATION

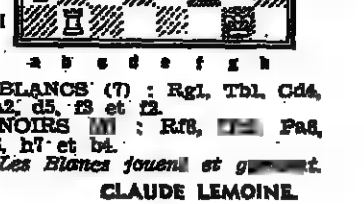
1. d4 Cg6 18. Tc1 (m)  
2. e4 f5 19. Tc2 (n)  
3. d5 f6 20. Tc3 (o)  
4. c3 d6 21. Dc4 (p)  
5. e4 d5 22. Dc5 (q)  
6. f4 f7 23. Dc6 (r)  
7. e5 f8 24. Dc7 (s)  
8. f6 g8 25. Dc8 (t)  
9. f7 g9 26. Dc9 (u)  
10. g8 h9 27. Dc10 (v)  
11. h9 i9 28. Dc11 (w)  
12. i9 j9 29. Dc12 (x)  
13. j9 k9 30. Dc13 (y)  
14. k9 l9 31. Dc14 (z)  
15. l9 m9 32. Dc15 (aa)  
16. m9 n9 33. Dc16 (ab)  
17. n9 o9 34. Dc17 (ac)  
18. o9 p9 35. Dc18 (ad)  
19. p9 q9 36. Dc19 (ae)  
20. q9 r9 37. Dc20 (af)  
21. r9 s9 38. Dc21 (ag)  
22. s9 t9 39. Dc22 (ah)  
23. t9 u9 40. Dc23 (ai)  
24. u9 v9 41. Dc24 (aj)  
25. v9 w9 42. Dc25 (ak)  
26. w9 x9 43. Dc26 (al)  
27. x9 y9 44. Dc27 (am)  
28. y9 z9 45. Dc28 (an)  
29. z9 aa 46. Dc29 (ao)  
30. aa ab 47. Dc30 (ap)  
31. ab ac 48. Dc31 (aq)  
32. ac ad 49. Dc32 (ar)  
33. ad ae 50. Dc33 (as)  
34. ae af 51. Dc34 (at)  
35. af ag 52. Dc35 (au)  
36. ag ah 53. Dc36 (av)  
37. ah ai 54. Dc37 (aw)  
38. ai aj 55. Dc38 (ax)  
39. aj ak 56. Dc39 (ay)  
40. ak al 57. Dc40 (az)  
41. al am 58. Dc41 (ba)  
42. am an 59. Dc42 (bb)  
43. an ao 60. Dc43 (bc)  
44. ao ap 61. Dc44 (bd)  
45. ap aq 62. Dc45 (be)  
46. aq ar 63. Dc46 (bf)  
47. ar as 64. Dc47 (bg)  
48. as at 65. Dc48 (bh)  
49. at au 66. Dc49 (bi)  
50. au av 67. Dc50 (bj)  
51. av aw 68. Dc51 (bk)  
52. aw ax 69. Dc52 (bl)  
53. ax ay 70. Dc53 (bm)  
54. ay az 71. Dc54 (bn)  
55. az ba 72. Dc55 (bo)  
56. ba bb 73. Dc56 (bp)  
57. bb bc 74. Dc57 (bq)  
58. bc bd 75. Dc58 (br)  
59. bd be 76. Dc59 (bs)  
60. be bf 77. Dc60 (bt)  
61. bf bg 78. Dc61 (bu)  
62. bg bh 79. Dc62 (bv)  
63. bh bi 80. Dc63 (bw)  
64. bi bj 81. Dc64 (bx)  
65. bj bk 82. Dc65 (by)  
66. bk bl 83. Dc66 (bz)  
67. bl bm 84. Dc67 (ca)  
68. bm bn 85. Dc68 (cb)  
69. bn bo 86. Dc69 (cc)  
70. bo bp 87. Dc70 (cd)  
71. bp bq 88. Dc71 (ce)  
72. bq br 89. Dc72 (cf)  
73. br bs 90. Dc73 (cg)  
74. bs bt 91. Dc74 (ch)  
75. bt bu 92. Dc75 (ci)  
76. bu bv 93. Dc76 (cj)  
77. bv bw 94. Dc77 (ck)  
78. bw bx 95. Dc78 (cl)  
79. bx by 96. Dc79 (cm)  
80. by bz 97. Dc80 (cn)  
81. bz ca 98. Dc81 (co)  
82. ca cb 99. Dc82 (cp)  
83. cb cc 100. Dc83 (cq)  
84. cc cd 101. Dc84 (cr)  
85. cd ce 102. Dc85 (cs)  
86. ce cf 103. Dc86 (ct)  
87. cf cg 104. Dc87 (cu)  
88. cg ch 105. Dc88 (cv)  
89. ch ci 106. Dc89 (cw)  
90. ci cj 107. Dc90 (cx)  
91. cj ck 108. Dc91 (cy)  
92. ck cl 109. Dc92 (cz)  
93. cl cm 110. Dc93 (da)  
94. cm cn 111. Dc94 (db)  
95. cn co 112. Dc95 (dc)  
96. co cp 113. Dc96 (dd)  
97. cp cq 114. Dc97 (de)  
98. cq cr 115. Dc98 (df)  
99. cr cs 116. Dc99 (dg)  
100. cs ct 117. Dc100 (dh)

deux principales étant 8... Tc8 et 8... f5. Le coup de 8... f5 est le plus sûr, car il empêche le blanc de jouer 9. d5. Après 8... f5, le blanc a deux possibilités : 9. d4 ou 9. e4. Dans les deux cas, le noir a une réponse facile. Si le blanc joue 9. d4, le noir joue 9... f6. Si le blanc joue 9. e4, le noir joue 9... f6. Dans les deux cas, le blanc a une position difficile. Le noir a donc une position avantageuse.

menant à la victoire. Le blanc a une position difficile. Le noir a donc une position avantageuse.

donne de ce match, qui est considéré comme un des meilleurs de l'histoire du jeu d'échecs. Le blanc a une position difficile. Le noir a donc une position avantageuse.

Après avoir attaqué le valet de cœur resté maître, Ouest a contre-attaqué la 10 de carreau. Comment Perron, en Sud, a-t-il gagné ? Les Blancs jouent et gagnent.



ÉTUDE B. et M. PLATOV (1905)

bridge N° 885

LES DAMES DE VALKENBURG

La meilleure joueuse du monde pour le jeu de la carte, Rixi Markus, n'a pas participé aux VI<sup>es</sup> Olympiades. Elle a été remplacée par sa sœur, qui a également une très bonne réputation.

Le tournoi a été très intéressant. Les joueuses ont montré un très bon niveau de jeu.

Le tournoi a été très intéressant. Les joueuses ont montré un très bon niveau de jeu.

Le tournoi a été très intéressant. Les joueuses ont montré un très bon niveau de jeu.

Le tournoi a été très intéressant. Les joueuses ont montré un très bon niveau de jeu.

dames N° 131

HAUTE VOLTIGE SUR TROIS THÈMES

1. 32-38 18-24 34-38 18-24  
2. 32-38 18-24 34-38 18-24  
3. 32-38 18-24 34-38 18-24  
4. 32-38 18-24 34-38 18-24  
5. 32-38 18-24 34-38 18-24  
6. 32-38 18-24 34-38 18-24  
7. 32-38 18-24 34-38 18-24  
8. 32-38 18-24 34-38 18-24  
9. 32-38 18-24 34-38 18-24  
10. 32-38 18-24 34-38 18-24  
11. 32-38 18-24 34-38 18-24  
12. 32-38 18-24 34-38 18-24  
13. 32-38 18-24 34-38 18-24  
14. 32-38 18-24 34-38 18-24  
15. 32-38 18-24 34-38 18-24  
16. 32-38 18-24 34-38 18-24  
17. 32-38 18-24 34-38 18-24  
18. 32-38 18-24 34-38 18-24  
19. 32-38 18-24 34-38 18-24  
20. 32-38 18-24 34-38 18-24  
21. 32-38 18-24 34-38 18-24  
22. 32-38 18-24 34-38 18-24  
23. 32-38 18-24 34-38 18-24  
24. 32-38 18-24 34-38 18-24  
25. 32-38 18-24 34-38 18-24  
26. 32-38 18-24 34-38 18-24  
27. 32-38 18-24 34-38 18-24  
28. 32-38 18-24 34-38 18-24  
29. 32-38 18-24 34-38 18-24  
30. 32-38 18-24 34-38 18-24  
31. 32-38 18-24 34-38 18-24  
32. 32-38 18-24 34-38 18-24  
33. 32-38 18-24 34-38 18-24  
34. 32-38 18-24 34-38 18-24  
35. 32-38 18-24 34-38 18-24  
36. 32-38 18-24 34-38 18-24  
37. 32-38 18-24 34-38 18-24  
38. 32-38 18-24 34-38 18-24  
39. 32-38 18-24 34-38 18-24  
40. 32-38 18-24 34-38 18-24  
41. 32-38 18-24 34-38 18-24  
42. 32-38 18-24 34-38 18-24  
43. 32-38 18-24 34-38 18-24  
44. 32-38 18-24 34-38 18-24  
45. 32-38 18-24 34-38 18-24  
46. 32-38 18-24 34-38 18-24  
47. 32-38 18-24 34-38 18-24  
48. 32-38 18-24 34-38 18-24  
49. 32-38 18-24 34-38 18-24  
50. 32-38 18-24 34-38 18-24  
51. 32-38 18-24 34-38 18-24  
52. 32-38 18-24 34-38 18-24  
53. 32-38 18-24 34-38 18-24  
54. 32-38 18-24 34-38 18-24  
55. 32-38 18-24 34-38 18-24  
56. 32-38 18-24 34-38 18-24  
57. 32-38 18-24 34-38 18-24  
58. 32-38 18-24 34-38 18-24  
59. 32-38 18-24 34-38 18-24  
60. 32-38 18-24 34-38 18-24  
61. 32-38 18-24 34-38 18-24  
62. 32-38 18-24 34-38 18-24  
63. 32-38 18-24 34-38 18-24  
64. 32-38 18-24 34-38 18-24  
65. 32-38 18-24 34-38 18-24  
66. 32-38 18-24 34-38 18-24  
67. 32-38 18-24 34-38 18-24  
68. 32-38 18-24 34-38 18-24  
69. 32-38 18-24 34-38 18-24  
70. 32-38 18-24 34-38 18-24  
71. 32-38 18-24 34-38 18-24  
72. 32-38 18-24 34-38 18-24  
73. 32-38 18-24 34-38 18-24  
74. 32-38 18-24 34-38 18-24  
75. 32-38 18-24 34-38 18-24  
76. 32-38 18-24 34-38 18-24  
77. 32-38 18-24 34-38 18-24  
78. 32-38 18-24 34-38 18-24  
79. 32-38 18-24 34-38 18-24  
80. 32-38 18-24 34-38 18-24  
81. 32-38 18-24 34-38 18-24  
82. 32-38 18-24 34-38 18-24  
83. 32-38 18-24 34-38 18-24  
84. 32-38 18-24 34-38 18-24  
85. 32-38 18-24 34-38 18-24  
86. 32-38 18-24 34-38 18-24  
87. 32-38 18-24 34-38 18-24  
88. 32-38 18-24 34-38 18-24  
89. 32-38 18-24 34-38 18-24  
90. 32-38 18-24 34-38 18-24  
91. 32-38 18-24 34-38 18-24  
92. 32-38 18-24 34-38 18-24  
93. 32-38 18-24 34-38 18-24  
94. 32-38 18-24 34-38 18-24  
95. 32-38 18-24 34-38 18-24  
96. 32-38 18-24 34-38 18-24  
97. 32-38 18-24 34-38 18-24  
98. 32-38 18-24 34-38 18-24  
99. 32-38 18-24 34-38 18-24  
100. 32-38 18-24 34-38 18-24

101. 32-38 18-24 34-38 18-24  
102. 32-38 18-24 34-38 18-24  
103. 32-38 18-24 34-38 18-24  
104. 32-38 18-24 34-38 18-24  
105. 32-38 18-24 34-38 18-24  
106. 32-38 18-24 34-38 18-24  
107. 32-38 18-24 34-38 18-24  
108. 32-38 18-24 34-38 18-24  
109. 32-38 18-24 34-38 18-24  
110. 32-38 18-24 34-38 18-24  
111. 32-38 18-24 34-38 18-24  
112. 32-38 18-24 34-38 18-24  
113. 32-38 18-24 34-38 18-24  
114. 32-38 18-24 34-38 18-24  
115. 32-38 18-24 34-38 18-24  
116. 32-38 18-24 34-38 18-24  
117. 32-38 18-24 34-38 18-24  
118. 32-38 18-24 34-38 18-24  
119. 32-38 18-24 34-38 18-24  
120. 32-38 18-24 34-38 18-24  
121. 32-38 18-24 34-38 18-24  
122. 32-38 18-24 34-38 18-24  
123. 32-38 18-24 34-38 18-24  
124. 32-38 18-24 34-38 18-24  
125. 32-38 18-24 34-38 18-24  
126. 32-38 18-24 34-38 18-24  
127. 32-38 18-24 34-38 18-24  
128. 32-38 18-24 34-38 18-24  
129. 32-38 18-24 34-38 18-24  
130. 32-38 18-24 34-38 18-24  
131. 32-38 18-24 34-38 18-24  
132. 32-38 18-24 34-38 18-24  
133. 32-38 18-24 34-38 18-24  
134. 32-38 18-24 34-38 18-24  
135. 32-38 18-24 34-38 18-24  
136. 32-38 18-24 34-38 18-24  
137. 32-38 18-24 34-38 18-24  
138. 32-38 18-24 34-38 18-24  
139. 32-38 18-24 34-38 18-24  
140. 32-38 18-24 34-38 18-24  
141. 32-38 18-24 34-38 18-24  
142. 32-38 18-24 34-38 18-24  
143. 32-38 18-24 34-38 18-24  
144. 32-38 18-24 34-38 18-24  
145. 32-38 18-24 34-38 18-24  
146. 32-38 18-24 34-38 18-24  
147. 32-38 18-24 34-38 18-24  
148. 32-38 18-24 34-38 18-24  
149. 32-38 18-24 34-38 18-24  
150. 32-38 18-24 34-38 18-24

151. 32-38 18-24 34-38 18-24  
152. 32-38 18-24 34-38 18-24  
153. 32-38 18-24 34-38 18-24  
154. 32-38 18-24 34-38 18-24  
155. 32-38 18-24 34-38 18-24  
156. 32-38 18-24 34-38 18-24  
157. 32-38 18-24 34-38 18-24  
158. 32-38 18-24 34-38 18-24  
159. 32-38 18-24 34-38 18-24  
160. 32-38 18-24 34-38 18-24  
161. 32-38 18-24 34-38 18-24  
162. 32-38 18-24 34-38 18-24  
163. 32-38 18-24 34-38 18-24  
164. 32-38 18-24 34-38 18-24  
165. 32-38 18-24 34-38 18-24  
166. 32-38 18-24 34-38 18-24  
167. 32-38 18-24 34-38 18-24  
168. 32-38 18-24 34-38 18-24  
169. 32-38 18-24 34-38 18-24  
170. 32-38 18-24 34-38 18-24  
171. 32-38 18-24 34-38 18-24  
172. 32-38 18-24 34-38 18-24  
173. 32-38 18-24 34-38 18-24  
174. 32-38 18-24 34-38 18-24  
175. 32-38 18-24 34-38 18-24  
176. 32-38 18-24 34-38 18-24  
177. 32-38 18-24 34-38 18-24  
178. 32-38 18-24 34-38 18-24  
179. 32-38 18-24 34-38 18-24  
180. 32-38 18-24 34-38 18-24  
181. 32-38 18-24 34-38 18-24  
182. 32-38 18-24 34-38 18-24  
183. 32-38 18-24 34-38 18-24  
184. 32-38 18-24 34-38 18-24  
185. 32-38 18-24 34-38 18-24  
186. 32-38 18-24 34-38 18-24  
187. 32-38 18-24 34-38 18-24  
188. 32-38 18-24 34-38 18-24  
189. 32-38 18-24 34-38 18-24  
190. 32-38 18-24 34-38 18-24  
191. 32-38 18-24 34-38 18-24  
192. 32-38 18-24 34-38 18-24  
193. 32-38 18-24 34-38 18-24  
194. 32-38 18-24 34-38 18-24  
195. 32-38 18-24 34-38 18-24  
196. 32-38 18-24 34-38 18-24  
197. 32-38 18-24 34-38 18-24  
198. 32-38 18-24 34-38 18-24  
199. 32-38 18-24 34-38 18-24  
200. 32-38 18-24 34-38 18-24

201. 32-38 18-24 34-38 18-24  
202. 32-38 18-24 34-38 18-24  
203. 32-38 18-24 34-38 18-24  
204. 32-38 18-24 34-38 18-24  
205. 32-38 18-24 34-38 18-24  
206. 32-38 18-24 34-38 18-24  
207. 32-38 18-24 34-38 18-24  
208. 32-38 18-24 34-38 18-24  
209. 32-38 18-24 34-38 18-24  
210. 32-38 18-24 34-38 18-24  
211. 32-38 18-24 34-38 18-24  
212. 32-38 18-24 34-38 18-24  
213. 32-38 18-24 34-38 18-24  
214. 32-38 18-24 34-38 18-24  
215. 32-38 18-24 34-38 18-24  
216. 32-38 18-24 34-38 18-24  
217. 32-38 18-24 34-38 18-24  
218. 32-38 18-24 34-38 18-24  
219. 32-38 18-24 34-38 18-24  
220. 32-38 18-24 34-38 18-24  
221. 32-38 18-24 34-38 18-24  
222. 32-38 18-24 34-38 18-24  
223. 32-38 18-24 34-38 18-24  
224. 32-38 18-24 34-38 18-24  
225. 32-38 18-24 34-38 18-24  
226. 32-38 18-24 34-38 18-24  
227. 32-38 18-24 34-38 18-24  
228. 32-38 18-24 34-38 18-24  
229. 32-38 18-24 34-38 18-24  
230. 32-38 18-24 34-38 18-24  
231. 32-38 18-24 34-38 18-24  
232. 32-38 18-24 34-38 18-24  
233. 32-38 18-24 34-38 18-24  
234. 32-38 18-24 34-38 18-24  
235. 32-38 18-24 34-38 18-24  
236. 32-38 18-24 34-38 18-24  
237. 32-38 18-24 34-38 18-24  
238. 32-38 18-24 34-38 18-24  
239. 32-38 18-24 34-38 18-24  
240. 32-38 18-24 34-38 18-24  
241. 32-38 18-24 34-38 18-24  
242. 32-38 18-24 34-38 18-24  
243. 32-38 18-24 34-38 18-24  
244. 32-38 18-24 34-38 18-24  
245. 32-38 18-24 34-38 18-24  
246. 32-38 18-24 34-38 18-24  
247. 32-38 18-24 34-38 18-24  
248. 32-38 18-24 34-38 18-24  
249. 32-38 18-24 34-38 18-24  
250. 32-38 18-24 34-38 18-24

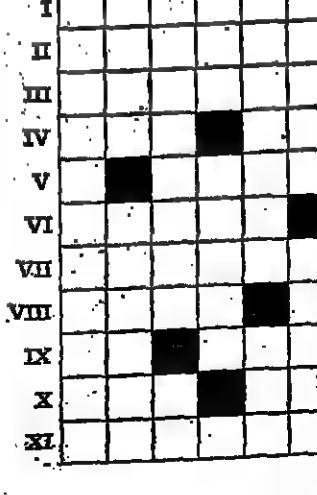
251. 32-38 18-24 34-38 18-24  
252. 32-38 18-24 34-38 18-24  
253. 32-38 18-24 34-38 18-24  
254. 32-38 18-24 34-38 18-24  
255. 32-38 18-24 34-38 18-24  
256. 32-38 18-24 34-38 18-24  
257. 32-38 18-24 34-38 18-24  
258. 32-38 18-24 34-38 18-24  
259. 32-38 18-24 34-38 18-24  
260. 32-38 18-24 34-38 18-24  
261. 32-38 18-24 34-38 18-24  
262. 32-38 18-24 34-38 18-24  
263. 32-38 18-24 34-38 18-24  
264. 32-38 18-24 34-38 18-24  
265. 32-38 18-24 34-38 18-24  
266. 32-38 18-24 34-38 18-24  
267. 32-38 18-24 34-38 18-24  
268. 32-38 18-24 34-38 18-24  
269. 32-38 18-24 34-38 18-24  
270. 32-38 18-24 34-38 18-24  
271. 32-38 18-24 34-38 18-24  
272. 32-38 18-24 34-38 18-24  
273. 32-38 18-24 34-38 18-24  
274. 32-38 18-24 34-38 18-24  
275. 32-38 18-24 34-38 18-24  
276. 32-38 18-24 34-38 18-24  
277. 32-38 18-24 34-38 18-24  
278. 32-38 18-24 34-38 18-24  
279. 32-38 18-24 34-38 18-24  
280. 32-38 18-24 34-38 18-24  
281. 32-38 18-24 34-38 18-24  
282. 32-38 18-24 34-38 18-24  
283. 32-38 18-24 34-38 18-24  
284. 32-38 18-24 34-38 18-24  
285. 32-38 18-24 34-38 18-24  
286. 32-38 18-24 34-38 18-24  
287. 32-38 18-24 34-38 18-24  
288. 32-38 18-24 34-38 18-24  
289. 32-38 18-24 34-38 18-24  
290. 32-38 18-24 34-38 18-24  
291. 32-38 18-24 34-38 18-24  
292. 32-38 18-24 34-38 18-24  
293. 32-38 18-24 34-38 18-24  
294. 32-38 18-24 34-38 18-24  
295. 32-38 18-24 34-38 18-24  
296. 32-38 18-24 34-38 18-24  
297. 32-38 18-24 34-38 18-24  
298. 32-38 18-24 34-38 18-24  
299. 32-38 18-24 34-38 18-24  
300. 32-38 18-24 34-38 18-24

les grilles

du week-end

MOTS CROISÉS

N° 116



Horizontalement  
1. R... pour la poésie.  
2. On trouve la pierre précieuse.  
3. Défendu par







| OFFRES D'EMPLOI      | La ligne | La ligne T.E. |
|----------------------|----------|---------------|
| DEMANDES D'EMPLOI    | 57,00    | 67,00         |
| IMMOBILIER           | 14,00    | 16,46         |
| AUTOMOBILES          | 39,00    | 45,86         |
| AGENDA               | 39,00    | 45,86         |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 105,00   | 123,46        |

## ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES          | La ligne | La ligne T.E. |
|-------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI   | 33,00    | 39,40         |
| DEMANDES D'EMPLOI | 14,00    | 16,46         |
| IMMOBILIER        | 25,00    | 28,40         |
| AGENDA            | 25,00    | 28,40         |

REPRODUCTION INTERDITE

## fonctions commerciales. fonctions commerciales

### INTERNATIONAL MARKETING VOUS SOUHAITEZ DES RESPONSABILITES ETRE INDEPENDANT

Nous vous proposons, sans investissement, une opportunité de premier ordre sur le plan national et international. Soixante pays dont : U.S.A., Canada, Japon, Belgique, Suisse, Hollande, Angleterre, Allemagne, Australie, etc. Vous devrez recruter, former et gérer une équipe de collaborateurs. Sécurité et évolution exceptionnelles.

Envoyer C.V. à REGIE-PRESSE, n° T 022.476 M, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

### LABORATOIRES VETERINAIRES

Stade groupe national recherche pour laboratoires vétérinaires. **DÉLÉGUÉ (E) RÉGIONAL (E)** (CADRE DE LA VENTE) pour les départements 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95. Récompense : fixe + commission + F.D. (voiture, etc.). Expérience, bonne cagnotte. Envoyer C.V. accompagné de photo, réf. à HAVAS, 45000 ORLÉANS, qui transmettra.

### CAUMA

A United Telecommunications Company

Leader la technologie des systèmes de Conception (CAO/FAO), offre d'exceptionnelles possibilités de carrière au sein d'une équipe dynamique travaillant dans un domaine de pointe à un :

### RESPONSABLE VENTES - FRANCE

Ingénieur (E) Ecoles, environ 30 ans, vous exercez depuis quelques années une activité commerciale. Votre réussite constante et votre potentiel vous font rechercher un marché à votre dimension. Nous vous offrons : - une technique de pointe, la CAO - un marché aux perspectives exceptionnelles, la France - une rémunération liée particulièrement à l'activité ainsi que des commissions non plafonnées. Après une formation de plusieurs mois en Europe et aux USA, vous serez basé à Suresnes.

Envoyez votre C.V. avec photo à V. Ragoucy, Calma Europe Sud, 11, rue Benoit Malon - 92150 Suresnes - Discretion assurée.

- Vous êtes dynamique, socroch, organisé ;  
- Vous avez une excellente présentation et le goût des déplacements ;  
- Vous avez aussi :  
o 30 ans minimum d'expérience ;  
o une expérience de 5 ans dans le transport ;  
o des connaissances précises en anglais et allemand ;  
o de plus, vous êtes attiré par le commercial.  
Post-à-vis de vous le

### CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

Nous vous proposons :  
- une rémunération très intéressante ;  
- une voiture de fonction ;  
- le statut cadre.

Vous êtes compétent... Alors vous pouvez espérer d'importantes perspectives d'évolution au sein de notre société. Vous voulez en savoir plus ?... Écrivez à :  
M. Xavier BERTIN  
3, rue Saint-Martin  
69003 LYON

Env. votre C.V. daté, + lettre man. + photo, s/réf. 108.004. Il sera répondu à toute candidature. La sélection sera assurée. Les entretiens se dérouleront à PARIS en présence de la direction générale.

### IMPORTANTE BANQUE INTERNATIONALE

recherche son

### « OPERATIONS MANAGER »

PARIS

Le « Operations Manager » supervise les services opérationnels et administratifs de la banque à Paris, soit environ 110 personnes. Il lui sera demandé de mettre en place et d'appliquer dans chacun des services de la banque à Paris la politique et les procédures du groupe.

De nationalité française, il devra être âgé d'environ 40 ans et avoir reçu une formation supérieure. Il aura une très bonne connaissance du domaine bancaire en France, de même qu'aux Etats-Unis, au Royaume-Uni ou au Canada.

A nos parfaites connaissances de la langue anglaise, il devra allier les qualités lui permettant de s'adapter rapidement à la politique et aux procédures du groupe et une bonne aptitude à établir des contacts et à négocier.

Pour un premier contact, les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae sous la référence 843 à :

M. V.W.H. GREENWAY

523, avenue Louise, Boite 30,  
B-1050 - BRUXELLES (Belgique).

Discretion totale assurée

La sélection aura lieu à Paris.

### Importante Société Immobilière recherche DIRECTEUR D'AGENCE

Ce poste à responsabilité nécessite une expérience professionnelle réelle, un esprit de décision et d'initiative, le sens du management et le goût des relations humaines. En fonction de ces apports, une rémunération élevée est assurée.

Ce poste est à pourvoir en région parisienne.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prêtent, à :  
HAVAS ILE-DE-FRANCE 101, bd Jean-Jaurès,  
92100 BOULOGNE, se réf. DB/MD, qui transmet.

### NOTRE SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT

Fabrique des machines de haute technologie pour tous types d'industries.

Nous souhaitons les vendre dans certains pays étrangers et nous recherchons :

### 1 INGÉNIEUR COMMERCIAL

- o 27 ans minimum.
- o Diplôme Ingénieur ou expérience comm. technique prouvée.
- o Disponible pour déplacements à 80 % du temps.
- o Capacité à travailler seul.
- o Poste à pourvoir rapidement.
- o Résidence à prévoir ville SARTHE.
- o Bilingue anglais.

Le collaborateur sera chargé de commercialiser nos produits à l'étranger en allant à son dynamisme une technique certaine.

Nécessaire à évaluer selon candidat.

Adressez votre curriculum vitae + photo à :  
n° 10.478, S.P. 319 - 72007 LE MANS Cedex.

### Pour l'Arabie Saoudite

IMPORTANTE ENTREPRISE COMMERCIALE recherche

### QUATRE TECHNICO-COMMERCIAUX

Équipement lourd et léger, travaux publics et routes.

- o Anglais, arabe indispensable.
- o Salaires intéressants.
- o Logement et voiture fournis.

Envoyez curriculum vitae et photographies à : T 023.047 M  
à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°).

### IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION PROFESSIONNELLE

### UN TECHNICO-COMMERCIAL

- B.T.S. en D.U.T. en électronique.

- Expérience commerciale de quelques années.

En relation avec les entreprises, il sera chargé d'étudier la mise en place d'unités de formation.

Lieu de travail : région parisienne.

Env. C.V., photo, prêt, s/réf. 863, à TRENDANCES, 41, avenue de Friedland - 75008 PARIS, qui transmettra.

### LE PREMIER COLLOQUE SUR L'AUDIT DE FORCE DE VENTE AURA LIEU

A PARIS LE JEUDI 20 NOVEMBRE

Participation gratuite et inscription :

Catherine DESURMONT

ALIAS SA. 266.90.75

### DIPLOME de L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. ET APRES ?

La vente y avez-vous pensé ?  
L'industrie économique, chômage... votre avenir vous paraît-il plutôt sombre. La vente se porte bien !

Mais, bien sûr, il y a vente et vente. Les vendeurs chez RANK XEROX sont de véritables spécialistes. Sur le plan "technologie des produits", ils ont une connaissance parfaite des matériels qu'ils proposent et de toutes les applications possibles. Ils savent analyser les besoins en organisation de l'entreprise et recommander le matériel adapté en termes de gestion, efficacité, coût.

Nous vous assurons la formation et les moyens techniques nécessaires à votre réussite personnelle dans des structures où l'expression individuelle est privilégiée.

Des postes sont à pourvoir à Paris et dans toutes les grandes villes de France. Merci d'adresser votre candidature + C.V. sous réf. V117 à RANK XEROX Service Recrutement 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

## RANK XEROX

### TELEMATIQUE

Important groupe français recherche plusieurs

### COMMERCIAUX

Il offre :

- un emploi dans un puissant groupe industriel,
- un produit à grande diffusion,
- un marché touchant toutes les entreprises,
- une formation en télématique,
- une rémunération motivante.

Il demande :

- des vendeurs actifs, très mobiles, expérimentés et qui ont une spécialité actuelle,
- des vendeurs au terrain organisés, combattifs, de bonne présentation et ayant l'habitude de travailler à plusieurs niveaux.

Des postes sont à pourvoir à Paris et dans toutes les grandes villes de France.

PARIS - BORDEAUX - GRENOBLE - LILLE - LYON - MARSEILLE - NANCY - NANTES - NICE - REIMS - RENNES - ROUEN - TOULOUSE - TOURS.

Les candidats intéressés doivent sur le secteur à pourvoir. Il sera répondu à toutes les candidatures, sous réserve de garanties et de discrétion.

Env. C.V. + photo (retournée) + prêt, s/réf. M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 11 rue Royale 75008 PARIS (qui transmettra)

### CLEMESSY

ÉQUIPEMENTS/INSTALLATIONS

ELECTROTECHNIQUE - ELECTRONIQUE - AUTOMATIQUE

300 personnes - 35 agences - 7 filiales

Fortes expansions glorieuses par autofinancement

Souhaitez affirmer la position sur le marché National et International et recherchez pour vos départements Régulation - Équipements et Systèmes

### INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Expérimentés dans les branches industrielles :

chimie, pétrochimie, nucléaire, sidérurgie, alimentaire

Affectations : Mulhouse, Metz, Strasbourg, Paris

### INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Justifiant de bonnes introductions au niveau des DÉCIDEURS dans le milieu industriel.

Prendre poste : travaillerait à un Ingénieur Electrotechnicien ayant une expérience dans la vente d'équipements et d'installations.

Affectations : Mulhouse.

Discrétion totale : correspondrait à un Ingénieur Régulation aux chimie. Anglais souhaité.

Envoyez C.V., lettre man., photo + rémunér., en indiquant la réf. au Service Emploi

CLEMESSY S.A. - 2499 - 68057 MULHOUSE

### IMPORTANT LABORATOIRE D'ESSAIS

spécialisé dans les techniques de SPATIAL, cherchant à diversifier son activité dans le domaine de

### CONTRÔLE INDUSTRIEL et des MESURES

### UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Diplômé ingénieur grande école ou équivalent, il justifie d'une expérience, même courte, de recherche de marchés et de négociations d'affaires, pour un rôle confier une action analogue dans le SUD de la France.

Formation commerciale complémentaire appréciée.

Pratique anglaise nécessaire.

Lien de réf. : TOULOUSE. Déplacement fréquents.

Merci d'envoyer C.V. accompagné de photo, prêtent, à :

M. J. LAUTREC LEVY, conseiller d'entreprise

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)

22 rue Saint-Martin 33000 TOULOUSE (Toulousain double)





### emplois régionaux

#### FABRICANT BIENS D'EQUIPEMENT % DU C.A. A L'EXPORTATION

#### TECHNICO COMMERCIAL EXPORT

**Profil :**

- Formation commerciale ;
- Attiré par les problèmes techniques ;
- Très bonne connaissance de l'anglais ;
- Allemand apprécié ;
- Goût du travail en équipe.

**Fonction :**

- après une période de formation, le candidat pourra être chargé du développement des ventes à l'exportation.
- Ce poste basé à AMIENS (60) implique déplacements fréquents de courte durée à l'étranger.

**Rémunération :**

- Fonction de la formation et de l'expérience.

Ecrire sous le n° 7.230 à *Le Monde Publicité*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

#### MOTOBÉCANE

recherche

#### DEUX INGENIEURS

(de préférence anciens A.M.)

Pour prendre la direction, le planning, le service méthodes de son unité de fabrication de cyclomoteurs et bicyclettes à SAINT-QUENTIN.

Quelques années d'expérience en fabrication industrielle.

Adressez curriculum vitae et propositions au :

**STIE PERSONNEL**  
16, rue Lenoir, 92100 PANTIN.

#### Fonctions commerciales

#### GROUPE AMAG

#### URGENT

#### 20 REPRESENTANTS (ES) CONFIRMES (ES)

grande expérience professionnelle demandée avec références. Ambition, excellente moralité. Poste évolutif, possibilité d'achat. Salaire 4.500 F + %.

Sur Paris ou Ile-de-France.

Tél. pr rendez-vous 340-00-82. Se munir d'un C.V. avec photo.

66 française rech. pour France

**AGENT MULTI-CARTES**  
en machines-outils, tous paramètres, tous secteurs, recherche commerciale, réputation parfaite, réputation parfaite, réputation parfaite.

Ecrire Nevers, n° 01388, Villefranche-Saône, 69005.

**S.A. CONSELILS**  
recherche  
2 COMMERCIAUX  
pour promotion et visites de clientèle  
- bonne culture générale + expérience :  
- salaire motivant.  
Tél. 077-11-81/31-90 ou env. C.V. + photo à S.A., 71, rue Fondary, 75018 Paris.

**Syndicat de l'enseignement technique catholique**  
recherche  
COMMERCIAUX EXPER., pour promotion et marketing des écoles adhérentes auprès des entreprises.  
Postes à pourvoir rapidement. Salaire 60.000 F/an + selon expérience.  
Ad. C.V. manuscrit et photo à A.S.P., 22, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

**Jeune Régie Publicitaire**  
pour faire face à son développement.  
**Commercial dynamiques**  
prête à prendre en charge plusieurs supports.  
Ecr. n° 184.406 M. R. Pressat, 85 bis, r. de Valenciennes, 75007 Paris.



### emplois internationaux

#### ALBANY INTERNATIONAL

Albany International is a worldwide manufacturer and marketer of innovative technical consumable products for industry, with sales of \$ 375 million and 6500 employees. Our market is the paper industry, where we are the leading supplier of machine clothing for the manufacture of paper and paperboard. We serve other with a line of engineered plastics and engineering plastic products and we are a world leader in insect pest control through pheromone technology.

Albany International has important operations in Europe. Long range personnel planning for our existing group of six paper machine clothing companies in Sweden, Finland, Norway, The Netherlands, United Kingdom and France shows a need over the next few years for experienced men in the following positions:

#### Sales/Marketing Managers Technical/Production Managers

These managers will report to local General Managers. They must have a proven track record in line management with an entrepreneurial bent, be between the ages 30-40 and have:

- graduate engineering background
- solid management experience from the textile or paper industry
- broad language ability
- worldwide mobility

These challenging positions offer excellent opportunities for advancement into general management.

Please write in complete confidence, giving personal details, career history and objectives to Robert Svarstöm, European Personnel Manager, Albany International AG, P.O. Box 81, CH-8034 Zurich, phone 01/252 6180.

#### ALBANY INTERNATIONAL

### secrétaires

**Centre de formation professionnelle**  
recherche  
**SECRÉTAIRE CONFIRMÉE**  
niveau B.T.S.

Goût et aptitude pour contacts sociaux. Familiarité avec la gestion des dossiers administratifs et comptables. Connaissance des industries graphiques souhaitée. 13 mois - Avantages sociaux.

Envoyer C.V. sous n° 6.013, *Le Monde Publicité*, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

### formation professionnelle

**PACTE POUR L'EMPLOI - URGENT**  
**JEUNES DE MOINS DE 26 ANS**

NIVEAU : Ingénieur, industriel (Chimie, Droit, Finance, Gestion, Sciences Economiques, Langues, Psycho-Socio...)

**A LA RECHERCHE D'UN PREMIER EMPLOI**  
**FEMMES** la vie professionnelle. Ventes, divorcées, etc. - Chef de famille.

**STAGE d'insertion professionnelle**  
GRATUIT - REMUNERE

**TECHNIQUES INTERNATIONALES**

Durée stage 6 mois y compris stage en entreprise. Démarrage : NOVEMBRE 1980.

C.T.L. 3, avenue de Verdun - 92250 LA GARENNE. Téléphone 781-94-45 (proche Paris-La Défense). Adressez C.V. + 3 photos à C.T.L. pour entretien.

### automobiles

**ventes**

**de 8 à 11 C.V.**

Alfa-Romeo 1600 spider septembre 1978, coupé décapotable bon état, pneus Michelin. 57.000 km. Prix 23.000 F. Tél. M. BORDIGNON, 555-45-05.

### PROMOCA

**FORMATION DE SALARIES**

Encadrer quelques places pour les administratifs. Créations d'entreprise : 28 ans max., 8 ans expér. prof. Durée de la formation : le samedi durant 2 ans.

**PROMOCA**, 2, avenue de Paris, 75000 Versailles. Téléphone : 850-35-40.

### REPRODUCTION INTERDITE

### offres d'emplois

**REPARTITION COMMERCIALE**  
recherche  
repartiteur allemand, maîtrise de l'anglais, T.V., magnétophone, cour. à cassette, permis, déplacements agréés. Ecr. n° 721 à R. Pressat, 85 bis, r. de Valenciennes, 75007 Paris, qui transmettra.

**VOTRE BUREAU**  
A PARIS/FRANCE  
Excellent :  
- l'adresse ;  
- l'équipement ;  
- le service.  
(Personnel d'exp. internat.) Ecr. n° 721 à R. Pressat, 85 bis, r. de Valenciennes, 75007 Paris, qui transmettra.

### DEMANDES D'EMPLOIS

**EMPLOYMENT CENTRE**  
Anglais  
Tél. 111-1111

offre pour emploi immédiat : personnel d'office, au pair et garde d'enfants.

Ausichienne, 22 ans, thérapie, ch. env. dans cabinet de cure au stail, avec possib. de se perfectionner en lang. franç. Roumanie Pite.

chez Famille Rudolf Mayer, Bergengasse 10/2, A-8010, Gm. (Autriche).

Comptable homme, 38 ans, déclarations, recherche emploi à temps partiel. Tél. : 683-01-32.

Jeune femme, 24 ans, B.T.S. de secrétaire, bilingue franç.-angl., cherche situation stable. Ecr. n° 6.012 à *Le Monde Publicité*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

### ASSISTANTE DENTAIRE

32 ans, diplômée, 5 ans expér. (traumatologie, orthodontie, stomatologie) recherche situation Paris-Bud ou ext. Tél. : 850-30-03.

**CADRE COMMERCIAL**  
47 ans, 23 ans même établissement, licencié économique, stage marketing, qualification générale, outillage, électricité (détail), industrie, recherche poste à responsabilité, région indifférente. - Tél. 636-55-41.

**PUBLICISTE** diplômée avec C.A.F. J. H. 18 ans, cherche emploi. M.P. BLANCH, téléphone 85-85-05.

### OFFRES D'EMPLOIS

**PALEIS ROYAL**  
recherche  
repartiteur allemand, maîtrise de l'anglais, T.V., magnétophone, cour. à cassette, permis, déplacements agréés. Ecr. n° 721 à R. Pressat, 85 bis, r. de Valenciennes, 75007 Paris, qui transmettra.

### OFFRES D'EMPLOIS

**PALEIS ROYAL**  
recherche  
repartiteur allemand, maîtrise de l'anglais, T.V., magnétophone, cour. à cassette, permis, déplacements agréés. Ecr. n° 721 à R. Pressat, 85 bis, r. de Valenciennes, 75007 Paris, qui transmettra.

### OFFRES D'EMPLOIS

**PALEIS ROYAL**  
recherche  
repartiteur allemand, maîtrise de l'anglais, T.V., magnétophone, cour. à cassette, permis, déplacements agréés. Ecr. n° 721 à R. Pressat, 85 bis, r. de Valenciennes, 75007 Paris, qui transmettra.

### OFFRES D'EMPLOIS

**PALEIS ROYAL**  
recherche  
repartiteur allemand, maîtrise de l'anglais, T.V., magnétophone, cour. à cassette, permis, déplacements agréés. Ecr. n° 721 à R. Pressat, 85 bis, r. de Valenciennes, 75007 Paris, qui transmettra.

### OFFRES D'EMPLOIS

**PALEIS ROYAL**  
recherche  
repartiteur allemand, maîtrise de l'anglais, T.V., magnétophone, cour. à cassette, permis, déplacements agréés. Ecr. n° 721 à R. Pressat, 85 bis, r. de Valenciennes, 75007 Paris, qui transmettra.

## les entreprises cherchent de nouveaux vendeurs.

### Ils sont dans le Monde du Vendredi (daté samedi)

Les **« nouveaux vendeurs »** sont arrivés. Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité. Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les listes interminables d'annonces, conçues de la même manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux **« nouveaux vendeurs »**. C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le **« niveau Monde »**. Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup

d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 10% des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent *Le Monde* régulièrement).

**« nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, disposent de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal. Son nom ? FONCTIONS COMMERCIALES »** Les nombreux entreprises qui ont un besoin impératif de recruter un nouveau type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.

**Ses résultats ?** Certainement des curriculum vitae et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.

**TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde (daté samedi) DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.**

## les annonces classées du Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 h. à 12 h. 30, de 13 h. 30 à 18 heures au 296-15-01

**Le groupe Egor** rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés ces deux dernières semaines :

- **INGENIEUR LOGICIEL TEMPS REEL** Réf. VM 10415 A
- **INGENIEUR HARDWARE** Réf. VM 10415 B
- **CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE** Réf. VM 10036 D
- **RESPONSABLE PRODUITS** Réf. VM 10036 BC
- **FUTUR SECRETAIRE GENERAL** Réf. VM 7414 A

Pour recevoir informations complémentaires, écrire au président la référence choisie à :

**groupe Egor** 11 rue de Belfort 75008 Paris 359.15.82

**JEUNE FRANZOSSEN**  
Die ihre deutsche Sprache mit, für konservative, kinderlose, unternehmehnerische gesucht. Sommersemester-segelschiff mitteilbar, Hauswirtschaft, Gärtnerei, eigene Zimmer mit bad vorhanden.  
Blumenauer, 111 HAA 81 D-6232 SÄD - SÖDEN. Tel. (15-49) 6196 25081.

**ORGANISME FINANCIER**  
(11)

**COLLABORATEUR**  
de haut niveau  
pour son service.  
Obligations littéraires.  
- 30 ans minimum.  
- Expérience professionnelle de quelques années nécessaires.  
Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prix sous n° 75.402 CONTESTE PUBLICITE 11, rue Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

**SOCIETE QUARTIER SAINT-LAZARE**  
recherche

**LIQUIDATRICES**  
(préparation et suivi de décomptes de prestations). S.A.C. 61 du niveau. Déplacements acceptés.  
NOUS OFFRONS :  
- horaires variables ;  
- restaurant d'entreprise ;  
- rémun. s. 13 mois 1/2 ;  
- avantages sociaux.

Adressez lettre + candidature manuscrite C.V. et présentations sous n° 2486 à SWEERTS S.P., 255, 75244 PARIS Cedex 05.

**LA SOCIÉTÉ SEPHORA**  
filiale, établie en France d'une filiale internationale, de magasins (5 magasins spécialisés en parfums et produits de beauté) 150 personnes environ, cherche

**Chef du Personnel**  
Responsable de la gestion administrative du PERSONNEL recrutement et SERVICES GÉNÉRAUX.

**LE POSTE SUPPOSE :**

- De très bonnes connaissances en droit du travail ;
- Du niveau maîtrise ;
- Une expérience d'environ 2 à 3 ans dans un poste similaire.

**SALAIRE ANNUEL DE DÉPART** 80.000 F et +

Ecrire avec C.V. et présentations à M<sup>me</sup> D'ORNIANT, FIDAL PÉRIE, 16 bis, rue de Valenciennes, 75005 PARIS.

**CENTRE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**  
recherche

**un ingénieur spécialiste des problèmes de suspension**  
tous véhicules légers et lourds.

Il lui sera confié des études, des enquêtes et des réalisations de prototypes en vue de la promotion de conceptions et des procédés techniques nouveaux.

Lieu de travail : proche banlieue

Adressez lettre manuscrite, CV à n° 10364 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

## les annonces classées du Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 h. à 12 h. 30, de 13 h. 30 à 18 heures au 296-15-01

## L'immo

### appartements

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
Appartement 3 pièces, 45 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 120.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 16<sup>e</sup>**  
Appartement 4 pièces, 60 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 150.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 17<sup>e</sup>**  
Appartement 3 pièces, 40 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 110.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 18<sup>e</sup>**  
Appartement 2 pièces, 30 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 90.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 19<sup>e</sup>**  
Appartement 3 pièces, 45 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 120.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 20<sup>e</sup>**  
Appartement 4 pièces, 60 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 150.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 21<sup>e</sup>**  
Appartement 3 pièces, 40 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 110.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 22<sup>e</sup>**  
Appartement 2 pièces, 30 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 90.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 23<sup>e</sup>**  
Appartement 3 pièces, 45 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 120.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 24<sup>e</sup>**  
Appartement 4 pièces, 60 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 150.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 25<sup>e</sup>**  
Appartement 3 pièces, 40 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 110.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 26<sup>e</sup>**  
Appartement 2 pièces, 30 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 90.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 27<sup>e</sup>**  
Appartement 3 pièces, 45 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 120.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 28<sup>e</sup>**  
Appartement 4 pièces, 60 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 150.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 29<sup>e</sup>**  
Appartement 3 pièces, 40 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 110.000 F. Tél. : 723-12-34.

**PARIS 30<sup>e</sup>**  
Appartement 2 pièces, 30 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle de bain, parquet, chauffage central, proche métro, 15 minutes de Paris. Prix : 90.000 F. Tél. : 723-12-34.

مكاتبنا في القاهرة



| OFFRES D'EMPLOI      | La ligne | La ligne T.E. |
|----------------------|----------|---------------|
| DEMANDES D'EMPLOI    | 57,00    | 67,03         |
| IMMOBILIER           | 14,00    | 16,46         |
| AUTOMOBILES          | 39,00    | 45,58         |
| AGENDA               | 105,00   | 123,48        |
| PROG. COMM. CAPITAUX |          |               |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENREGISTREES | La ligne | La ligne T.E. |
|-----------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI       | 33,00    | 38,80         |
| DEMANDES D'EMPLOI     | 8,00     | 9,40          |
| IMMOBILIER            | 25,00    | 29,40         |
| AUTOMOBILES           | 25,00    | 29,40         |
| AGENDA                |          |               |

## L'immobilier

### appartements ventes

**VERBIER/VALEIS/SUISSE**  
Changements d'air hiver-été  
Ski de descente et de randonnée  
(80 installations de remontées mécaniques)  
Tennis - Équitation - Piscine - Curling - Golf  
Promenades - Alpinisme  
A VENDRE  
dans l'appartement LES FATAUX  
sur cour des Alpes valaisannes  
**STUDIOS ET APPARTEMENTS**  
Gestion assurée - Crédit 60 % aux 6  
Agence AGIVAL - CH-1936 VERBIER, SUISSE  
Tél. : 1941 74 00 55

- 1<sup>er</sup> arrdt**  
**PALAIS ROYAL**  
Rénovation petit immeuble  
secteur Aumont, 2 ét., 4 pièces  
aménagement, cuisine, 21-17-45  
Palais-Royal, part. vds. étud.  
cuis. déco, w.c., 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> ét.  
21 m<sup>2</sup>, 15-10-01  
Tél. 250-99-97
- 5<sup>e</sup> arrdt**  
**PANTHEON**  
belle 3/4 pièce, s. de b., w.c.,  
cuis. aménag., réfr. ré. cuis. enco-  
lées, P. de T. 21, c. des Fossés  
St-Jacques, Samedi 10h à 18h
- 6<sup>e</sup> arrdt**  
**BEAUX-ARTS**  
Très beau appart. restauré  
3-5 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
vue sur jardin - 261-27-40
- 7<sup>e</sup> arrdt**  
**NEUF**  
38, r. Vauquelin STAND.  
STUDIO 30 m<sup>2</sup>, 15-10-01  
sur place 11-18 h, 250-21-55
- 9<sup>e</sup> arrdt**  
**M<sup>e</sup> N-D-DE-LORETTE**  
STUDIO 30 m<sup>2</sup>, 15-10-01  
sur place 11-18 h, 250-21-55
- 10<sup>e</sup> arrdt**  
**LA FOYATTE**  
belle 3/4 pièce, s. de b., w.c.,  
cuis. aménag., réfr. ré. cuis. enco-  
lées, P. de T. 21, c. des Fossés  
St-Jacques, Samedi 10h à 18h
- 11<sup>e</sup> arrdt**  
**138, AV. PARMENTIER**  
Très bel imm. plein sud  
3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> ét., sans asc., w.c., réfr.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Propri. Tél. : 883-83-82

### immeubles immeubles

**BAGNÈRES-DE-BIGORRE (65)**  
**VENDS IMMEUBLE**  
composant 8 studios + appartements T 3 meublés  
+ 2 bungalows meublés - 2.500 m<sup>2</sup> terrain.  
Vue Pyrénées - Convientrait collectivité.  
Ecrire HAVAS Tarbes 97399.

- bureaux**  
**1<sup>er</sup> arrdt**  
1<sup>er</sup> rue Saint-Honoré, 115 m<sup>2</sup>  
4.000 F par mois sans eau  
Téléphone : 805-95-24
- Paris**  
**LA CHAISE** - Bel imm.  
2 ét., 200 m<sup>2</sup>, 15-10-01  
Tél. 250-99-97
- Paris**  
**1<sup>er</sup> arrdt**  
1<sup>er</sup> rue Saint-Honoré, 115 m<sup>2</sup>  
4.000 F par mois sans eau  
Téléphone : 805-95-24
- Paris**  
**1<sup>er</sup> arrdt**  
1<sup>er</sup> rue Saint-Honoré, 115 m<sup>2</sup>  
4.000 F par mois sans eau  
Téléphone : 805-95-24
- Paris**  
**1<sup>er</sup> arrdt**  
1<sup>er</sup> rue Saint-Honoré, 115 m<sup>2</sup>  
4.000 F par mois sans eau  
Téléphone : 805-95-24

### locations non meublées demandes

**Région parisienne**  
Belle ch. pour CHARENTAIS  
pavillon, vue belle, Lys, garage  
5.000 F max. - 253-87-02

- Paris**  
**1<sup>er</sup> arrdt**  
1<sup>er</sup> rue Saint-Honoré, 115 m<sup>2</sup>  
4.000 F par mois sans eau  
Téléphone : 805-95-24
- Paris**  
**1<sup>er</sup> arrdt**  
1<sup>er</sup> rue Saint-Honoré, 115 m<sup>2</sup>  
4.000 F par mois sans eau  
Téléphone : 805-95-24
- Paris**  
**1<sup>er</sup> arrdt**  
1<sup>er</sup> rue Saint-Honoré, 115 m<sup>2</sup>  
4.000 F par mois sans eau  
Téléphone : 805-95-24
- Paris**  
**1<sup>er</sup> arrdt**  
1<sup>er</sup> rue Saint-Honoré, 115 m<sup>2</sup>  
4.000 F par mois sans eau  
Téléphone : 805-95-24
- Paris**  
**1<sup>er</sup> arrdt**  
1<sup>er</sup> rue Saint-Honoré, 115 m<sup>2</sup>  
4.000 F par mois sans eau  
Téléphone : 805-95-24

### pavillons villas

**Soleil d'Espagne COSTA BRAVA** Qualité de vie  
Investissement de premier ordre  
A partir de  
7 h. de vol  
ou 1 h.  
de train  
Dans le  
cadre d'un  
projet  
principal centre touristique

- Paris**  
**1<sup>er</sup> arrdt**  
1<sup>er</sup> rue Saint-Honoré, 115 m<sup>2</sup>  
4.000 F par mois sans eau  
Téléphone : 805-95-24
- Paris**  
**1<sup>er</sup> arrdt**  
1<sup>er</sup> rue Saint-Honoré, 115 m<sup>2</sup>  
4.000 F par mois sans eau  
Téléphone : 805-95-24
- Paris**  
**1<sup>er</sup> arrdt**  
1<sup>er</sup> rue Saint-Honoré, 115 m<sup>2</sup>  
4.000 F par mois sans eau  
Téléphone : 805-95-24
- Paris**  
**1<sup>er</sup> arrdt**  
1<sup>er</sup> rue Saint-Honoré, 115 m<sup>2</sup>  
4.000 F par mois sans eau  
Téléphone : 805-95-24
- Paris**  
**1<sup>er</sup> arrdt**  
1<sup>er</sup> rue Saint-Honoré, 115 m<sup>2</sup>  
4.000 F par mois sans eau  
Téléphone : 805-95-24

### particuliers (offres)

- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82

### particuliers (demandes)

- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82

### particuliers (demandes)

- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82

### particuliers (demandes)

- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82

### particuliers (demandes)

- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82

### particuliers (demandes)

- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82

### particuliers (demandes)

- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82

### particuliers (demandes)

- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82

## l'agenda du monde

### particuliers (demandes)

- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82

### particuliers (demandes)

- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82

### particuliers (demandes)

- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82

### particuliers (demandes)

- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82
- PARIS**  
Particulier vend petite ch.  
de 3 pièces, cuisine, réfr., w.c.,  
cuis. aménag., 15-10-01  
Tél. : 883-83-82



# CARNET

## Naissances

— Christiane et **CHAUVIN**, ainsi que Marie-Aspid, ont eu le 23 octobre 1980, à 20 h 30, une fille, **Marie-Aspid**, pesant 3,2 kg, longue de 48 cm.

## Mariages

— **Suzette KAATZ**, épouse **FRUCHT**, a épousé le 21 octobre 1980, à 14 h 30, **Jacques KAATZ**, 32 ans, ingénieur, 10 rue de la République, 92100 Nanterre.

## Décès

### JACQUES BOITREAU

— **Jacques Boitreau**, 68 ans, ingénieur, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédé le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

## SPORTS

### Le Tour de France 1981 hors des sentiers battus

Le Tour de France 1981 partira de Nice le 3 juin pour se terminer le 19 juillet aux Champs-Élysées. Le parcours sera composé de 21 étapes, dont 15 hors des sentiers battus. Le parcours sera composé de 21 étapes, dont 15 hors des sentiers battus. Le parcours sera composé de 21 étapes, dont 15 hors des sentiers battus.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

— **Mme Louis-Pierre BRICE**, épouse **BRICE**, 68 ans, ingénieure, 10 rue de la République, 92100 Nanterre, est décédée le 22 octobre 1980, à 10 h 30, des suites d'une crise cardiaque. Ses obsèques ont eu lieu le 23 octobre 1980, à 10 h 30, à l'église Saint-Pierre de Nanterre. Le corps a été inhumé au cimetière de Nanterre.

## Le Champion

GALERIES LAFAYETTE

Porsche 928 police, radiocommandée à distance, mono-canal, marche avant et arrière. Elle change direction en marche arrière, avertisseur lumineux sur le toit, longueur 27 cm. ★★★★★★

# 99F

## Galerias Lafayette

JUSQU'AU 11 DÉCEMBRE

مكتبة النخيل







nerises" d'autre part ICCU a acquis une notoriété importante au plan international ce qui incite les gros transporteurs à s'adresser à ICCU. Notre objectif est de ■■■ ■■■ ■■■ pouvoir répondre ■■■ ■■■ ■■■ à la demande et donc d'accélérer la croissance de notre parc de containers. C'est en ce sens qu'il faut comprendre notre proposition de participer à cette opportunité financière particulièrement intéressante pour des investisseurs privés.

- 30.000 containers t.e.n. gérés en pool par ICCU Suisse,
- 9 filiales ICCU en Europe et en Amérique.
- 120 agents et dépôts dans le monde
- Capital de la Société ICCU-Trieste: 2.600.000 US \$ porté bientôt à 3.900.000 US \$ par [redacted] A.G. [redacted] de [redacted] ICCU en 1979

serions heureux de vous faire parvenir une documentation et de vous conseiller.

27 Avenue Foch 75008 Paris  
Tél : (1) 501 7100

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél \_\_\_\_\_

Milieu

## ment et du Placement

**ICCU FRANCE**  
5/7 Avenue Percier 75008 Paris  
Tél : (1) 561 11 00

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél \_\_\_\_\_

M110

## *La tentation du diamant*

tes ces pierres mal connu, jusqu'en mars-avril 1980, des évolutions de prix très favorables garantissant à leur propriétaire une protection contre l'inflation. Les **minéraux** étaient spectaculaire d'être produits au moment de la crise africaine. En quelques jours, le prix des minéraux de prix de 70 %.

Depuis, les prix ont baissé. Certains espéraient un redressement au début d'octobre. Il n'a pas eu lieu.

**période de forte baisse succède aux périodes de stabilité.**

Les prix pratiqués en France sont très largement supérieurs à ceux pratiqués en Afrique. Le marché africain de Beers se situe en effet parfaitement le marché mondial. Il est donc plus difficile de vendre en Afrique que dans le monde. Les prix de catégorie supérieure, employés pour les bijoux de prix élevés, sont les plus élevés.

## Faut-il investir dans l'immobilier ?



\_\_\_\_\_

**E L'IMMOBILIER - APPELEZ**  
**227-44-44**

\_\_\_\_\_

## les actions contre l'inflation

1. 1944-1945  
 2. 1946-1947  
 3. 1948-1949  
 4. 1950-1951  
 5. 1952-1953  
 6. 1954-1955  
 7. 1956-1957  
 8. 1958-1959  
 9. 1960-1961  
 10. 1962-1963  
 11. 1964-1965  
 12. 1966-1967  
 13. 1968-1969  
 14. 1970-1971  
 15. 1972-1973  
 16. 1974-1975  
 17. 1976-1977  
 18. 1978-1979  
 19. 1980-1981  
 20. 1982-1983  
 21. 1984-1985  
 22. 1986-1987  
 23. 1988-1989  
 24. 1990-1991  
 25. 1992-1993  
 26. 1994-1995  
 27. 1996-1997  
 28. 1998-1999  
 29. 2000-2001  
 30. 2002-2003  
 31. 2004-2005  
 32. 2006-2007  
 33. 2008-2009  
 34. 2010-2011  
 35. 2012-2013  
 36. 2014-2015  
 37. 2016-2017  
 38. 2018-2019  
 39. 2020-2021  
 40. 2022-2023  
 41. 2024-2025  
 42. 2026-2027  
 43. 2028-2029  
 44. 2030-2031  
 45. 2032-2033  
 46. 2034-2035  
 47. 2036-2037  
 48. 2038-2039  
 49. 2040-2041  
 50. 2042-2043  
 51. 2044-2045  
 52. 2046-2047  
 53. 2048-2049  
 54. 2050-2051  
 55. 2052-2053  
 56. 2054-2055  
 57. 2056-2057  
 58. 2058-2059  
 59. 2060-2061  
 60. 2062-2063  
 61. 2064-2065  
 62. 2066-2067  
 63. 2068-2069  
 64. 2070-2071  
 65. 2072-2073  
 66. 2074-2075  
 67. 2076-2077  
 68. 2078-2079  
 69. 2080-2081  
 70. 2082-2083  
 71. 2084-2085  
 72. 2086-2087  
 73. 2088-2089  
 74. 2090-2091  
 75. 2092-2093  
 76. 2094-2095  
 77. 2096-2097  
 78. 2098-2099  
 79. 2100-2101  
 80. 2102-2103  
 81. 2104-2105  
 82. 2106-2107  
 83. 2108-2109  
 84. 2110-2111  
 85. 2112-2113  
 86. 2114-2115  
 87. 2116-2117  
 88. 2118-2119  
 89. 2120-2121  
 90. 2122-2123  
 91. 2124-2125  
 92. 2126-2127  
 93. 2128-2129  
 94. 2130-2131  
 95. 2132-2133  
 96. 2134-2135  
 97. 2136-2137  
 98. 2138-2139  
 99. 2140-2141  
 100. 2142-2143  
 101. 2144-2145  
 102. 2146-2147  
 103. 2148-2149  
 104. 2150-2151  
 105. 2152-2153  
 106. 2154-2155  
 107. 2156-2157  
 108. 2158-2159  
 109. 2160-2161  
 110. 2162-2163  
 111. 2164-2165  
 112. 2166-2167  
 113. 2168-2169  
 114. 2170-2171  
 115. 2172-2173  
 116. 2174-2175  
 117. 2176-2177  
 118. 2178-2179  
 119. 2180-2181  
 120. 2182-2183  
 121. 2184-2185  
 122. 2186-2187  
 123. 2188-2189  
 124. 2190-2191  
 125. 2192-2193  
 126. 2194-2195  
 127. 2196-2197  
 128. 2198-2199  
 129. 2200-2201  
 130. 2202-2203  
 131. 2204-2205  
 132. 2206-2207  
 133. 2208-2209  
 134. 2210-2211  
 135. 2212-2213  
 136. 2214-2215  
 137. 2216-2217  
 138. 2218-2219  
 139. 2220-2221  
 140. 2222-2223  
 141. 2224-2225  
 142. 2226-2227  
 143. 2228-2229  
 144. 2230-2231  
 145. 2232-2233  
 146. 2234-2235  
 147. 2236-2237  
 148. 2238-2239  
 149. 2240-2241  
 150. 2242-2243  
 151. 2244-2245  
 152. 2246-2247  
 153. 2248-2249  
 154. 2250-2251  
 155. 2252-2253  
 156. 2254-2255  
 157. 2256-2257  
 158. 2258-2259  
 159. 2260-2261  
 160. 2262-2263  
 161. 2264-2265  
 162. 2266-2267  
 163. 2268-2269  
 164. 2270-2271  
 165. 2272-2273  
 166. 2274-2275  
 167. 2276-2277  
 168. 2278-2279  
 169. 2280-2281  
 170. 2282-2283  
 171. 2284-2285  
 172. 2286-2287  
 173. 2288-2289  
 174. 2290-2291  
 175. 2292-2293  
 176. 2294-2295  
 177. 2296-2297  
 178. 2298-2299  
 179. 2300-2301  
 180. 2302-2303  
 181. 2304-2305  
 182. 2306-2307  
 183. 2308-2309  
 184. 2310-2311  
 185. 2312-2313  
 186. 2314-2315  
 187. 2316-2317  
 188. 2318-2319  
 189. 2320-2321  
 190. 2322-2323  
 191. 2324-2325  
 192. 2326-2327  
 193. 2328-2329  
 194. 2330-2331  
 195. 2332-2333  
 196. 2334-2335  
 197. 2336-2337  
 198. 2338-2339  
 199. 2340-2341  
 200. 2342-2343  
 201. 2344-2345  
 202. 2346-2347  
 203. 2348-2349  
 204. 2350-2351  
 205. 2352-2353  
 206. 2354-2355  
 207. 2356-2357  
 208. 2358-2359  
 209. 2360-2361  
 210. 2362-2363  
 211. 2364-2365  
 212. 2366-2367  
 213. 2368-2369  
 214. 2370-2371  
 215. 2372-2373  
 216. 2374-2375  
 217. 2376-2377  
 218. 2378-2379  
 219. 2380-2381  
 220. 2382-2383  
 221. 2384-2385

... 4.80  
... Must  
... 10.00  
... com-  
... me en  
... entrée des  
... autres

... les  
...  
...  
...  
... en trait  
... perfo-

**DROGUE.**

OPTIMA  
e UNI.

[illegible]

DIAMETRA s.p.a.

amants  
ement  
terie

\_\_\_\_\_

### Investissements « D

Les deux laboratoires ont émis la même opinion.

**ANTHONY DIAMANT**  
Hovemaster  
- The reputation solid

... une fiabilité  
- Le ... officier procède  
d'... pour élever d  
sop...

LE DIAMANT



...the demand  
...to a cost  
...the process  
...the time

10-10-1964

\_\_\_\_\_



## Les actions contre l'inflation

Jusqu'à présent, les mines d'or en valeurs américaines ont enregistré les meilleures performances, mais il est encore trop tôt pour en tirer des conclusions définitives.

Le coût d'achat au Fonds commun représente en général 4 % de la valeur de la part. Mais certains intermédiaires demandent moins. Le Crédit commercial de France se distingue en ne faisant rien à l'entrée, mais qu'il gère, mais en prélevant à la sortie un droit de 2 %.

Une possibilité pour l'investisseur d'actions de SICAV. Pendant longtemps, les SICAV ont eu une très mauvaise image. Celle-ci est en train de changer. Les bonnes performances qu'elles enregistrent aujourd'hui montrent la qualité des gérants qui les animent. Au 10 octobre 1980, les quatre-vingt-cinq SICAV existantes ont progressé de 25,7 % depuis le début de l'année. Les vingt et une SICAV « Monory » sont également au-dessus de l'indice. Les résultats étant enregistrés par OPTIMA-VALOR (+ 25,7 %) et UNIHOCHE (+ 25,6 %). Pour l'ensemble des SICAV, les frais de souscriptions sont de 4,78 %.

Beaucoup de produits, on voit, qui pourraient permettre la spéculation définitive de l'investisseur et des actions, mais malheureusement par le mécanisme du marché actuel. — J.-M. B.

## Le renouveau des bons de capitalisation

Les bons de capitalisation font recette. Après avoir été délaissés par les banques, ils sont aujourd'hui proposés à leur tour par le Crédit Mutuel, la Compagnie Bancaire, la Banque La Mérieux, la Société Générale, le Crédit Mutuel, et déjà leur réseau Banques Populaires lance aujourd'hui le marché. Et l'Agricole suivra bientôt.

La capitalisation pour le bon les statistiques. Le montant des souscriptions a atteint, en 1979, 2,7 milliards de francs, soit un rythme de 10 % par rapport à 1978.

Comme tous les bons, le bon de capitalisation est un titre représentatif d'un contrat avec un souscripteur et une société émettrice. La souscription est une opération qui a plusieurs avantages. La compagnie émettrice s'engage à verser au souscripteur un barème minimum. En fin de contrat, il reçoit un capital qui est le résultat de la somme des versements effectués, augmentée des intérêts (ainsi l'ont surnommé les professionnels) et un produit d'épargne et, à ce titre, une somme d'argent.

Pendant longtemps, n'ont pas été les bons de capitalisation qui ont permis de constituer un patrimoine.

Le bon de capitalisation est un titre représentatif d'un contrat avec un souscripteur et une société émettrice. La souscription est une opération qui a plusieurs avantages. La compagnie émettrice s'engage à verser au souscripteur un barème minimum. En fin de contrat, il reçoit un capital qui est le résultat de la somme des versements effectués, augmentée des intérêts (ainsi l'ont surnommé les professionnels) et un produit d'épargne et, à ce titre, une somme d'argent.

Le bon de capitalisation est un titre représentatif d'un contrat avec un souscripteur et une société émettrice. La souscription est une opération qui a plusieurs avantages. La compagnie émettrice s'engage à verser au souscripteur un barème minimum. En fin de contrat, il reçoit un capital qui est le résultat de la somme des versements effectués, augmentée des intérêts (ainsi l'ont surnommé les professionnels) et un produit d'épargne et, à ce titre, une somme d'argent.

Le bon de capitalisation est un titre représentatif d'un contrat avec un souscripteur et une société émettrice. La souscription est une opération qui a plusieurs avantages. La compagnie émettrice s'engage à verser au souscripteur un barème minimum. En fin de contrat, il reçoit un capital qui est le résultat de la somme des versements effectués, augmentée des intérêts (ainsi l'ont surnommé les professionnels) et un produit d'épargne et, à ce titre, une somme d'argent.

Le bon de capitalisation est un titre représentatif d'un contrat avec un souscripteur et une société émettrice. La souscription est une opération qui a plusieurs avantages. La compagnie émettrice s'engage à verser au souscripteur un barème minimum. En fin de contrat, il reçoit un capital qui est le résultat de la somme des versements effectués, augmentée des intérêts (ainsi l'ont surnommé les professionnels) et un produit d'épargne et, à ce titre, une somme d'argent.

Le bon de capitalisation est un titre représentatif d'un contrat avec un souscripteur et une société émettrice. La souscription est une opération qui a plusieurs avantages. La compagnie émettrice s'engage à verser au souscripteur un barème minimum. En fin de contrat, il reçoit un capital qui est le résultat de la somme des versements effectués, augmentée des intérêts (ainsi l'ont surnommé les professionnels) et un produit d'épargne et, à ce titre, une somme d'argent.

Le bon de capitalisation est un titre représentatif d'un contrat avec un souscripteur et une société émettrice. La souscription est une opération qui a plusieurs avantages. La compagnie émettrice s'engage à verser au souscripteur un barème minimum. En fin de contrat, il reçoit un capital qui est le résultat de la somme des versements effectués, augmentée des intérêts (ainsi l'ont surnommé les professionnels) et un produit d'épargne et, à ce titre, une somme d'argent.



# L'OR

*pourquoi en avoir?  
comment le travailler?*

REPONSE:  
AU CENTRE D'INFORMATION  
SUR L'OR

**CREDIT DE LA BOURSE**

206 51 74  
CONSEIL ET TRANSACTION  
EN OR COTE ET NUMISMATIQUE  
2 du 4 septembre 1980

présents au forum de l'investissement

(Publié)


**DIAMANT s.p.a.**

2000 Avenue de la République  
75011 Paris  
Tél. : 01/31-46-34  
Téléc. : Lagueur 33.555

Vente de diamants  
d'investissements  
de bijouterie

Certificats G.I.A.-H.R.D.-I.G.I.

**Y. RIDLEWICZ**  
Diamantaire  
2, rue ANVERS



Pierres précieuses  
de 0,75 à 10 + 2  
Certificat H.R.D. - I.G.I.  
Tél. (031) 34-19-30/61  
32-17-11

(Publié)

## Investissements « DIAMANT » Attention !..

La valeur réelle d'un diamant taillé est aussi liée à la fiabilité du laboratoire qui a dressé le certificat d'expertise.

deux brillants de 1 carat, chacun d'un laboratoire différent, des résultats identiques de qualité (D/FLAWLESS), peuvent, selon le laboratoire qui a émis le certificat, occuper une échelle de l'ordre de 30 % si les deux procurent une cotation aux extrêmes.

ADAMAS.

**A.D.L. ANTWERP DIAMOND LABORATORY**  
DIAMOND CERTIFICATION

Hovemaersstr., 48-200 Antwerp-2 33-07-92

- Une réputation solide et notoire d'intégrité.
- Une haute fiabilité internationalement reconnue.
- Un certificat procurant une cotation parmi les deux plus élevées du marché diamantaire anversois.

Passez au forum de l'investissement, 101a Boulevard de la République, les 25-26-27 octobre 1980.

## LE DIAMANT PAR GEMDIAM.

ATTENTION : matière d'investissement Diamant, nous vous conseillons une pierre proche de 1 carat. POURQUOI ?



GEMDIAM, sur simple demande, répondra en toute franchise à cette question.

Nos diamants et pierres précieuses de couleurs sont vendus avec certificats d'authenticité délivrés par des laboratoires internationaux (C.C.I.P. - G.I.A. - H.R.D. - I.G.I.). Nos services pour la renégociation sont assurés par contrat.

LES BONS D'INVESTISSEMENT S.A.  
Tour Maine-Montparnasse  
75755 Paris 15 Tél. : 70.00.00

sur engagement, une information complète "Placement Pierres précieuses".

☐ Par courrier ☐ Par visite


Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_


Code postal : \_\_\_\_\_

# CONSTRUISEZ VOTRE PATRIMOINE.


## EN TOUTE SÉCURITÉ AVEC L'ÉCUREUIL AVEC DES RÉPONSES D'AUJOURD'HUI ADAPTÉES AUX BESOINS DE CHACUN.



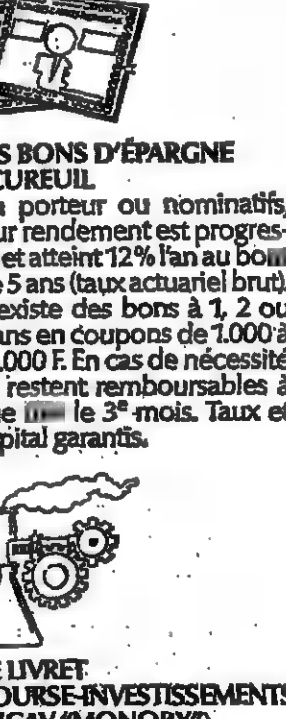
**LE LIVRET A**  
Pour votre argent disponible. Véritable réservoir de vos économies, le Livret A vous rapporte un intérêt totalement exonéré d'impôt. Faites le calcul et comparez. Pour des dépôts qui dépassent le plafond légal de dépôt utilisez le Livret B (en profitant de l'option fiscale).



**L'ÉPARGNE-LOGEMENT**  
Vous souhaitez devenir propriétaire? Commencez par épargner. Vous ne pouvez pas vous engager un montant d'épargne fixe? Ouvrez un Livret d'Épargne-Logement. Vous y déposez ce que vous voulez, quand vous voulez. Vous en retirez les sommes dont vous avez besoin, et les intérêts sont exonérés d'impôt. Au bout de 18 mois déjà vous avez droit à un prêt à taux réduit. Vos projets sont moins urgents et vos revenus réguliers? Alors pensez au Plan d'Épargne-Logement. Alimenter-le pendant quatre ans. Les intérêts et la prime que vous recevrez à la fin du Plan sont aussi exonérés d'impôt. Et que vous demandiez un prêt ou que vous y renonciez, intérêt et prime vous seront versés.



**LES BONS D'ÉPARGNE ÉCUREUIL**  
Au porteur ou nominatifs, leur rendement est progressif et atteint 12 % l'an au bout de 5 ans (taux actuariel brut). Il existe des bons à 1, 2 ou 5 ans en coupons de 1.000 à 10.000 F. En cas de nécessité ils restent remboursables à vue le 3<sup>e</sup> mois. Taux et capital garantis.



**LE LIVRET BOURSE-INVESTISSEMENTS (SICAV « MONORY »)**  
C'est pour vous l'accès à la Bourse dans les meilleures conditions de sécurité.

Investissez ce que vous voulez et déduisez selon votre cas jusqu'à 5.000 F de votre revenu imposable. Plus 500 F pour chacun des deux premiers enfants à charge. Et 1.000 F pour chacun des suivants. Vous trouverez auprès des Caisses d'Épargne Écureuil bien d'autres solutions pour construire votre patrimoine: Les SICAV Livret Portefeuille et Société Nouvelle France Obligations, le Plan d'Épargne Long Terme... Renseignez-vous auprès de nos Conseillers en Épargne. Compétents et désintéressés, ils sauront vous guider en fonction de votre âge, de vos revenus, de vos projets. Construisez votre patrimoine avec l'Écureuil. En toute confiance.

# CAISSE D'ÉPARGNE

## POUR CEUX QUI VEULENT COMPTER PLUS.



## Les publications de la Documentation française

— **Bilan** ■ ■ ■ ■ ■ perspectives ■ ■ ■ ■ ■  
■ ■ ■ ■ ■ Colloques du Tou-  
quet. Le volume ■ ■ ■ ■ ■ F.  
■ ■ ■ ■ ■ techniques, colloques ■ ■ ■ ■ ■ Touquet.  
■ ■ ■ ■ ■ F.  
Quest. ■ ■ ■ ■ ■ F.  
■ ■ ■ ■ ■ et développe-  
■ ■ ■ ■ ■ dans ■ ■ ■ ■ ■ domaine ■ ■ ■ ■ ■ Féner-  
gie. Rapport ■ ■ ■ ■ ■ F.  
■ ■ ■ ■ ■ 80 F.  
■ ■ ■ ■ ■ départements en 1975. L ■ ■ ■ ■ ■  
■ ■ ■ ■ ■ volumes, 50 F.  
■ ■ ■ ■ ■ Archives ■ ■ ■ ■ ■ France. Rap-  
port ■ ■ ■ ■ ■ 10 F.  
★ Ces publications sont en  
vente à la Librairie de la Docu-  
mentation Française, 51, quai  
Voltaire, Paris-7, et dans toutes les  
bibliothèques de documentation.  
■ ■ ■ ■ ■ Documenta-  
tion française, 163, rue Garibaldi,  
Lyon-3, pour la correspondance.  
■ ■ ■ ■ ■ 154, rue Henri-Barbus, 93396  
Aubervilliers-Cedex : télex : 200 100

[illegible]

**LOTTO**

6 36 39

6 **NUMEROS**

**PROCHAIN TIRAGE**  
**VALIDATION JUSQU'AU 24**

**SITUATION LE 240800 A 0h G.M.T.**

23 au 24) : Ajaccio, 18 et 19 de  
Biarritz, 20 et 21; Bordeaux, 19  
11; Bourges, 15 et 16; Brest, 14  
10; Caen, 14 et 15; Cherbourg,

et 9 : Clermont-Ferrand, 16 et  
Dijon, 14 et 10 : Grenoble, 16 et  
Lille, 14 et 9 : Lyon, 18 et 7 :  
seille, 20 et 11 : Nancy, 14 et  
Nantes, 15 et 12 : Nice, 11 et  
Paris-Le Bourget, 15 et 11 : Pau,  
et 10 : Perpignan, 23 et 9 : Ren  
11 et 13 : Strasbourg, 13 et 9 : Tou  
16 et 11 : Toulouse, 11 et 9 : P  
-Pitre, 29 et 23.

Alger, 33 et 10 degrés; Amsterdam, 13 et 9; Athènes, 33 et 14; Berlin, 12 et 8; Bonn, 14 et 3; Bruxelles, 24 et 10; Le Caire, 23 et 17; Copenhague, 15 et 19; Copenhague, et 8; Genève, 14 et 7; Lisbonne, 17; Lourda, 15 et 4; Madrid, 20 et 14; Moscou, 6 et — 3; Nairi, 23 et 13; New-York, 10 et 6; Palerme, de-Majorque, 11 et 10;

**Probabilités**  
pour le dimanche 28 octobre

Au lever du jour les températures seront assez fraîches sur l'ensemble du pays. Dès le matin, une bonne brisa de secteur ouest se fera attendre, au fin de journée, le quart nord-ouest. Elle pourra donner quel-

ques faibles pluies sur les régions proches de la Manche et de la mer du Nord. Une partie du pays, la journée sera donc ensoleillée après la disparition des brumes matinales. Cependant, quelques averses pourront encore se produire sur les Alpes et le Jura.

LE MUSÉE FRANÇAIS DE L'HOLOGRAPHIE. — Moyen de reproduction optique permettant de réaliser l'holographie en intérieur sur une plaque ou un film photographique de lumière cohérente, produite par un laser. Le procédé fournit une image à trois dimensions, reproduisant l'objet avec fidélité et donnant l'impression que l'observateur se déplace autour du mouvement ; tel objet qui peut voir sortir d'un tunnel avec un réalisme étonnant.

★ Musée français de l'holographie, 5 rue Rancière, 75003 Paris (cité du Centre Beaubourg). Horaires : 12 h et 3 h pour les adultes et les enfants (moins de 18 ans) par personnes, par groupe de 50. Tous les jours de 12 h à 18 h.

**UN DÉCRET**  
● Portant création d'un corps  
d'agents professionnels des  
tribunaux judiciaires.

**DES ARRÊTES**  
● Relatifs à la taxe parafiscale  
applicable à la bétailerie pour  
campagne 1980-1981 au bénéfice  
du Fonds national de développe-  
ment agricole.

● Relatifs au retrait de  
consommation des viandes  
issues provenant d'animaux  
battus, blessés, repa-  
rants interdits.

**UN TARIFAU**  
● Des éléments retenus pour  
le calcul des bénéfices-agricoles  
forfaitaires imposés au titre  
de l'année 1979 (revenus de 1979).

## LA RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

**DES LISTES ÉLECTORALES**

Le ministère de l'Intérieur rappelle que la période de révision des listes électorales s'est terminée le 1<sup>er</sup> septembre, et prendra fin le 31 décembre prochain.

L'inscription sur les listes électorales est obligatoire pour toutes les personnes de nationalité française âgées de dix-huit ans et jouissant de leurs droits civiques.

Par conséquent, doivent deman-

der leur inscription sur les listes électorales : les personnes remplissant les conditions pour être électeur, et qui ne seraient pas inscrites, les personnes ayant changé de domicile ou de résidence, ainsi que les jeunes gens ayant atteint l'âge de la majorité ou qui auront dix-huit ans avant atteint l'âge de la majorité ou qui auront dix-huit ans avant le 28 février 1981.

Les futurs électeurs doivent se présenter dans la mairie de la commune de leur domicile ou de leur résidence, munis d'une pièce d'identité.

Il est, en outre, pouvoir justifier d'une inscription avec la commune, attache qui peut être : soit le domicile, soit une résidence continue de plus de six mois, soit

# LOTO

TIRAGE N°43

DU 22 OCTOBRE 1980

6

36

39

41

46

48

23

| NOMBRE DE BILLES<br>GAGNANTES                      | MONTANT PAR BILLE<br>MONTANT TOTAL (F) |
|--|--|
| 6 BILLES NUMEROS                                   | 3 377 859,10 F                         |
| 5 BONS NUMEROS<br><small>= complémentaires</small> | 194 876,40 F                           |
| 5 BILLES NUMEROS                                   | 1 194 730,60 F                         |
| 4 BILLES NUMEROS                                   | 190,40 F                               |
| 3 BILLES NUMEROS                                   | 13,20 F                                |

PROCHAIN TIRAGE LE 29 OCTOBRE 1980

JUSQU'AU 28 OCTOBRE 1980 APRES-MIDI

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75271 PARIS - CEDEX 05  
T.C.F. Paris CEDEX 2

**ABONNEMENTS**

2 mois ..... 5 francs ..... 10 francs

**FRANCE - D.O.M. - T.O.M.**  
22 F. 22 F. 22 F.

**TOUTS PAYS ÉTRANGERS**  
T.C.F. Paris CEDEX 2  
30 F. 30 F. 30 F. 30 F.

**ÉTRANGER**  
(en mandat)

**I - BELGIQUE-LUXEMBOURG**  
24 F. 24 F. 24 F. 24 F.

**I - SUISSE - J.U.**  
24 F. 24 F. 24 F. 24 F.

**Pour les autres pays**  
Télégramme sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (C.P.S.V.) voudront bien joindre en chèque à leur demande.

Chaque fois d'adresse défectueuse ou provisoire (deux semaines au plus) nos abonnés sont invités à formuler leur demande sous scellés au moment avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement de régie sous les noms propres au moment d'imprimerie.

**260.80.80.** — Pour tout savoir sur la nouvelle cuisson au gaz deséaler par brûleur séquentiel Schötte, téléphoner au 260.80.80 à Paris. Le fabricant répond lui-même à toutes les questions: fonctionnement, modèles, prix, adresses des magasins à la vente, etc.; tous les jours, sauf dimanche, de 9 heures à 20 heures.

Jusqu'en  
15 novembre  
**CONDITIONS  
SPECIALES**



pour une installation de votre service  
★★★★★  
**SALON DU MOBILIER  
ET DE LA DÉCORATION**  
Porte de Versailles STAND 103  
★★★★★



**“cuisines installées”**  
**VOUS POUVEZ  
NOUS FAIRE CONFIANCE  
NOUS AVONS  
10 ANS D'EXPERIENCE**

**PARIS 7° - HELENA 7 24, Bd. de la Pomme, TEL : 548.41.71**  
PARIS 14° - BOUTIN ET GUESNE 3, rue de la Pompe, TEL : 224.46.40  
PARIS 17° - HELENA 18 43, rue St Didier, TEL : 704.02.08  
**VERMORELLES - MARSEILLE 7, 1 bis rue de la Paix, TEL : 951.46.11**  
**MOULANES - SAINT SEVER - CARRIERS DU JONC, 107, Bd Jean Jaurès, TEL : 003.00.48**  
**PERREUILLE 181 14 - CARRIERS DU JONC 14 30, av. du Général Leclerc, TEL : 464.26.55**



Affilié au  
Syndicat  
National  
de réajustement de la  
cuisine  
de la Charte du  
revendeur installateur  
de cuisines.

**HELENA**  
*Cuisines*



**14 modèles - 463 calorif - 410 modules**

**ÉCRIVEZ GRATUITEMENT A HELENA.**

**DOCUMENTATION**

catalogue cuisine HELENA "cuisines pratiques"  
carte ZIP en timbre à l'une des adresses ci-dessous

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_  
Profession \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_

COMPTON

010

100/11

[illegible]







M. **Maria Lovett**, agent d'assurance, nous fait part des réflexions suivantes :

La Caisse d'assurance-maladie des non-salaris (CANAM), résumée par le **Roy**, n'a eu qu'un but : pressurer les professions libérales en **favorisant** les commerçants et artisans qui, du fait du mode de cotisation **basé** sur le chiffre d'affaires, étaient **fantasmes** de la Caisse, incapables d'équilibrer leur **propre** maladie ; notre **équivalent** fort bien avec des cotisations raisonnables, elles **étaient** affolantes.

[illegible]

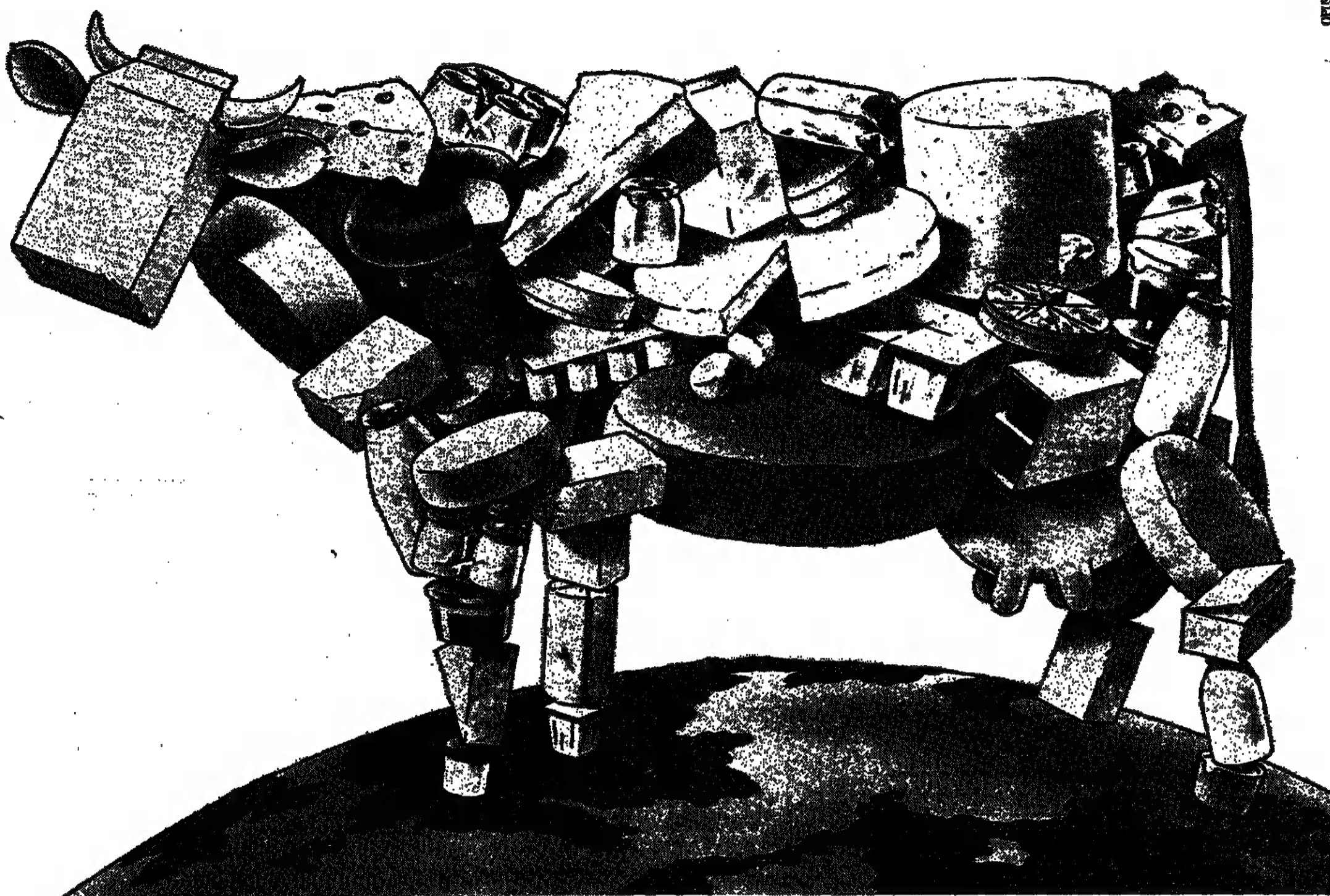
qu'un père de trois **enfants** aurait dû **divorcer** 2025 F !  
La **Marine** **coûte** a sup-  
primé ce **taxe** entre revenu,

**NOUS AVONS SUREMENT  
LE VOYAGE QU'IL VOUS FAUT.**

LEAD



# EN FRANCE, QUAND LES PRODUCTEURS DE LAIT SE DONNENT LA MAIN, LEURS PRODUITS FONT LE TOUR DU MONDE.



Cette année, les Coopératives Laitières fêtent leur cinquantenaire.

Leurs produits représentent 60 % des exportations et plus de la moitié des produits laitiers consommés en France.

Cette réussite, c'est le couronnement du travail, de la volonté, de la foi d'une poignée d'hommes qui, il y a plus d'un demi-siècle, refusèrent de brader leurs vaches, leur terre, leur lait; et qui choisirent de s'organiser ensemble, pour échapper à la loi des acheteurs tout puissants de l'époque.

Aujourd'hui, ces hommes sont des milliers: les Coopératives Laitières de France comptent 300 000 sociétaires, animés par la même foi. Pour défendre le lait, ils lui trouvent de nouveaux marchés, de nouveaux dérivés. Ils réinventent les lois du Marketing; mais, issus du terrain, ils ajoutent le sens des réalités à l'intelligence, l'amour des traditions à la nécessité d'innover; ils expérimentent, s'informent, se donnent ensemble les moyens de moderniser et d'améliorer

la production.

Ensemble, ils réussissent, démontrant ainsi que l'esprit de coopération peut être aussi (si non plus) productif et payant que le seul instinct de profit; que dans un pays libre, plusieurs systèmes économiques peuvent coexister compétitivement; et qu'enfin, l'économie moderne ne saurait vivre, aujourd'hui, ni demain, sans la valeur humaine, l'esprit d'entreprise et de solidarité.

Ces aventures humaines, exemplaires et quotidiennes, se nomment Sodima, Union Laitière Normande, G.A.M.A. Nova, France-Lait, Charentes-Poitou et les Coopératives de la Bresse et de l'Auvergne, etc... Elles entrent chaque jour dans nos foyers avec des marques comme Yoplait, Elle & Vire, Nova, Régilait, Candia, etc... Elles nous touchent et nous donnent de la fierté, parce qu'en fond, c'est l'histoire de simples paysans de France, devenus leaders économiques, pour que notre pays garde son lait, ses forces vives.



«Pour l'Union Laitière Normande, l'avenir du lait est à l'exportation.»

L'U.L.N. est implantée sur un fabuleux gisement de lait: l'Ouest de la France, essentiellement la Normandie et la Bretagne.

Pour écouler ce lait, l'U.L.N., avec sa filiale commerciale Fromançais, a pris de longue date sa place sur le marché national, mais aussi et surtout s'est efforcée de trouver des débouchés à l'exportation.

Dès 1962, à l'initiative de son fondateur Auguste Grandin, l'U.L.N. s'est dotée d'outils qui lui ont permis de s'implanter durablement sur les marchés extérieurs, tant en produits vrac que sous marque.

Pour l'U.L.N. le développement des exportations vers les pays du tiers-monde passe de plus en plus par la création d'usines de reconstitution du lait. Ces usines ont un triple intérêt: d'une part, permettre la promotion de l'élevage dans ces

pays, d'autre part, apporter des garanties de débouchés pour nos maîtres producteurs (butter-oil, poudre de lait); enfin, elles fournissent le support indispensable à l'accroissement de la consommation des produits laitiers dans le monde.

L'U.L.N. applique depuis longtemps, au pied de la lettre, le slogan: «L'agriculture, c'est notre pétrole». Aujourd'hui, avec 2,1 milliards de francs à l'exportation, soit 40 % de son chiffre d'affaires en produits laitiers, l'Union Laitière Normande est le premier exportateur français de produits agro-alimentaires.

La marque «Elle & Vire» est connue dans le monde entier. Ce qu'on ne sait pas assez, c'est qu'elle est la propriété de 35 000 éleveurs français et l'aboutissement de l'aventure tentée par une poignée de coopérateurs dans les premières années de l'après-guerre.

Elle & Vire

## COOPÉRATIVES LAITIÈRES

### LE PARI GAGNÉ DES HOMMES DE BONNE VOLONTÉ











# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. L'ÉCOLE : « La Rochefoucauld éducateur », par Gabriel Matzeff ; Réplique à « Pensé Haby », par Jean-Marie Banaist.

### ÉTRANGER

3. EUROPE  
4. PROCHE-ORIENT  
5. AMÉRIQUES  
— CANADA : la Chambre des communes interromp le débat sur la Constitution.  
6. AFRIQUE  
— AFRIQUE DU SUD : « Le vent du surplus » (II), de notre envoyé spécial Jean-Claude Pometti.  
7. DIPLOMATIE  
— La visite de M. Barre à Tunis.  
8. ASIE

### POLITIQUE

7. La communiqué du conseil des ministres.  
8-9. La préparation de l'élection présidentielle.  
9. Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.

### SOCIÉTÉ

10. L'ordinateur à l'école.  
11. Les contradictions de l'enseignement supérieur (II), par Jean Vincens.  
12. L'installation du grand rabbin de Paris.  
13. JUSTICE : le procès de Philippe Maréchal.

### CULTURE

14-15. THÉÂTRE  
20. VU : « Les sons qui nous entourent ».

### LOISIRS ET TOURISME

19. VOYAGES EN NOSTALGIE : les nouveaux « snobs de l'Orient-Express » ; l'Europe, verre en main.  
20. Budget du tourisme : la stagnation.  
21. La province du Minho : « Jardin du Portugal ».  
22. JARDINAGE.  
23-25. VACANCES A LA NEIGE.  
33-35. LES PLACEMENTS MALHEUREUX PAR LA CRISE

— Les actions contre l'inflation.  
— Une diversification originale : l'achat d'un conteneur.  
— Le renouveau des bons de capitalisation.

### ECONOMIE

40. AFFAIRES : les assises du C.N.P.F.

### RADIO-TELEVISION (28)

INFORMATIONS  
— SERVICES (36)  
Bibliographie : Météorologie ; « Journal officiel ».

— Annonces classées (28 à 31) ; Carnet (32) ; Mots croisés (27) ; Programmes spectacles (17-18) ; Bourse (41).

### Moi je skie à La Plagne

Maison de La Plagne  
176 av. Charles de Gaulle  
92522 Neuilly-sur-Seine  
Tél. : 747.12.80

### A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE

LAMPES ABAT-JOUR  
ÉCLAIRAGES POUR  
TABLEAUX  
SPLITS

### READY-MADE LUMIÈRE

35-40, rue Jacob, 75006 PARIS  
280-38-01

A B C D E F G

## LES ALÉAS DE L'EMBARGO CÉRÉALIER

### La C.E.E. reprend ses ventes d'orge à l'U.R.S.S.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La C.E.E. s'apprête à reprendre ses exportations d'orge vers l'U.R.S.S. Conformément à la procédure communautaire, la Commission européenne va, dans les prochains jours, ouvrir une adjudication portant sur 300 000 tonnes d'orge. L'orientation prise est critiquée au sein de la Communauté par le Royaume-Uni, la R.F.A. et le Danemark, ainsi qu'aux États-Unis où elle est présentée — de manière parfaitement tendancieuse, dit-on à Bruxelles — comme une rupture de l'embargo décidé après l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques.

La C.E.E. s'était engagée auprès des Américains à ne pas profiter de l'embargo qu'ils avaient décrié pour développer ses ventes.

### WASHINGTON DÉNONCE LES « INTÉRÊTS ÉGOÏSTES » DES PAYS EUROPÉENS

Washington (A.F.P.). — Les États-Unis critiquent l'attitude de plusieurs pays européens qui n'ont suivi que leurs « intérêts égoïstes » dans la façon dont ils ont appliqué l'embargo céréalier à l'encontre de l'U.R.S.S. à la fin de l'été 1980. M. Powell, porte-parole de la Maison Blanche.

La porte-parole a nié que les Américains aient eux-mêmes violé cet embargo. Selon lui, les États-Unis n'ont envoyé, entre octobre 1979 et octobre 1980, que 8 millions de tonnes de céréales en Union soviétique contre 25 millions de tonnes commandées par l'U.R.S.S. « s'il n'y avait eu », a-t-il ajouté, « la réussite à combler par la moitié des 17 millions manquants, ce qui a entraîné une baisse de 4 % de la production de viande en U.R.S.S. ».

Cependant, pour la campagne en cours qui a commencé le 1<sup>er</sup> octobre, l'U.R.S.S. a déjà pratiquement atteint le plafond de 8 millions de tonnes fixé par l'embargo, à la suite d'une nouvelle commande de 120 000 tonnes de maïs. Cette opération porte à 7,73 millions de tonnes le montant global des achats soviétiques de céréales américaines.

« La principale organisation américaine d'exportateurs agricoles s'est élevée, le 23 octobre, contre l'accord de fourniture de céréales à la Chine. M. Robert Delano, président de l'American Farm Bureau Federation, a condamné « l'intervention croissante du gouvernement dans les exportations agricoles ».

### HAUSSE DU DOLLAR ET DE LA LIVRE

La tendance ne s'est guère modifiée sur les marchés des changes ce vendredi 24 octobre : la hausse du dollar s'est poursuivie de même que celle de la livre sterling. À Paris, le cours de la devise américaine s'est ainsi inscrit à 4,305 FF, dans le même temps où celui de la livre progressait à 16,57 F.

Le dollar suédois restait stable à 2,360 F. Sur le marché de l'or, les cours continuèrent de s'effriter à 625 dollars environ contre 624,50 dollars la veille en clôture.

### LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES...

LE CHARMÉ SUBIME  
DES IMPRIMERIES D'HIVER  
DEPUIS 18,50 F LE MÈTRE

LE COIN DES TROUVAILLES  
ET DES BONNES AFFAIRES

LE CLUB CHIC DES LAINAGES,  
TWEEDS, DRAPS, REVERSIBLES,  
ÉCOSSAIS, CACHEMIR,  
MOHAIRS

LA FAMEUSE BOUTIQUE  
DES SOIERIES, DENTELLES,  
LAINES, TISSUS BRODÉS  
ET BROCHES

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## En Pologne

### LE SYNDICAT INDÉPENDANT EST LÉGALEMENT RECONNU

Varsovie (A.F.P.). — Le président du tribunal de Varsovie a annoncé, vendredi 23 octobre au début d'après-midi, qu'il acceptait d'enregistrer légalement Solidarité en qualité de syndicat indépendant et autogéré. Comme prévu, la question du rôle dirigeant du parti communiste, qui bloquait l'enregistrement de Solidarité, a été réglée par un compromis. À la demande du juge, le président du tribunal, M. Lech Walesa, a déclaré que son organisation respectait la lettre et l'esprit de l'accord de Gdansk, y compris le point 2 qui fait référence au rôle du parti.

### En Italie

### LE P.C.I. AMORCE SON AUTOCRITIQUE

(De notre correspondant.)

Rome. — La première « auto-critique » publique du parti communiste italien sur son attitude durant les trente-six jours du conflit Fiat est apparue dans l'hebdomadaire théorique du parti, *Rinascita*, du 23 octobre. Sous la plume de M. Giacard d'Estain, l'un des principaux dirigeants, haut responsable de la politique économique. Ces problèmes seront abordés par le comité central du 31 au 5 novembre. M. Chiaromonte expose ainsi ce que seront l'axe et les limites du débat : il y a eu des erreurs du P.C.I., la ligne de M. Berlinguer n'était pas fondée, notamment dans tout le pays. La reine Sofia s'est rendue dans la soirée à Bilbao pour faire le tour des hôpitaux, faisant ainsi

Cet article synthétique en trois points ce que furent « aussi les erreurs du P.C.I. ». En premier lieu, « la bataille a été seulement défensive » et elle n'a pas réussi à « rendre la majorité des ouvriers conscients de la gravité de la crise de l'automobile ». Deuxièmement, il y a eu « des formes de lutte erronées » (il fait allusion aux piquets de grève à outrance) qui représentaient « des risques de division entre les ouvriers, risques qui se sont dangereusement matérialisés ». Enfin, le parti communiste n'a pas créé la nécessaire liaison « avec les chefs et les cadres moyens », comme l'a montré le succès de la manifestation de 40 000 personnes à Turin, essentiellement des agents de maîtrise, au nom de la liberté du travail.

### LA GUERANDE

La Boutique du Canopé-Lit  
PARIS (7<sup>e</sup>) - 546-33-33  
21 bis, rue de Grenelle

Les Créations CARLIS  
La Boutique du Canopé  
45, rue Daubou - 5906 PARIS  
Tél. : 546-32-72

La seule boutique spécialisée pour sélectionner vos besoins en canopé-lit chauffant. Lit, à ses mesures et s'intégrant harmonieusement avec votre intérieur.

### LA GUERANDE

La Boutique du Canopé-Lit  
PARIS (7<sup>e</sup>) - 546-33-33  
21 bis, rue de Grenelle

Les Créations CARLIS  
La Boutique du Canopé  
45, rue Daubou - 5906 PARIS  
Tél. : 546-32-72

La seule boutique spécialisée pour sélectionner vos besoins en canopé-lit chauffant. Lit, à ses mesures et s'intégrant harmonieusement avec votre intérieur.

### LA GUERANDE

La Boutique du Canopé-Lit  
PARIS (7<sup>e</sup>) - 546-33-33  
21 bis, rue de Grenelle

Les Créations CARLIS  
La Boutique du Canopé  
45, rue Daubou - 5906 PARIS  
Tél. : 546-32-72

La seule boutique spécialisée pour sélectionner vos besoins en canopé-lit chauffant. Lit, à ses mesures et s'intégrant harmonieusement avec votre intérieur.

### LA GUERANDE

La Boutique du Canopé-Lit  
PARIS (7<sup>e</sup>) - 546-33-33  
21 bis, rue de Grenelle

Les Créations CARLIS  
La Boutique du Canopé  
45, rue Daubou - 5906 PARIS  
Tél. : 546-32-72

La seule boutique spécialisée pour sélectionner vos besoins en canopé-lit chauffant. Lit, à ses mesures et s'intégrant harmonieusement avec votre intérieur.

### LA GUERANDE

La Boutique du Canopé-Lit  
PARIS (7<sup>e</sup>) - 546-33-33  
21 bis, rue de Grenelle

Les Créations CARLIS  
La Boutique du Canopé  
45, rue Daubou - 5906 PARIS  
Tél. : 546-32-72

La seule boutique spécialisée pour sélectionner vos besoins en canopé-lit chauffant. Lit, à ses mesures et s'intégrant harmonieusement avec votre intérieur.

## AU PAYS BASQUE ESPAGNOL

### L'explosion à l'école d'Ortuella a causé la mort d'une cinquantaine d'enfants

De notre correspondant

Madrid. — Le bilan officiel de l'explosion accidentelle qui a eu lieu, le jeudi 23 octobre, peu avant midi, dans une école de la petite ville d'Ortuella, au Pays basque espagnol (nos dernières éditions), est de cinquante et un morts, pour la plupart des enfants âgés de cinq à dix ans. La catastrophe a eu lieu, semble-t-il, au moment où un ouvrier réparait, avec un chalumeau, une chaudière située sous une salle de classe. Il y a trente blessés.

Des scènes d'horreur ont succédé à la déflagration qui s'est produite quelques minutes avant midi à la suite, vraisemblablement, d'une fuite de gaz propane. De toute la ville, les parents sont accourus vers l'école, où se trouvaient plusieurs centaines d'enfants, pour voir le sol jonché de corps déshabillés.

Tandis que les ambulances et les sauveteurs arrivaient sur les lieux, des pères et des mères affolés de douleur portaient, emportant leur enfant mort dans leurs bras. Des témoins ont vu des parents tenter de se suicider et un garde civil empêcher une mère de se jeter du haut d'un immeuble en criant : « Mes deux fils sont là-dessous ».

Les radios locales de cette petite ville située à une quinzaine de kilomètres de Bilbao lançaient des appels aux donateurs de sang et demandaient à tous les médecins de se présenter dans les hôpitaux où quatre salles d'opération travaillaient sans discontinuer. Tout au long de la journée, le bilan était demeuré incertain, car de nombreux enfants avaient disparu, sans doute emmenés par leurs parents. En fin de soirée, le bureau du gouverneur civil annonçait le bilan officiel : quarante-neuf enfants et deux adultes tués, trente blessés.

La catastrophe, la plus grave qui se soit jamais produite au Pays basque espagnol, a soulevé une vive émotion dans tout le pays. La reine Sofia s'est rendue dans la soirée à Bilbao pour faire le tour des hôpitaux, faisant ainsi

sa première visite au Pays basque depuis le couronnement du roi Juan Carlos. Toutes les écoles publiques d'Espagne ont restées fermées vendredi en signe de deuil.

À Madrid, le ministre de l'Intérieur, M. Juan José Rosón, déclarait que rien ne laissait croire à un attentat criminel. De source officielle, on estimait qu'un ouvrier travaillant avec une lampe à souder avait sans doute provoqué l'explosion d'une couche de gaz accumulée sous les salles de classe par une fuite dans les cuisines. La société qui avait installé le gaz à l'école affirmait que ses installations ne sont pas en cause et que le réservoir de gaz propane est resté intact. Elle déclare néanmoins qu'il existait dans l'école des installations non autorisées par la compagnie du gaz.

L'association des parents d'élèves a rappelé qu'elle avait déjà signalé la proximité dangereuse de la chaudière et des salles de classe et que plusieurs écoles de la région étaient pourvues d'installations similaires.

L'association des familles des victimes de l'explosion de l'école d'Ortuella, où vingt enfants parisiens avaient péri il y a sept ans à Paris, a offert son concours aux parents d'Ortuella pour les aider à établir s'il existait des vices de construction dans l'école.

Les obsèques des victimes ont lieu ce vendredi après-midi. Une chapelle ardente a été installée sur la place principale de la petite ville. (Interim.)

## LA LIQUIDATION DE MANUFRAANCE

### La C.G.T. veut faire du 28 octobre une journée nationale de protestation

De notre correspondant

Saint-Etienne. — L'acte de décès de la Société nouvelle Manufrance (S.N.M.) enregistré, il y a quelques jours, au tribunal de commerce de Saint-Etienne, M. Portailier a signifié le 23 octobre à ses deux confrères de l'ancienne société, M. Rosignol et Dubreuil, la résiliation du contrat de location-gérance. Le fonds de commerce de la Manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne comprenant l'ensemble de ses éléments corporels et incorporels revient donc ipso facto à l'ancienne société, et surtout, retourne à celle-ci ses mille huit cent cinquante-cinq salariés. Qui va le licencier et supporter les frais de cette mesure économique ? Ceux-ci ont à la charge de la S.N.M. selon M. Tapie, P.-D.G. de l'ancienne société, se référant à une clause du contrat de location-gérance.

Pour débrouiller cet écheveau juridique, M. Portailier a fait appel au Groupement des experts comptables de la région parisienne (G.E.R.P.) qui procèdera aux licenciements et fixera le montant des indemnités légales et les salaires d'octobre incombant aux ASSEDEC. Le représentant du G.E.R.P. M. Solta, devait être à pied d'œuvre dès ce vendredi, ainsi d'ailleurs que M. Schuler, haut fonctionnaire chargé par le ministre du travail d'une mission de coordination.

La formation du personnel de Manufrance. Celui-ci poursuit l'occupation de l'entreprise. Ils ont été quelque cinq cents à défilier jeudi jusqu'à la préfecture où une délégation a été reçue par le préfet.

L'O.D.-C.G.T. a décidé d'organiser, vendredi après-midi, un rassemblement de lutte interprofessionnel auquel seule la fédération départementale du P.C.P. a répondu. Les élus ont décidé de se réunir à la préfecture où une délégation a été reçue par le préfet.

L'O.D.-C.G.T. a décidé d'organiser, vendredi après-midi, un rassemblement de lutte interprofessionnel auquel seule la fédération départementale du P.C.P. a répondu. Les élus ont décidé de se réunir à la préfecture où une délégation a été reçue par le préfet.

L'O.D.-C.G.T. a décidé d'organiser, vendredi après-midi, un rassemblement de lutte interprofessionnel auquel seule la fédération départementale du P.C.P. a répondu. Les élus ont décidé de se réunir à la préfecture où une délégation a été reçue par le préfet.

L'O.D.-C.G.T. a décidé d'organiser, vendredi après-midi, un rassemblement de lutte interprofessionnel auquel seule la fédération départementale du P.C.P. a répondu. Les élus ont décidé de se réunir à la préfecture où une délégation a été reçue par le préfet.

L'O.D.-C.G.T. a décidé d'organiser, vendredi après-midi, un rassemblement de lutte interprofessionnel auquel seule la fédération départementale du P.C.P. a répondu. Les élus ont décidé de se réunir à la préfecture où une délégation a été reçue par le préfet.

L'O.D.-C.G.T. a décidé d'organiser, vendredi après-midi, un rassemblement de lutte interprofessionnel auquel seule la fédération départementale du P.C.P. a répondu. Les élus ont décidé de se réunir à la préfecture où une délégation a été reçue par le préfet.

L'O.D.-C.G.T. a décidé d'organiser, vendredi après-midi, un rassemblement de lutte interprofessionnel auquel seule la fédération départementale du P.C.P. a répondu. Les élus ont décidé de se réunir à la préfecture où une délégation a été reçue par le préfet.

L'O.D.-C.G.T. a décidé d'organiser, vendredi après-midi, un rassemblement de lutte interprofessionnel auquel seule la fédération départementale du P.C.P. a répondu. Les élus ont décidé de se réunir à la préfecture où une délégation a été reçue par le préfet.

L'O.D.-C.G.T. a décidé d'organiser, vendredi après-midi, un rassemblement de lutte interprofessionnel auquel seule la fédération départementale du P.C.P. a répondu. Les élus ont décidé de se réunir à la préfecture où une délégation a été reçue par le préfet.

L'O.D.-C.G.T. a décidé d'organiser, vendredi après-midi, un rassemblement de lutte interprofessionnel auquel seule la fédération départementale du P.C.P. a répondu. Les élus ont décidé de se réunir à la préfecture où une délégation a été reçue par le préfet.

L'O.D.-C.G.T. a décidé d'organiser, vendredi après-midi, un rassemblement de lutte interprofessionnel auquel seule la fédération départementale du P.C.P. a répondu. Les élus ont décidé de se réunir à la préfecture où une délégation a été reçue par le préfet.

L'O.D.-C.G.T. a décidé d'organiser, vendredi après-midi, un rassemblement de lutte interprofessionnel auquel seule la fédération départementale du P.C.P. a répondu. Les élus ont décidé de se réunir à la préfecture où une délégation a été reçue par le préfet.